

MEMENTO DES DECISIONS INTERVENUES AU COURS DU MOIS D'OCTOBRE  
EN MATIERE DE RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES (I)

I- REGIME DU COMMERCE EXTERIEUR

A- EXPORTATIONS

Prohibitions d'exportations--Un avis aux exportateurs publié au J.O. du 14 Octobre ( M.O.C.I. 18/10 p. 2.480) modifie l'avis du 12 Mars 1950 et les avis subséquents ne ce qui concerne les bandages pleins ou creux pour roues de véhicules ( N° 724 A du tarif), les chambres à air de 0,5 kg. et moins, les enveloppes pneumatiques pour aérodynes et les enveloppes autres de 0,5 kg. et moins, qui peuvent être désormais exportées sans licence sous réserve de la remise en douane d'engagements de change réglementaires.

Ce même avis modifie celui du 2 Juin 1951 en ce qui concerne les pièces ou objets en charbon artificiel ou en graphite artificiel dont l'exportation est soumise à licences. D'autre part, il précise quels bois doivent, à la suite de l'avis du 9 Juin 1951 ( modifié le 26 Juillet), être seuls considérés comme relevant du secteur libre.

Un arrêté du 26 Octobre ( J.O. du 17 Octobre-- M.O.C.I. 25 Octobre p. 2543) modifie l'arrêté du 17 Avril 1951 relatif à l'interdiction provisoire à titre absolu de l'exportation de certains papiers cartons en supprimant des dispositions de ce dernier arrêté les papiers et cartons d'un poids inférieur à 45 grs. au mètre carré.

Un avis publié au J.O. du 31 Octobre informe les exportateurs du régime auquel sont soumises désormais les exportations de produits d'exploitation forestière et de scierie. Suivant les essences ou leur nature, l'exportation de ces produits est, soit interdite absolument, soit interdite sauf dérogations résultant des accords commerciaux, soit soumise à contingentement. L'exportation des merains fendus en chêne ou en chataignier et des bois tropicaux, sous réserve pour ces derniers d'une attestation de l'exportateur indiquant leur provenance, est autorisée.

Un avis aux exportateurs publié au J.O. du 31 Octobre soumet à nouveau à licence l'exportation des bois de feu d'essences feuillues : bûches de 1m,20 et moins de longueur, en quartiers refendus ou en rondins de moins de 60cm de circonférence au gros bout; déchets de bois autres que les sciures ( N° ex 763 du tarif)

B- IMPORTATIONS

Règlement financier des importations de produits libérés-- Un avis publié au J.O. du 14 Octobre ( M.O.C.I. 18/10 p. 2.481) disposait qu'à compter de sa publication, le règlement financier avant importation de marchandises libérées et importées sous couvert de certificats d'importation serait désormais interdit.

Les importations dont il s'agit ne pouvaient donc plus donner lieu, avant la réalisation de l'importation, ni à un achat de devises au comptant ou à terme, ni à un versement au crédit d'un compte étranger en frs. Il ne pouvait être dérogé à ces règles que pour les marchandises faisant l'objet d'autorisations spéciales de transfert préalable délivrées à titre tout à fait exceptionnel par l'Office des Changes. Un avis N° 514 publié au JO du 4 Novembre a abrogé les dispositions de l'avis 519, sauf en ce qui concerne les importations en provenance de l'U.E.B.L.

Droits de douane

Suspension des droits-- Par arrêté du 4 Octobre ( JO 5 Octobre, rect. 7 Octobre-- M.O.C.I. 11 Octobre p. 2.422, les droits de douane à l'importation applicables aux abats comestibles frais ou congelés présentés isolément ( N° 14 du tarif) en au manioc ( ex N° 70) sont provisoirement suspendus.

Le contingent des linters admissibles en suspension des droits de douane est fixé jusqu'au 30 Juin 1952 à 8.000 tonnes par arrêté du 9 Octobre ( JO 11 Octobre--M.O.C.I. 18 Octobre p. 2.485. Le bénéfice de ce régime est réservé aux produits de l'espèce importé sous le couvert de certificats d'exonération dont le modèle est annexé à l'arrêté. ....

(I)--Vous trouverez dorénavant chaque mois ce memento dans les feuilles économiques annexées à ma lettre.

Commerce extérieur.....2

Un arrêté du 9 Octobre ( JO II Octobre-- M.O.C.I. 18 Octobre p;2.485) subordonne à la production d'un certificat d'exonération dont le modèle est joint à l'arrêté, le bénéfice de la suspension de droits de douane applicables à un contingent de fils de manille, d'abaca, de bananier, de sisal etc... (

Un arrêté du 20 Octobre ( JO du 21 Octobre, rect. 23 Octobre-MOCI 25 Octobre p. 2.544) dont les décisions sont applicables jusqu'au 30 /6/52 suspend provisoirement les droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement, à l'exception des parties et pièces détachées de ces matériels. Le bénéfice de cette suspension est subordonnée à la remise par l'importateur au service des douane à l'appui de la déclaration de mise en consommation, d'une autorisation spéciale délivrée par le Directeur des Industries mécaniques et électriques du Ministère de l'Industrie et de l'Énergie et valable pour une seule opération de dédouanement.

Un avis publié au J.O. du 12 Octobre 1951 ( MOCI 1<sup>o</sup> Novembre p. 2.605) précise les conditions selon lesquelles il sera procédé à la demande à la délivrance et à l'utilisation de cette autorisation.

L'article 2 d'un arrêté du 12 Octobre ( JO 14 Octobre --MOCI 18 Octobre p. 2.487) suspend provisoirement les droits de douane d'importation à certains produits : soufre non épuré; raffiné ( ex 348 du tarif) sulfate de nickel ( ex 433), phosphate de calcium bicalcique commercial (ex440), viomycine ( ex 569 D, ex 570B), fers et aciers en poudre (1283A) magnésium ou ses alliages bruts; déchets et débris d'ouvrages ( ex 1359) cobalt ou ses alliages ( 1393 A et B)

Rétablissement des droits- L'article 1<sup>o</sup> d'un arrêté du 12 Octobre (J.O. 14 Octobre -- M.O.C.I. 18 Octobre p. 248 ) rétablit les droits de douane d'importation applicables aux fruits et graines ( baies de sureau etc...) ( ex 118 H du tarif) à l'huile de foie de morue ( 143A) aux hydrocarbures aromatiques mononucléaires, à l'exception du Styrobène ( 470 A) et polynucléaires ( ex 470 B) et aux acétates de cellulose ( 692

Modification de droits- Un arrêté du 9 Octobre ( JO 10 Oct. rect. 17 Oct. -- M.O.C.I. 18 Oct. p. 2486 rect. 25 Oct. pag. 2.555) modifie en les réduisant les droits de douane d'importation afférents à certains produits. Ces réductions portent, notamment, sur les bières, certains cuirs et peaux et ouvrages en ces matières, certaines machines et jouets.

## II- RELATIONS COMMERCIALES

Egypte -- A la suite d'échanges de vues entre les représentants des deux gouvernements, la France a donné son agrément au renouvellement de l'accord commercial et de paiement du 9 Juin 1948 pour la période du 9 Juin 1951 au 8 Juin 1952. Le Gouvernement français s'engage à favoriser l'exportation sur l'Egypte de quantités de marchandises dont la valeur pourra atteindre 22 millions de livres égyptiennes ou l'équivalent en frs. français. L'Egypte autorisera l'exportation de riz dans la mesure où la prochaine récolte laissera des disponibilités. Enfin, la France délivrera des licences pour des produits égyptiens autres que le coton ( 4 millions de L.E.)

### NEGOCIATIONS EN COURS

CHILI - A la demande de ce pays, une négociation a été engagée à Paris en vue de modifier l'accord de paiement conclu en 1950. Les exportations françaises au Chili ne couvrant pas le montant de ses importations, les Chiliens désirent qu'au delà d'un certain plafond, nos paiements soient effectués en \$. Il conviendra de réduire l'engagement d'achats annuel de 25.000T. de nitrate, calculé en azote pur, que nous avons pris pour 3 années aux termes de l'accord précédent, suivant le chiffre auquel le plafond sera fixé.

SUISSE -- Une négociation a été commencée le 29 Octobre en vue de renouveler l'accord commercial franco-suisse du 20 Juillet 1950, expirant après prorogation, le 30 Novembre 1951.

(Condensé des principales informations officielles de la soirée du 22 et de la nuit du 22 au 23)

Accord sur l'Allemagne. - A l'issue de la conférence à quatre (Acheson, Eden, Robert Schuman, Adenauer), qui s'est tenue en fin de journée au Quai d'Orsay, un accord est intervenu sur le projet, préparé par les négociations de Bonn, de convention générale qui doit remplacer en Allemagne occidentale le statut d'occupation.

Cet accord, qui ne sera ni signé ni publié pour l'instant, sera complété, dans le plus bref délai possible, par des conventions annexes réglant en détail certains problèmes importants ayant trait aux relations futures, sous ce nouveau statut, des signataires. C'est alors que le statut d'occupation sera abrogé effectivement. Les questions de frontières ne pourront être réglées qu'au traité de paix, c'est-à-dire d'accord avec l'U.R.S.S. Pas de traité séparé en attendant. La participation de l'Allemagne à l'Armée européenne conditionnera également la mise en vigueur de la convention.

Adenauer a déclaré, dans une conférence de presse, qu'ainsi une étape décisive était réalisée pour l'intégration de la République de Bonn, sur une base d'égalité, dans la communauté européenne, elle-même incluse dans une communauté atlantique. Le chancelier quittera Paris ce matin pour Bonn.

LA CONFERENCE DE ROME. - La délégation française (Robert Schuman, Bidault et René Mayer) à la Conférence du Conseil atlantique a quitté hier soir Paris.

VYCHINSKI SAMEDI A L'ON N U - C'est samedi que devant la Commission poli-

La journée en bref (2)

CHURCHILL A FIXE au 29 décembre son départ pour Washington. Accompagné d'Eden, de lord Ismay et de lord Cherwell, il séjournera une quinzaine aux U.S.A. et au Canada.

LA "HOME GUARD", qui fut instituée pendant la dernière guerre, va être reconstituée dès à présent en Angleterre.

DANS LA ZONE DU CANAL DE SUEZ, les incidents se multiplient. Huit Britanniques en tout y ont trouvé la mort, depuis cinq jours. Hier soir, un nouvel incident aurait fait deux autres victimes.

MOSSADEGH EN EGYPTES.- Au Caire, Mossadegh a proclamé, dans un discours, le droit souverain de l'Egypte sur Suez et de l'Iran sur son pétrole. Il a annoncé avoir décidé avec Nahas Pacha de renforcer et d'amplifier le traité irano-égyptien de 1928. Ses collaborateurs préparent, en outre, un accord pétrolier entre les deux pays.

PLASTIRAS ATTEINT d'angine de poitrine rappelle de New-York son vice-président du conseil Venizelos. Le maréchal Papagos se rapproche du roi Paul, en prévision d'une crise gouvernementale.

PERON RECOIT EN AUDIENCE des parlementaires américains.

A PAN MUN JOM, les communistes présentent un nouveau texte, presque semblable à celui des Nations Unies. Optimisme accru pour le "Cessez le feu".

oooooo

L'ACTIVITE SYNDICALE.- Le Bureau confédéral de la C.G.T. approuve la majorité qui, à la Commission supérieure des Conventions collectives, a réclamé la fixation immédiate d'un nouveau salaire minimum national interprofessionnel garanti et demande la vigilance des organisations syndicales pour que la séance plénière de la Commission des Conventions collectives soit convoquée au plus tard le 1er décembre.

Les employés des grands magasins C.G.T., F.O. et C.F.T.C. se réunissent pour faire valoir la revendication des deux jours consécutifs de repos par semaine.

L'Internationale socialiste demande au secrétaire général des Nations Unies d'intervenir contre les condamnations prononcées, à Barcelone, à l'égard des participants aux grèves.

oooooo



La Journée en bref (2)

(4-12-51)

Le Premier ministre turc Menderès déclare à "U.S. News" : "Les Russes comprenant la force et la respectant, la meilleure méthode pour s'entendre avec l'U.R.S.S., c'est d'être fort". En conséquence, les dernières notes de l'U.R.S.S. à Ankara ne modifieront pas la politique de la Turquie. Menderès indique, d'autre part, que la participation de l'Espagne à une alliance pour la défense du flanc méditerranéen de l'Europe était aussi indispensable qu'une armée allemande sur le flanc est de l'Europe.

Après avoir remis le pouvoir de chef de l'Etat -qu'il n'a gardé que quelques heures-- au colonel Fawzi Selo, le colonel Chichakly a déclaré reprendre ses fonctions de chef d'état-major. Il a expliqué à la presse que, depuis le coup d'Etat d'Husni Zaïm, l'armée n'agissait que pour la défense des intérêts supérieurs du pays. Tout en proclamant la fidélité à la fraternité arabe, notamment à l'égard de l'Egypte, "nous continuerons à nous ranger aux côtés des peuples agissant, dans le cadre de la Charte des Nations Unies". Sur le projet de défense du Moyen-Orient, le colonel a déclaré que la Syrie s'inspirerait avant tout de ses propres intérêts, tout en reconnaissant que la position adoptée par le monde arabe aurait une grande répercussion sur son attitude.

A Suez, une série de fusillades, à la suite d'une agression contre un détachement britannique, a fait un certain nombre de victimes. Du côté britannique, on annonce un caporal anglais et six pionniers mauriciens tués, un major disparu (probablement tué), un soldat disparu et un blessé.

Commentant l'éventuelle nomination de Kennan, comme ambassadeur américain en U.R.S.S., Radio-Moscou déclare : "Ce n'est pas par hasard que le département d'Etat nommé en qualité d'ambassadeur à Moscou et dans les démocraties populaires des personnages louches, qui sont le plus souvent des espions de longue date".

A Buenos-Aires, Peron a remis les insignes de grand-officier du Mérite civil argentin au cancerologue américain Pack.

Le Koweit Oil Company vient de conclure un nouvel accord avec le cheik de Koweit. Les revenus pétroliers seront partagés à parts à peu près égales entre la compagnie et le cheik.

A Pan Mun Jom, aux deux nouvelles propositions sino-coréennes, relatives au statu quo des forces armées et au contrôle des voies d'accès, les délégués des Nations Unies répondent en posant 21 questions précises. En ce qui concerne les hostilités, les Sino-Coréens ont repris une île dans l'embouchure du Yalu.

oooooooo

25X1A

THIS IS AN ENCLOSURE TO  
DO NOT DETACH



(Condensé des principales nouvelles officielles de la soirée et de la nuit)

L'activité syndicale. - L'Union des syndicats F.O. de la région parisienne, s'étant préoccupée des projets comportant une majoration de 10 % des impôts directs et l'augmentation de la durée du travail, affirme son hostilité à toute mesure de ce genre et "met en garde les travailleurs contre le Gouvernement qui reprend la lutte de classe et l'esprit des gouvernements les plus réactionnaires".

Quant aux projets, également prêtés au Gouvernement, d'avoir recours à des lois-cadres, le Bureau de la C.G.T. déclare assimiler ces lois-cadres aux décrets-lois, méthode de gouvernement que les travailleurs doivent refuser d'accepter.

A Clermont-Ferrand, les délégués des syndicats de mineurs C.G.T., C.F.T.C., F.O. décident de préparer, pour le 10 décembre, une grève de vingt-quatre heures pour les mines du bassin de Brassac (2.500 personnes), afin de protester contre la fermeture du puits de la Taupe, envisagée pour avril prochain par les Charbonnages de France.

Les syndicats allemands décident d'interrompre toute collaboration avec le gouvernement fédéral de Bonn au sein des commissions économiques mixtes, pour protester contre la politique économique adoptée en dépit de leurs avertissements.

ooooo

A l'O.N.U., en fin de journée, on déclarait que les deux séances du sous-comité des quatre "Grands" n'avaient pas réussi à rapprocher les points de vue sur la question des rapports entre l'interdiction de l'arme atomique et le contrôle de cette interdiction. Les trois Occidentaux acceptent l'interdiction de l'arme atomique, à condition de l'existence simultanée d'un contrôle efficace; l'U.R.S.S. s'en tient pour l'interdiction à l'abord et le contrôle au bout d'un délai qui peut être dangereux. La discussion reprendra cet après-midi seulement. Vychinski a déclaré à un journaliste, qui demandait si ces conversations aboutiraient à la paix : "C'est ce vers quoi tendent nos efforts". On s'attend d'ailleurs à une prochaine conférence de presse par laquelle le délégué soviétique apporterait des précisions sur sa position.

Ce matin, la Commission politique spéciale aborde le projet de résolution franco-anglo-américain sur la constitution d'une commission d'enquête, en vue d'élections libres en Allemagne.

Demain après-midi, réunion de l'Assemblée générale : élection des membres non permanents du Conseil de Sécurité et, éventuellement, inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de la question marocaine.

Le Président de l'Assemblée générale a reçu du ministre des Affaires étrangères bulgare une protestation contre la loi américaine de sécurité mutuelle, comme constituant une ingérence dans les affaires intérieures du pays.

A Paris, Périllier a conféré avec le Premier ministre tunisien Chenik et trois de ses ministres.

Aux Communes, au cours d'une déclaration sur la Conférence de Rome, Eden a affirmé à deux reprises qu'il n'avait pas été question, dans les délibérations de cette conférence, de l'Armée européenne et que, par conséquent, il n'avait pas exprimé d'opinion à ce sujet. Eden a reconnu, cependant, qu'un compte rendu des discussions de Paris avec Adenauer et un exposé de Robert Schuman avaient fait état des conversations sur ce problème délicat.

Arrivé à Londres avec du retard, Adenauer a rendu visite à Churchill et à Eden, puis à la colonie allemande de la capitale britannique.

Harriman venant de Londres est arrivé à Paris.

Au sujet du "C-47" américain, contraint d'atterrir en Hongrie, le gouvernement de Budapest élève une protestation contre la violation de son espace aérien par un avion militaire. D'autre part, le Département d'Etat entreprend des démarches pour obtenir la libération des quatre hommes de l'équipage, après avoir rejeté une note allemande dans laquelle cet avion effectuait une mission d'espionnage et de sabotage.

.....

E N V R A C

(n° 2.000)

L'indice hebdomadaire des prix de détail des 41 denrées alimentaires, à Paris, qui était de 136,6 (1949 : 100), au 22 novembre 1951, a atteint 137,9 au 29 novembre, soit, en huit jours, une augmentation de 1 %. Une majoration a en effet été constatée sur les prix des pommes de terre, de la viande de mouton, du lapin et des poissons. Au 1er novembre, l'indice était de 134,8 et la moyenne de septembre avait été de 129,4. C'est dire que, durant les trois derniers mois, la hausse des produits alimentaires a été de 6,5 %.

Redressement de l'Allemagne. - En dépit des plaintes allemandes dans les réunions internationales, l'Allemagne réalise un redressement impressionnant. En ce qui concerne les combustibles, la production de lignite, dont on ne parle guère, est sur le point de passer à des chiffres doubles de ceux d'avant 1940, tandis que les petits charbonnages, soi-disant insignifiants, dont les tonnages n'entrent pas en ligne de compte pour la répartition, ont quadruplé leurs extractions. Les chemins de fer sont déjà capables de transporter les tonnages de 1939 et, vraisemblablement pour 1952, 130 % de ces tonnages. On s'aperçoit maintenant que les extractions de charbon ont été astucieusement sous-évaluées de 25 % au moins et les consommations forcées de 18 à 20 %. Par ailleurs, pour les autres combustibles, de multiples matières premières de remplacement sont mises à la disposition des industriels. Aussi, le commerce extérieur accuse-t-il un essor considérable, dont s'inquiètent les concurrents traditionnels de l'Allemagne. La délégation commerciale allemande, qui séjourne actuellement en Australie, a déjà enregistré d'importants succès. Des centaines de demandes, émanant d'importateurs australiens, lui ont déjà été communiquées. Elles s'intéressent spécialement aux matériaux de construction, qui sont exempts de droits de douane à l'importation, aux produits sidérurgiques, aux machines agricoles, électriques et industrielles, ainsi qu'aux produits textiles. Avant de retourner en Allemagne, la délégation doit passer par la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis. Enfin, si la quantité de mitrailles collectées a diminué cette année, cette diminution ne s'est pas répercutée sur les livraisons aux consommateurs allemands, car, entre le marché intérieur et le débouché extérieur, c'est le premier qui a prévalu. Les livraisons aux aciéries sont simplement passées, d'une année à l'autre, de 313.000 à 312.000 tonnes et les livraisons aux fonderies ont même augmenté : 105.000 tonnes contre 67.000 (période janvier-octobre)

Production d'armement en Hollande. - Les Pays-Bas ne possèdent à vrai dire pas d'industrie d'armement. Il y a, tout au plus, quelques usines qui fabriquent des munitions pour l'artillerie, une usine à Breda, qui produira des armes légères de défense anti-aérienne, et une usine de construction aéronautique. Les fournitures militaires de l'industrie hollandaise comprendront du matériel de transmission, des uniformes, des chaussures, des équipements sanitaires, des produits alimentaires de conserve, des véhicules, des munitions, des avions et des navires. Les Etats-Unis interviendront pour le matériel lourd et la plus grosse partie des avions. Un conseil pour la production militaire a été créé, en vue de coordonner et organiser la production. Les U.S.A. ont l'intention de constituer un bureau d'achats à la Haye. La Grande-Bretagne possède à Bruxelles un office analogue pour l'achat du matériel, dont l'activité s'étend jusqu'en Hollande.

La centrale électrique de la Tshopo au Congo belge. - Les travaux de la centrale doivent commencer le 2 janvier 1952. Le barrage, à 5 kilomètres de Stanleyville, comprendra 7 vannes et la chute totale des eaux sera de 18 mètres de hauteur. Le canal d'amenée à la centrale aura une longueur de 325 mètres. La centrale sera munie de 3 turbines de 8.360 H.P. Selon une évaluation faite récemment, le coût total des travaux s'élèvera à 250 millions de F.B., sur lesquels 180 représenteront les travaux du génie civil.

- 3 - (N° 2.000)

droit sera atténuée. En sortant du conseil, les ministres se sont plus à verser quelque baume dans le coeur des rares journalistes encore présents. Ils ont souligné l'amélioration de la conjoncture économique française; les craintes qu'ils nourrissaient au sujet de la balance des paiements sont écartées. Un programme d'importations sera dressé, qui permettra de maintenir le niveau de la production. Enfin, René Mayer s'est félicité de ce que le resserrement du crédit eût commencé à porter ses fruits, parmi lesquels il compte le mouvement de baisse de l'or. Ce n'est d'ailleurs pas l'avis de tout le monde et tel banquier, qui assistait récemment à la Conférence internationale du crédit de Rome, estimait que les contraintes imposées aux banques commerciales laissaient subsister la plus grande partie des sources de l'inflation.

Au demeurant, il est un peu étonnant que, après un bilan aussi pessimiste que celui du 14 novembre dernier, le seul fait d'avoir obtenu un crédit de 600 millions de dollars permette, aujourd'hui, des déclarations empreintes d'optimisme. D'autant plus que ces déclarations interviennent le jour même où l'hédomadaire américain "Business Week" écrit que Plevén a déclaré aux fonctionnaires américains de Paris que "la France était au bord d'une crise dangereuse, d'où pourrait sortir l'écroulement de tout le système de défense de l'Europe occidentale". Ces déclarations étaient évidemment antérieures à l'octroi du crédit de 600 millions de dollars.

paul dehéme

L'Angleterre, elle, est restée très en arrière de la main. Pressentis par les chefs de la N.T.S. (Korensky se rendit même à Londres), les dirigeants anglais ont opposé un refus poli aux offres d'installation de bureaux permanents dans la capitale britannique. Il faut noter aussi que le Vatican fut tenu au courant par Londres, par l'intermédiaire de l'Ordre de Malte. En l'occurrence, Londres et le Vatican mènent donc une politique quasiment commune, car les deux capitales estiment que la nouvelle orientation officielle des organisations anti-staliniennes et la note Gromyko, qui en est la conséquence directe, sont de graves dangers de guerre. C'est un point de vue. Il en est un autre, tout aussi valable, qui veut que, pour vaincre l'adversaire sans guerre chaude, il faut le combattre sur son terrain, avec les armées secrètes, et le dernier conflit nous a appris l'efficacité des cinquièmes colonnes. Quoi qu'il en soit, Londres et le Vatican reprochent à Adenauer d'avoir cédé pour la N.T.S. afin d'obtenir des concessions américaines pour son plan financier et militaire. Je vous ai écrit, dans ma lettre précédente, que le Pape verrait volontiers Brüning remplacer Adenauer. Quant à Eden, les déclarations confuses qu'il faisait hier aux Communes, au sujet de l'armée européenne, montrent qu'il lie volontiers cette question et celle de la N.T.S. et que, si le gouvernement français veut remettre en cause certains accords préalablement établis par les experts, il pourra bénéficier de l'aide anglaise dans une certaine mesure.

Pour relier ces quelques informations, que je crois inédites, à un fait d'actualité, j'ajouterai que la note que j'ai sous les yeux, et qui est antérieure à la nouvelle selon laquelle le "C-47" a été retrouvé en Hongrie, cette note dit que "les deux premiers coups de semonce de l'U.R.S.S. dans cette lutte étaient, le premier, la disparition du "C-47" entre la Bavière et Belgrade, alors qu'il transportait, outre l'équipage, des membres de la N.T.S., destinés à travailler depuis l'ambassade des Etats-Unis à Belgrade, le second étant l'accident inexplicable de l'avion turc, avec équipage américain, tombé aux environs du Danube". Le "C-47" est retrouvé. L'U.R.S.S. crie comme un chat écorché et fulmine contre les "ambassadeurs-espions". La Hongrie parle de violation de son ciel. Les Etats-Unis prétendent que l'avion s'est égaré et que sa mission était des plus normales. Allez donc y comprendre quelque chose, quand les services de renseignements sont "dans le coup".

J'abandonne ce terrain dangereux pour un autre, plus sordide, mais d'intérêt plus immédiat. Après avoir abrité les conversations relatives à l'armée européenne, l'hôtel Matignon a vu se réunir cette nuit nos ministres techniciens et financiers. A 3 h. 30, Plevén, Mayor, Courant et Hugues se sont séparés. Les quatre "colonnes du temple" avaient, en cours de soirée, discuté avec Bacon, et je ne jurerais pas que Laurens et Pinay n'ont pas également fait une apparition. Entre parenthèses, je vous signale que Laurens, fort bien en cours, non seulement auprès de Plevén, dont il a sauvé le cabinet, mais aussi de Vincent Auriol, a obtenu des promesses formelles en ce qui concerne une majoration des investissements agricoles et qu'il aura l'appui du Gouvernement tout entier dans les petites difficultés qui subsistent pour la fixation pratique du prix du lait. Cela écrit, il semble bien que l'essentiel des conversations de cette nuit ait porté sur la loi-cadre de la Sécurité sociale, que celle pour la S.N.C.F. ne sera examinée complètement qu'aujourd'hui, ainsi que les mesures en faveur de l'épargne, qui inspireront des travaux de la commission Tinguay du Pouet, et que celles destinées à accroître la productivité. Par contre, Mayer a exposé sa loi de finances et ses mesures fiscales. Rien n'est encore arrêté et des options sont encore à prendre. Deux conseils des ministres en viendront à bout et les textes seront déposés avant le 10 décembre. Il n'y aura pas de taxe sur les produits dits de luxe, pas de majoration uniforme des impôts directs ou indirects. Les droits de succession seront aménagés. En ligne directe et entre époux, le plancher sera fixé à cinq millions, avec un million supplémentaire par enfant. Au-delà, la progressivité du

Monsieur,

On parle beaucoup du comité interministériel qui a discuté toute cette nuit et fort peu de celui qui s'était tenu quelques heures auparavant. Il était cependant fort intéressant, ce premier conseil restreint, puisque, consacré à l'armée européenne, il conditionnait en partie la conversation budgétaire qui devait se dérouler ensuite. Et puis les deux phrases prononcées à la sortie par Schuman et par Bidault ont été assez claires pour qu'il soit possible de déceler, dans ses grandes lignes, la pensée du gouvernement. Il suffit de savoir ce que parler veut dire.

D'après Robert Schuman, les difficultés peuvent maintenant être précisées. Cela signifie que les Américains ont très nettement posé leurs exigences. Chacun des partenaires européens peut ainsi évaluer le chemin qui sépare ces exigences de l'effort qu'il est lui-même décidé à accomplir. Mais les difficultés ne sont pas seulement d'ordre économique; elles sont aussi d'ordre politique et, quand on enregistre la réflexion de Georges Bidault, qui soulignait que le gouvernement restait "fidèle à ses pensées d'origine", on en déduit que Jean Monnet et Hervé Alphand n'ont pas reçu que des félicitations. Ce sont eux, en effet, qui, sur le plan de la conférence des experts, ont été, de concession en concession, amenés à accepter le nouveau plan d'armée européenne qu'on n'ose plus appeler le Plan Pleven et duquel Moch disait dimanche qu'il ne le reconnaissait pas. Si, donc, le Gouvernement reste fidèle à ses pensées d'origine, c'est qu'il n'entérine pas les abandons de ses experts et, comme les travaux vont reprendre aujourd'hui, précisément au niveau de la conférence des experts, on peut être assuré que certains points seront, sur les instructions du Gouvernement, remis en question.

Il est évident que, dans cette affaire d'armée européenne, ce qui gêne le Gouvernement français, c'est la trop grande importance accordée à l'armée allemande. Il se heurte là aux militaires américains qui, devant les difficultés du réarmement des autres nations occidentales, sont prêts à faire flèche de tout bois, et ce d'autant plus volontiers que le bois allemand est, en l'occurrence, d'excellente qualité. Mais le Gouvernement français se heurte également aux milieux politiques américains, qui ont passé avec Adenauer une manière de protocole, lors des récentes conversations parisiennes du chancelier avec Dean Acheson. Aux termes de ce protocole, Adenauer a obtenu la prise en considération de son plan, tant financier que militaire, contre l'engagement d'accorder tout son appui aux dirigeants de la N.T.S. en Allemagne, de donner à cette organisation une existence officielle et de la reconnaître comme le véritable gouvernement de la Russie, si, quelque jour encore imprécisé, les Etats-Unis étaient, au cours de la guerre froide, amenés à l'exiger. La N.T.S. (Nacionalno-Trudovo-Sojuz), ou Fédération nationale du travail, est cette organisation qui a regroupé cinq mouvements d'émigrés russes blancs et qui, sous la haute direction de Kerinsky, centralise les efforts anti-staliniens du point de vue de la propagande, de la liaison avec les groupes de sabotage et avec les maquis en U.R.S.S. et dans les pays satellites. Si cette question vous intéresse, je puis vous faire tenir une note assez détaillée que je ne pourrais publier ici sans risquer d'alourdir cette lettre. Au demeurant, il suffit de connaître de cette N.T.S. l'appui que lui accordent les Etats-Unis et l'efficacité qu'elle en retire. D'ailleurs, Moscou prend la chose très au sérieux et la note de protestation adressée, il y a une dizaine de jours, par les Soviets à Washington montre l'importance que Staline attache à ce qu'il appelle une "intolérable ingérence américaine" dans la politique intérieure russe, aux fins d'entraver le libre exercice du gouvernement réel de l'U.R.S.S. Copie de cette protestation a été remise à Moscou, au représentant anglais "pour information" et au représentant français "pour mise en garde". La différence des expressions permet de déceler quelle a été, dans cette affaire, l'attitude des gouvernements des deux pays. Je ne parle pas, bien sûr, du besoin de dollars, et cela explique bien des choses.

La Journée en bref (2)

(3-12-51)

A Las Vegas, le Dr. Graves, directeur scientifique des essais réalisés par la commission d'Energie atomique, déclare qu'en 1951, les U.S.A. ont doublé leurs connaissances dans le domaine des armes nucléaires et doublé aussi leur stock de bombes atomiques. "Nous obtenons ainsi, a-t-il affirmé, le temps nécessaire pour créer une atmosphère plus pacifique que celle qui règne actuellement." Parmi les dernières expériences, dirigées par le Dr. Graves, on cite : la première bombe atomique "Bébé" (22 octobre), une explosion atomique à "double effet" (30 octobre), l'explosion d'une puissance exceptionnelle (5 novembre), l'explosion atomique souterraine (29 novembre).

Sur les confins maritimes du Cambodge et de la Cochinchine, 9.500 personnes viennent de se rallier au Vietnam.

En Corée, où aucun progrès n'a été enregistré hier dans les conversations d'armistice, on publie le bilan de la guerre aérienne pour le mois de novembre : 31 appareils communistes et 27 alliés détruits.

Le cardinal Roques, archevêque de Rennes, à propos des nouvelles lois scolaires, s'élève contre certains "intellectuels catholiques et syndicalistes chrétiens qui, tout en faisant hautement profession de leur foi, n'hésitent pas à se dresser publiquement contre ces lois".

L'Union nationale des Combattants du Calvados, réunie en assemblée générale, émet deux vœux en faveur de l'inhumation du maréchal Pétain dans l'ossuaire de Douaumont et de la révision de son procès par un tribunal d'anciens combattants.

Bacon et Buron ont participé à la réunion de clôture des Journées nationales des équipes ouvrières du M.R.P.

L'activité syndicale.- L'Union régionale des syndicats chrétiens d'Alsace a tenu hier son congrès annuel à Strasbourg. Principales résolutions : réformes de structure économiques, échelle mobile, réforme fiscale, revalorisation des allocations familiales, augmentation immédiate des pensions des vieux travailleurs, etc.

La Fédération internationale des mineurs, réunie pour son congrès annuel à Sarrebruck, s'est prononcée à une grande majorité pour la suppression des relations avec les fédérations communistes des mineurs.

Le Comité directeur de la Confédération internationale des Cadres, réuni à Paris, s'est prononcé pour une coopération loyale à la communauté européenne du charbon et de l'acier.

oooooooo

LA JOURNEE EN BREF (3-12-51)

(Condensé des principales nouvelles officielles de la soirée et de la nuit)

A l'O.N.U., devant la Commission politique spéciale, la Grande-Bretagne, les U.S.A. et la France déposent un projet de résolution pour l'établissement d' "une commission internationale impartiale, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique une enquête simultanée, en vue de déterminer si les conditions qui y existent rendent possible l'organisation dans ces territoires d'élections revêtant un caractère de réelle liberté". La Commission politique spéciale examinera ce projet de résolution mardi.

Le sous-comité des quatre "Grands" se réunira deux fois aujourd'hui, sous la présidence de Padilla Norvo, Président de l'Assemblée, afin d'établir l'ordre du jour de ses travaux jusqu'au 10 décembre, date fixée pour la remise du rapport de conciliation sur le désarmement.

La Commission politique aborde aujourd'hui le rapport sur le renforcement des pouvoirs de l'O.N.U. pour la répression de l'agression.

A la réception des volontaires de Corée par l'Assemblée des Nations Unies, on a beaucoup remarqué hier l'absence des délégués des pays arabes, de l'Iran, du Pakistan, de la plupart des nations sud-américaines et de la Norvège. Bien entendu, les délégations soviétiques et des Républiques populaires s'étaient abstenues.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre se rend en avion à Washington pour divers entretiens avec des personnalités américaines.

Adenauer arrive aujourd'hui à Londres, où il doit faire une visite officielle qui durera cinq jours. Reçu par le Roi, il conférera surtout avec Churchill et Eden. Objet des entretiens : relations germano-britanniques, mise au point des nouvelles relations contractuelles germano-alliées, participation de l'Allemagne à la défense occidentale.

Le "Sunday Times" ostime que si la France revenait au service de deux ans, le besoin de soldats allemands serait moins pressant.

Schumacher, leader de l'opposition social-démocrate à Bonn, a déclaré : "Nous exigeons du gouvernement fédéral qu'il fasse connaître au peuple allemand les résultats des négociations parisiennes d'Adenauer avec Acheson, Eden et Robert Schuman".

A Rome, le directeur du nouvel hebdomadaire "Popolo d'Italia", dont la manchette est identique à celle du journal de Mussolini, est inculpé d'apologie du fascisme.

Echange de notes entre la Bulgarie et la Turquie, cette dernière fermant sa frontière, alors que la Bulgarie voudrait opérer le transfert de 250.000 Turcs émigrés.

A Damas, Hachem Atassi, Président de la République, démissionne. Par ordonnance du Conseil supérieur de la Guerre, le colonel Chichakly, chef d'état-major et Président du Conseil supérieur de la Guerre, devient chef de l'Etat et prend un décret proclamant la dissolution de la Chambre. L'état-major syrien lance une proclamation au peuple, expliquant que l'armée agit ainsi pour protéger la nation contre les activités inadmissibles du parti populiste.

L'Iran reconnaît le roi Farouk comme "roi d'Egypte et du Soudan".

Le Roi et la Reine du Siam ont fait, après plusieurs années d'absence leur entrée à Bangkok, où ils ont été accueillis solennellement.



Situation au 15 Novembre 1951

En milliers

P A Y S	Mon naie de comp te	Plafond prévu aux accords	Soldes compensés des comptes de la Banque de France et des banques d'émission étrangères			
			au 8 Novembre 1951		au 15 Novembre	
			à/débit	à/crédit	à/débit	à/crédit
EGYPTE LE		4.000		3.780		3.725
MEXIQUE P.		43.225	23.690		38.110	
TCHECOSL. CT		250.000		122.890		131.770
YOUgosL. D.		150.000		22.800		33.220
ARABIE S.FF			93.390		92.390	
ARGENTINE						
C/central FF		15.000.000		7.300.820		8.230.955
C/partic. FF			6.075.750	1.623.520	3.903.740	1.462.870
BRESIL						
C/ordin. FF		7.000.000	2.360.200		2.466.920	
C/spéc. FF			2.393.210	490.790	2.667.725	654.085
BULGARIE FF			100		190	
ESPAGNE FF		1.750.000	731.015		754.251	
FINLANDE FF		2.100.000	3.106.970		4.031.840	
HONGRIE FF		75.000	265.950		256.560	
POLOGNE		1.785.000		1.470.995		1.509.660
PEROU :						
C/attente FF			125.890		189.135	
C/accord		35.000	35.875		36.375	
BOLIVIE: \$			4		4	
CHILI						
EQUATEUR \$		500	870		870	
JAPON \$		3.000	2.670		4.390	
PARAGUAY \$			40			
URUGUAY \$		3.950		3.040		3.350

### POSITION DE LA FRANCE VIS A VIS DES PAYS DE L'U.E.P.

Situation au 15 Novembre 51

En milliers d'unités de compte

P A Y S	Position bilatérale depuis le 1/7/51		Position bilatérale depuis le 1 <sup>er</sup> Novembre 1951			
	au 1 <sup>er</sup> Novembre		au 8 Novembre		au 15 Novembre	
	à/débit	à/crédit	à/débit	à/crédit	à/débit	à/crédit
ALLEMAGNE		75.300	3.660		6.440	
U.E.B.L.	63.710		2.060		76	
DANEMARK		21.255	2.105		3.880	
HOLLANDE		1.225	5.575		8.480	
ITALIE	87.950		3.330		6.935	
NORVEGE	5.660		700		1.605	
PORTUGAL	33.110		190		755	
SUEDE	2.700		595		2.185	
SUISSE	19.620		1.900		4.185	
ROY. UNI		2.920	11.280		5.365	
AUTRICHE		18.545		260	370	
GRECE		12.150		30	7	
ISLANDE		436				
TURQUIE		11.780		180	10	
Totaux	212.810	143.620	31.395	470	40.350	
Soldes nets			30.925		40.350	
Interêts		2.360				
Position cumulative			91.760		198.110	

NOTE SUR LE MARCHE PORTUGAIS DE L'AUTOMOBILE

N°-I999-

Il y avait au 1<sup>er</sup> Janvier 1950 au Portugal, pour une population de 7,5 millions d'habitants, 85.494 véhicules automobiles en circulation contre 42.000 en 1939, se répartissant comme suit:

- 65,7% de voitures de tourisme
- 13,2% de camionnettes
- 16,7% de camions
- 3,2% de cars et autobus.

Au cours des trois dernières années, les importations ont décliné de façon considérable par suite des achats importants effectués immédiatement après les hostilités, en vue de renouveler et de compléter le parc automobile que quatre années de guerre avaient laissé en mauvais état.

Nombre de voitures importées:

	<u>1948</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u>
Importations totales	15.695	9.475	8.962
- des Etats Unis	3.360	162	548
- de Grande Bretagne	10.185	6.703	5.590
- de France	1.523	2.286	1.452
- d'Italie	214	111	323
- d'Allemagne	4	2	862

Les voitures françaises entrées au Portugal en 1949 et 1950 ont été représentées par les différentes marques dans les proportions suivantes:

	<u>1949</u>	<u>1950</u>
Citroen	601	184
Ford (vedettes)	309	11
Panhard	19	33
Peugeot	523	677
Renault	575	293
Simca	165	191

Les statistiques publiées pour les 7 premiers mois de 1951 fournissent des éléments de comparaison avec la période correspondante de l'année précédente:

	<u>1950</u>		<u>1951</u>	
	nombre	: 1000 esc.	nombre	: 1000 esc.
Automobiles utilitaires et de tourisme	5.400	173.504	5.642	231.400
Grande Bretagne	3.722	116.638	2.958	125.200
Etats Unis	347	20.024	218	19.800
France	884	24.291	773	29.700
Italie	126	3.346	234	9.215
Allemagne	210	5.408	1.289	38.000
Tchécoslovaquie	61	1.502	81	234

Pour expliquer la situation du marché, il est nécessaire d'en rappeler certains aspects:

1°- Les véhicules utilitaires ne sont l'objet d'aucune restrictions à l'importation de la part des autorités portugaises.

2°- Par contre, la diminution du pouvoir d'achat de la clientèle et la saturation du marché sont les causes principales de la régression des importations.

3°- Ont également contribué à ralentir les achats d'automobiles, les majorations tarifaires intervenues depuis 1950 et l'institution d'une taxe additionnelle de vente qui, bien que réduite récemment, est demeurée assez élevée.

Exemple: Une voiture Citroen II légère dont le prix (y compris le droit d'entrée) est de 62.000 escudos paie une taxe de vente supplémentaire de 6.534 escudos, ce qui porte son prix de vente au public à 68.534 escudos.

Il faut noter encore la disparition presque totale des voitures américaines puisque seules peuvent être vendues des voitures de tourisme payables dans une devise autre que le dollar. Cette disparition des voitures USA a été compensée par l'importation de voitures allemandes.

Le caoutchouc constituait, il y a une cinquantaine d'années, une des principales richesses d'exportation du Congo belge. Mais il s'agissait alors du caoutchouc sylvestre, c'est à dire du caoutchouc provenant de lianes poussant à l'état sauvage dans la forêt congolaise.

Bientôt, furent créées, notamment par les Belges, les grandes entreprises de plantations d'Extrême Orient, partant de la culture de l'hévéa importé du Brésil. Ces exploitations réalisées sur des bases rationnelles, obtinrent rapidement des résultats tels, tant au point de vue de la qualité des produits que des prix d'achat, que leurs productions éliminèrent graduellement le caoutchouc de liane récolté au Congo dont la production ne tarda pas à diminuer.

Une nouvelle impulsion lui fut cependant donnée pendant la dernière guerre du fait de la rupture des communications entre les pays producteurs et consommateurs et du besoin accru de la matière. On sait la mesure dans laquelle le Congo Belge est parvenu à contribuer de cette manière aux besoins alliés. Mais il ne s'agissait là que de circonstances temporaires et exceptionnelles comme le fait ressortir le tableau suivant:

Production de caoutchouc au Congo Belge ( en tonnes )

Années	Caoutchouc indigène	Caout. plant.	Total
1901	6.000	-	6.000
1910	3.800	-	3.800
1920	1.100	100	1.200
1930	40	470	510
1935	50	426	476
1940	39	658	697
1943	6.210	1.764	7.974
1945	5.592	2.397	7.988
1947	605	3.304	3.909
1948	136	4.936	5.072
1949	9	6.744	6.573
1950	-	8.211	8.211

C'est ainsi qu'ayant été naguère un des gros exportateurs de caoutchouc, le Congo belge n'occupe plus à l'heure actuelle qu'une place proportionnellement secondaire parmi les pays producteurs. Mais peut être devrait on dire plus exactement: n'occupe encore.

En effet, dès avant la guerre, les mêmes groupes qui réalisèrent les belles plantations d'hévéas en Extrême Orient et notamment à Sumatra, en Malaisie et en Indochine, donnèrent une vigoureuse impulsion à cette culture au Congo belge. La guerre leur montra les possibilités qu'elle offrait. Depuis lors, la culture de l'hévéa a sensiblement progressé et le temps n'est sans doute pas éloigné où, comme il y a une cinquantaine d'années, le Congo belge figurera à nouveau parmi les principaux producteurs de caoutchouc.

Le développement des superficies cultivées permet de se rendre compte de l'expansion prise depuis quelques années. Nous citons les chiffres en hectares pour quelques uns des principaux producteurs.

	1940	1944	1945	1947	1949	1950
Congolaise Hévéa		7.080	90.160	627.360	929.200	1.507.750
Cult. Eq.		18.600	128.000	507.600	874.000	919.000
Forescom.	174.000	235.000	223.000	342.000	475.000	561.000
Cult. CB					249.100	406.000

Surface totale pour le Congo 697.000 7.974.000 7.988.000 3.909.000 6.753.000 8.211.000

En ce qui concerne les prévisions, celles ci sont difficiles à faire mais tout porte à croire que, pour l'exercice 1951, on atteindra une production voisine de 10.000 T. et que, compte tenu des cultures indigènes fortement favorisées par le département des colonies, quelque 30.000 tonnes de caoutchouc pourront être produites en 1960.

Les groupes qui ont introduit la culture de l'hévéa au Congo belge ont fait bénéficier la colonie de leur longue expérience en Extrême Orient. Aussi bien le Congo belge disposera-t-il dans la majorité des cas de plantations modernes à haute efficacité créées au moyen de graines sélectionnées assurant le maximum de rendement. De plus des installations de traitement ont été établies qui permettent de répondre aux exigences des clients les plus difficiles. On peut dire que d'ores et déjà le caoutchouc du Congo belge est apprécié aux Etats Unis, premier consommateur mondial, au même titre que les meilleures variétés d'Extrême Orient. On constate qu'en 1950, à côté des exportations de 4.500 T. vers la Belgique, tout le solde de la production, approximativement 3.700 T. a été vendu aux Etats Unis.

Le marché belge lui-même ne cesse de se développer et, compte tenu de la qualité actuelle du caoutchouc congolais, ce dernier est assuré d'y trouver un débouché régulier. Les perspectives sont d'autant meilleures que la production d'automobiles est appelée à se développer en Belgique. Une importante entreprise de fabrication de pneus vient de s'établir au Luxembourg.

D'autre part, diverses usines congolaises ont complété leur équipement de fabrication des sheets par l'installation de batteries de cylindres pour la fabrication des crêpes. Ce nouveau développement des qualités produites a incité diverses entreprises de transformation à s'installer également au Congo, notamment dans la chaussure.

En ce qui concerne la fabrication du latex, celle-ci n'est qu'à l'état de projet au Congo belge mais tout porte à croire que dès que la Colonie sera munie d'un complexe industriel suffisant et qu'Anvers aura des installations de réception bien conditionnées, cette fabrication qui prend actuellement un grand essor par suite de la demande accrue de caoutchouc spongieux, se développera également au Congo.

#### PERSPECTIVES D'AVENIR - L'avenir de la jeune industrie congolaise du caoutchouc paraît raisonnablement assuré.

La question primordiale qui se pose à ce point de vue est celle des prix de vente. Le prix actuel, très voisin de 50 cents (\$ US) la livre (lb) est satisfaisant. Il ne compte d'ailleurs pas, comparativement à l'avant guerre, un coefficient de majoration plus important que celui de la plupart des produits de base, contrairement à ce que pourrait faire croire la forte hausse survenue en 1950.

Quant à la question de la main d'œuvre, les plantations congolaises sont établies de façon moderne en vue de permettre des économies de personnel. Pour le surplus, la politique sociale des entreprises tend à leur garantir de plus en plus un personnel stable.

L'avenir de l'industrie congolaise du caoutchouc paraît donc assuré. Le Congo belge pourra, dans un avenir relativement proche redevenir un des exportateurs de cette matière première. Il y trouvera un important élément d'enrichissement. Déjà, pour les 5 premiers mois de 1951 la valeur du caoutchouc exporté a dépassé de 500% celle des exportations de la période correspondante de 1950.

Quant à l'avenir du caoutchouc en tant que produit mondial, les spécialistes estiment que les cours actuels ne s'effrondront pas même si le réarmement devait prendre fin. D'aucuns ont pu dire que nous étions à l'"âge de la gomme". Le caoutchouc, grâce à la constante amélioration de sa qualité reçoit des adaptations de plus en plus nombreuses. Nous sommes loin du temps où le pneu automobile constituait à peu près la seule utilisation de ce produit? Les nouvelles utilisations n'ont pas encore atteint un plus grand développement, surtout par l'insuffisance des quantités disponibles. Les statistiques en effet ne doivent pas tromper. Si elles font apparaître un excédent de la production sur la consommation, c'est parce que le gouvernement américain a réduit la consommation civile pour permettre la constitution de stocks stratégiques.

Quant à la concurrence des produits synthétiques, les spécialistes n'estiment pas qu'il y ait lieu d'en prendre ombrage. En effet, malgré l'appui financier du Gouvernement américain pour développer les domaines de la recherche, les produits synthétiques n'ont pas encore atteint sur certains points les qualités de la gomme naturelle, de plus cette industrie restera toujours conditionnée par ses installations très coûteuses.

L'INDUSTRIE JAPONAISE DE PRODUITS CHIMIQUES (n° 1.998)

En 1950, l'industrie japonaise de produits chimiques a dépassé son niveau de production d'avant guerre. Sur la base de 1932/1936=100, l'indice I22 a été atteint. L'industrie de la soude caustique dépend en totalité de l'importation pour le sel par suite de l'insuffisance de la production locale réservée à l'alimentation. Le sel représente en effet au Japon plus de 20% du coût de la production de la soude caustique. En 1950, le prix moyen C.I.F. du sel était de 19 \$ la tonne. A la suite de la destruction des usines d'engrais en Corée, l'industrie japonaise est assurée de débouchés importants.

La production japonaise de goudron, de benzène, de toluène et de naphthaline est importante; le maximum de production a été atteint en 1942/43.

La fabrication des peintures et des teintures a souffert fortement durant la dernière guerre; alors que la production des peintures avait atteint 132.000 T. en 1939, elle était tombée à 9.600 T. en 1945 pour remonter à 72.000 T. en 1950. La production des teintures s'élève actuellement à 1.400 t. par mois contre 54 T. en 1945 et 2.400 T. en 1939.

Avant la guerre, la capacité de production des pâtes à papier était approximativement de 1,9 million de tonnes. Par suite des pertes énormes d'équipement dues à la guerre, la perte de Seghalien et de la Corée et de la faiblesse des approvisionnements en bois, la production a diminué fortement et la reprise a été assez lente puisque en 1949 elle n'était encore que le 1/5 de la production de 1939. Toutefois, le développement récent de la fabrication de pâtes chimiques a contrebalancé le retard de celle des pâtes de bois. La fabrication totale de papier, types étranger, qui atteignait près de 1,5 million de tonnes en 1939, pour tomber en 1945 à 210.000 T., est remontée à 624.000 T. en 1949 et à 870.000 T. en 1950. Elle semble devoir dépasser 1,2 million de T. en 1951. Quant à la fabrication des cartons et papiers, types japonais, la moyenne mensuelle est actuellement de l'ordre de 15 à 20.000 T. .

En ce qui concerne le caoutchouc, la capacité de traitement de l'industrie japonaise était avant guerre de 63.000 T. de brut, elle était tombée à 36.000 T. en 1945. Le redressement s'est affirmé dans les années suivantes grâce à l'emploi des stocks. La production des articles en caoutchouc avait atteint 18.000 T. en dépit de la suppression des importations de brut. La reprise de ces importations en 1947 et la suppression du contrôle en 1950 doivent permettre le retour à une grande activité. De 1949 à 1950, la fabrication des pneus et des chambres à air pour bicyclettes a triplé atteignant respectivement au cours de l'année dernière 17,6 et 18 millions d'unités. La fabrication des souliers en toile avec semelle de caoutchouc a plus que quadruplé (43 millions de paires en 1950), celle des tuyaux, de toile caoutchoutée et de caoutchouc industriel a doublé. Des plans sont actuellement à l'étude pour développer encore davantage la production afin de répondre à la demande toujours croissante.

Les importations japonaises de caoutchouc ont été de 57.600 T. en 1950; elles doivent atteindre 70.000 T. en 1951.

Voici les chiffres de production de quelques produits chimiques japonais:

	1936		1945		1950	
	I.000 T.	Indice 32/36 =100	I.000 T.	Indice 32/36 =100	I.000 T.	Indice 32/36 =100
Sulfate d'ammoniaque	941	150	292	41	1826	269
Superphosphate	819	119	72	2	808	117
Soude (cristaux)	236	132	48	15	165	94
Soude caustique	300	161	56	27	194	105
Acide sulfur.	2892	130	678	33	3250	156

QUELQUES NOTES SUR L'ECONOMIE DU MOZAMBIQUE (n° 1.998)

PETROLE - Les travaux de recherches pétrolières menés par la Cie. américaine "MOZAMBIQUE GULF OIL CO" autour de Vilanculos et Maxixe, viennent d'entrer dans une phase de grande activité. Trois équipes se relaient pour assurer le travail sur 24 heures. Jusqu'à présent, on procédait à l'analyse des prélèvements de terrain. On attend une foreuse avec laquelle deux puits seront percés. Chaque opération coûtera près de 2 millions d'escudos. La Cie, une fois le 2° forage exécuté, décidera si oui ou non elle doit poursuivre les travaux de recherches.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES - La récente visite, à Beira et Lourenço Marques d'un représentant d'une maison française de produits pharmaceutiques a permis de mettre l'accent sur quelques données intéressantes en ce qui concerne les exportations de produits pharmaceutiques français vers cette colonie. D'abord, en valeur absolue, ces produits viennent au premier rang des exportations au Mozambique. Certaines spécialités tendent à s'imposer, notamment celles à base de quinine qui peuvent lutter avec succès contre les quinines anglaise et américaine. Nos pénicillines et streptomycines sont également très appréciées. Toutefois, la plupart des maisons françaises ne livrent à leurs revendeurs locaux que contre paiement immédiat et total des marchandises envoyées. Le manque de disponibilités oblige ces revendeurs à n'effectuer que des achats réduits ce qui met trop souvent en position d'infériorité les produits français par rapports aux produits étrangers qui, eux, donnent à leurs revendeurs de nombreuses possibilités de règlement (90 et 120 jours) et acceptent aussi des paiements effectués au prorata du volume des marchandises vendues, l'opération étant garantie par une banque qui détient les documents relatifs aux envois consignés en douane. Enfin, la redoutable concurrence allemande prépare déjà sa rentrée. Le Mozambique vient de recevoir la visite d'un représentant allemand qui a déclaré aux pharmaciens locaux que les produits pharmaceutiques allemands seraient "imbattables".

Ce qui est observé dans ce secteur est valable également pour tous les autres. Si les fabricants français veulent garder et améliorer leurs marchés africains, ils doivent employer des procédés de vente plus libéraux, effectuer leurs livraisons sans délai, par les voies les plus rationnelles et les plus rapides. De nombreux représentants commerciaux français se plaignent de la parcimonie avec laquelle les firmes françaises font parvenir leurs prospectus et catalogues. Le défaut de publicité rend difficile la tâche de ces représentants alors que nos concurrents étrangers inondent littéralement le pays de dépliant publicitaires.

COMMERCE DU MOZAMBIQUE - La revue de la Standard Bank (anglaise) donne l'appréciation suivante sur le commerce du Mozambique: "Le commerce de ce pays est actif et stable, avec un surcroît de mouvement récemment remarqué et dû à la récolte de riz, de haricots et de maïs. L'afflux des touristes a également stimulé les affaires notamment à Beira et à Lourenço Marques. La situation des ports est satisfaisante. Du 1° Janvier au 31 Août, plus de 500.000 T. de minerai de chrome ont transité dans ces deux ports. La construction d'une nouvelle usine de ciment est terminée. Elle aura coûté plus de 1 million de livres (I). La récolte de coton sera moyenne, mais celle de maïs nettement insuffisante et l'on importe déjà d'Angola. La culture du thé est en progrès. De 1945 à 1949, 7462 t. ont été exportées, contre 44 T. annuelles il y a 25 ans."

(I) Cette usine est située dans la banlieue de Beira. Elle appartient à un groupe financier portugais. Le ciment de cette usine est, actuellement loin de donner satisfaction. D'abord il est vendu à un prix exorbitant (45 \$ par sac de 50 Kgs) de plus il est de qualité médiocre. Des expériences menées par une entreprise française installée à Beira tendent à prouver que ce ciment "amaigri" par des matières incrustes risque d'entraîner de graves mécomptes à la prise.

E N V R A C

(n°1.999)

Les émissions radiophoniques françaises vers l'étranger. - Buron s'est penché sur le problème et a dressé un plan pour permettre à la Radio française d'atteindre un premier objectif qui sera d'occuper effectivement les 190 heures-fréquences qui ont été attribuées à la France par la Conférence de Mexico, suivant un premier plan de répartition des ondes courtes. Je tiens à votre disposition une note sur ce sujet.

Nominations. - Messmer va être nommé gouverneur par intérim de la Mauritanie et Garcia représentant du gouvernement français dans l'Antarctique.

Spécialités pharmaceutiques. - Le Gouvernement a préparé un décret déterminant les modalités d'essai des spécialités pharmaceutiques, dont je tiens le texte à votre disposition.

Négociations commerciales. - Elles commencent avec l'Allemagne. Elles continuent avec l'Argentine et tout semble indiquer qu'elles seront longues. Elles sont presque terminées avec l'Autriche, quelques questions restant à mettre au point; l'accord sera à peu près identique au précédent. Avec l'Islande, l'accord qui vient à expiration sera renouvelé sans négociations, avec, pour quelques petites modifications de détail, un simple échange de lettres.

Début novembre, le Conseil de l'O.E.C.E. a donné son accord pour la remise en vigueur, à partir du 1er janvier 1952, d'une liste allemande de libération des importations. Cette liste vient d'être soumise, pour ratification, au Conseil de l'O.E.C.E. et aux divers pays membres. Elle comprend 54,1 % de l'ensemble des produits, à savoir : 51,3 % des produits alimentaires, 60 % des matières premières, 51,6 % des produits finis.

En ce qui concerne plus particulièrement les textiles : 80 % des matières premières textiles et 36,8 % des articles textiles finis (filés compris) figurent sur cette nouvelle liste de libération.

Les foires internationales auxquelles la France participera, en 1952, seront : Colombo (15 février-14 mars) - Cologne (2 au 11 mars) - Verone (9 au 17 mars) - Milan (12 au 25 avril) - Toronto (2 au 13 juin) - Padoue (7 au 22 juin) - Francfort (31 août au 4 septembre) - Hanovre (Exposition Internationale de la machine-outil) (14 au 23 septembre) - Berlin (1er au 15 octobre) - Liège (26 avril au 11 mai) - Gand (13 au 28 septembre). La France participera également aux manifestations commerciales suivantes : Le Caire (1ère quinzaine de février) - Etude d'un projet d'organisation d'une Exposition commerciale en Amérique du Sud (octobre-novembre 1952) - Participation à des Expositions spécialisées en Amérique du Nord.

Manifestations pour lesquelles a été donné un avis favorable, mais qui restent subordonnées à la possibilité effective de grouper un nombre suffisant de participants : Karachi (1er mars au 6 avril) - Barcelone (10 au 30 juin) - Munich (4 au 20 juillet) (artisanat) - Bari (6 au 23 septembre) - Izmir (20 août au 20 septembre) - Zagreb (13 au 28 septembre).

Indonésie. - Le gouvernement indonésien s'élève d'un projet de révision de la Constitution hollandaise qui porterait intégration officielle à la Couronne hollandaise de la Nouvelle-Guinée occidentale. On sait que, si les Pays-Bas ont transféré leur souveraineté sur les territoires indonésiens au nouvel Etat d'Indonésie, ils ont seulement accepté d'engager des discussions sur le territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale, que l'Indonésie revendique. Le transfert de souveraineté des territoires indonésiens exige une révision de l'article 1er de la Constitution néerlandaise. La rédaction suivante a été retenue : "Le territoire du Royaume des Pays-Bas comprend le territoire des Pays-Bas, de Surinam, des Antilles néerlandaises et de la Nouvelle-Guinée néerlandaise". Le Premier ministre indonésien Sukiman a fait savoir au Haut-Commissaire des Pays-Bas à Djakarta, M. Lamping, qu'une telle définition unilatérale était contraire au principe même d'une discussion sur la question et le gouvernement indonésien a adressé au gouvernement des Pays-Bas une note de protestation.



- 3' - (n° 1.999)

avec la France tout au plus des liens analogues à ceux qui rattachent l'Inde à la Grande-Bretagne, ambition qui n'entre pas du tout dans le cadre fixé par le Quai d'Orsay, dans la mesure d'ailleurs où celui-ci professe une doctrine définie, ce qui ne paraît pas être des plus assurés. L'entrée de la Tunisie au Haut-Conseil de l'Union Française est cependant très souhaitée par différents milieux français, et aussi par les Etats associés d'Indochine. A propos de ces derniers, je vous signale, en manière de parenthèse, que le séjour à Paris de de Lattre pourrait être plus long qu'il n'était prévu primitivement, car il serait question pour le général d'une petite intervention chirurgicale.

Pour en revenir aux assises socialistes de ces dernières quarante-huit heures, notons que, en dépit des propos relativement plévenistes de Guy Mollet, plévenistes dans la mesure où le secrétaire général de la S.F.I.O. estime qu'une crise gouvernementale pourrait, dans les circonstances actuelles, équivaloir à une crise de régime, en dépit de ces propos, l'intransigeance affirmée en matière d'échelle mobile, de loi scolaire, de secteur nationalisé, n'est pas faite pour faciliter la tâche gouvernementale, ni pour assurer la tranquillité de l'équipe actuelle. D'autant plus qu'un des graves dangers, naguère agité --celui de la pénurie de dollars-- vient d'être momentanément réglé. A l'époque des déclarations de Mayer sur son plan de détresse, je vous ai écrit que ces propos étaient destinés à alerter les Etats-Unis et peut-être aussi à créer, dans les milieux politiques français, un climat que Pleven estimait propice à la survie de son gouvernement. On a vu quel scrutin de confiance ce climat a permis d'obtenir. Le moyen n'était donc pas des plus efficaces. Il était, en tout cas, d'une autre qualité que certains arguments parfois employés par les gouvernements pour racoler, ici et là, les voix de parlementaires ayant sollicité pour leur département ou pour leur territoire la solution de quelque problème particulier. C'est ainsi qu'on a pu faire un fâcheux rapprochement entre le dernier scrutin de confiance et la lettre par laquelle René Pleven a assuré des représentants africains qu'un accord était intervenu entre les ministères intéressés et lui-même sur le problème de la commercialisation des arachides. Or, la traite des graines ouvre bientôt et la lettre en question risque de jeter le désarroi dans les milieux professionnels des corps gras. Car les ministères intéressés ne sont précisément pas d'accord sur l'opportunité des mesures promises par le Président du Conseil. Je dois d'ailleurs à la vérité d'ajouter que ce pas de clerc n'est pas seul à agiter la profession, car une autre mesure est envisagée, aux termes de laquelle plus de 500 millions de francs --en tout cas une très importante partie des disponibilités du G.N.A.P.O.-- seraient distribués, afin de maintenir pour les huiles de table le système du prix taxé. Or, la nécessité de maintenir ce système de taxe est controuvée par l'abondance des ressources qui devrait permettre de revenir à la concurrence et à la liberté des prix à la consommation. Je sais parfaitement que le prix des arachides est, pour les territoires d'outre-mer, un problème économique qui, s'il n'était pas résolu avec largeur d'esprit, entraînerait vite des conséquences politiques. Il ne s'agit pas de s'insurger contre le principe des engagements pris par Pleven à l'égard des parlementaires africains; tout au plus, pourrait-on s'étonner que ces engagements aient été pris sans avoir été soumis à tous les services intéressés et sans que leur ampleur ait été discutée.

Quant aux arrêtés en préparation, qui s'étalent sur un texte de sept ou huit pages et qui doivent actuellement se promener quelque part entre le service des prix et différents ministères, dont celui de Pflimlin et celui de Mayer, les partisans de la liberté déplorent d'autant plus leur existence que le jeu de la concurrence serait, prétendent-ils, et dans l'état actuel du marché, favorable aux consommateurs. En tout cas, il y a là un problème que s'apprêtent à exploiter les adversaires du gouvernement.



financière américaine à l'Allemagne serait suspendue et Adenauer a souligné que, si le prêt était géré uniquement par des spécialistes allemands, les résultats obtenus seraient très supérieurs à ceux du Plan Marshall, administré par des fonctionnaires américains. Qu'au surplus il donnerait au gouvernement américain, et pour trente années, le contrôle sur l'industrie allemande et que, en cours de contrat, la décartellisation serait étudiée.

Il est certain que ce plan a déjà rencontré des oreilles attentives à Washington et au Pentagone, parmi ceux qui estiment que l'Allemagne est le seul pays capable de remettre en route l'économie de guerre européenne. On pourrait donc croire qu'Adenauer a ainsi consolidé sa situation politique personnelle. A la vérité, il n'en est rien, car ce plan financier, avec arrière-pensée guerrière, ne plait guère au Vatican et les milieux catholiques allemands, notamment les hommes de l'entourage du père Van Gestel, ont mis Adenauer en garde, non pas certes contre le projet monétaire proprement dit, mais contre toutes les intentions de réarmement et de remilitarisation qui se développent autour de lui. Le Pape, qui souhaiterait, dans la conjoncture internationale actuelle, une réconciliation entre le parti chrétien-démocrate et les socialistes allemands, paraît, en conséquence, ne plus guère soutenir Adenauer. On attribue à la diplomatie du Saint-Père certaines démarches accomplies auprès de Brüning et, dans un avenir prochain, ce dernier pourrait être appelé à remplacer le chancelier actuel, après avoir passé avec Schumacher des accords précis. Ce changement de personnage à la tête du gouvernement allemand entrerait dans le cadre de la politique vaticane, orientée vers le maintien de la paix.

En politique intérieure française, le fait important de ce dernier week-end a été la réunion du Conseil national de la S.F.I.O. et, sur le plan de la structure du parti, la décision prise de supprimer le "Comité des 46", qui était à majorité parlementaire. Si la tactique politique du parti reste à la discrétion du groupe parlementaire, sa stratégie politique revient donc à nouveau au Comité directeur, à majorité non parlementaire (10 parlementaires sur 31 membres). Les motions votées par le Conseil national énumèrent les points de politique intérieure sur lesquels les socialistes rosteront intransigeants et ceux qu'ils soutiendront en politique internationale. Parmi les premiers, je retiendrai : l'échelle mobile, le maintien des prestations de sécurité sociale, la structure et l'étendue du secteur nationalisé, le rétablissement des lois laïques dans leur intégralité. En politique extérieure : la poursuite des efforts de négociation, en vue d'un règlement pacifique des différends internationaux; l'affirmation du principe que le réarmement ne doit pas compromettre la sécurité intérieure par la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs, l'effort de chaque nation ne devant pas être proportionnel à son revenu national, mais progressif et adapté aux conditions de vie, cet effort pouvant d'ailleurs être sensiblement allégé par l'organisation de l'économie européenne. Enfin, le Conseil national a suivi Jules Moch qui ne reconnaît pas le plan primitif dans l'actuel plan d'armée européenne et s'est inquiété des tendances à conception exclusivement continentale qui affectent ce plan.

Je retiendra aussi que les socialistes affirment de nouveau leur politique franco-tunisienne, telle qu'elle a été définie au cours de leurs précédentes assises nationales. Pour ce dernier problème, ils ont peut-être été guidés par le désir de vaincre l'hostilité des milieux nationalistes tunisiens qui, sachant que les jours de Périllier sont comptés, n'ont pas manqué de faire savoir qu'ils ne voulaient pas d'un parlementaire pour Résident général et qu'ils étaient tout particulièrement opposés à Naegelen (socialiste, vous le savez). Au demeurant, le problème tunisien est des plus complexes. Encore modérés il y a quelques mois, les nationalistes tunisiens parlent maintenant de l'indépendance pure et simple. Il avait été question de leur proposer d'entrer au Haut-Conseil de l'Union Française. Ils y sont hostiles dans le fond et, officiellement, ils ne font guère que de vagues promesses. En réalité, ils voudraient avoir

De Paris, à l'aube du lundi 3 décembre 1951  
Lettre n° 1.999

Monsieur,

Le 14 novembre, René Mayer annonçait au conseil des ministres un programme d'austérité, la nécessité de réduire dans des proportions catastrophiques nos importations de la zone dollar et justifiait son plan par une pénurie de devises américaines qui n'est certes pas, au temps où nous sommes, un mal spécifiquement français. A l'époque, je vous ai écrit ce que, à mon sens, il fallait penser de ces sombres perspectives. Il était invraisemblable que les Etats-Unis n'intervinssent pas. C'est fait, ils sont intervenus. Pour l'exercice 1951-52, la France doit recevoir 600 millions de dollars. Peu importe leur répartition (aide économique ou aide militaire). Le problème était avant tout un problème de change. L'essentiel est donc d'avoir ces 600 millions de dollars à notre disposition. Ajoutés à ceux que nous procureront nos exportations, ils nous permettront de payer en dollars ce qui doit l'être. On peut donc dire que le problème de change est maintenant pratiquement résolu. Il n'a évidemment rien de commun avec le problème budgétaire, ni même avec le problème monétaire.

En Allemagne, on s'efforce d'adopter une autre méthode. On ne veut pas demander de dollars; on veut créer une monnaie allemande ayant une valeur internationale incontestable et qui, de ce fait, serait admise dans les règlements avec les pays à devise forte, les Etats-Unis essentiellement. Ce problème monétaire, Adenauer l'aurait abordé avec Dean Acheson, lors des récentes conversations de Paris, en le liant à celui de la décartellisation des usines allemandes, qui tient au coeur des milieux d'affaires américains. Un des conseillers d'Adenauer est Paul Pleiger, assisté de H.A. Brassart. On voit donc se profiler à l'arrière-plan la silhouette de Schacht. D'ailleurs, ce que l'on sait de la proposition d'Adenauer n'est qu'une adaptation de la thèse exposée par Schacht dans son livre : "Mehr Gold, mehr Kapital, mehr Arbeit", qui vient d'être publié à Bruxelles en langue française, sous le titre : "De l'or pour l'Europe". Schacht estime que le relèvement de l'Allemagne ne sera vraiment assuré qu'au jour où son pays sera doté d'une monnaie forte. Il préconise, à côté du Deutsche mark l'institution d'un Thaler-or et ne manque pas de souligner que le mot "dollar" vient du mot "thaler". Pour assurer à l'Allemagne --et aux pays d'Europe-- une monnaie saine, il estime que les Etats-Unis, au lieu de garder un abondant stock d'or stérile, pourraient effectuer des prêts de métal remboursables. Il ne serait même pas nécessaire de transférer le métal, car une simple affectation de garantie suffirait à l'émission d'une monnaie couverte en or.

C'est visiblement en partant de cette théorie qu'Adenauer a fait à Acheson la proposition suivante : accorder à l'Allemagne un crédit en métal d'une valeur d'un milliard de dollars. Ce milliard resterait bloqué aux Etats-Unis, mais serait mis au nom de la Banque des Règlements Internationaux de Bâle, qui fonderait un "département allemand" uniquement consacré aux affaires allemandes. En contre-partie, ce département émettrait pour un montant équivalent de billets de banque d'une nouvelle monnaie allemande, égale en or à un dollar et qui ne servirait qu'à des transactions avec les pays étrangers à devise forte, le mark actuel étant réservé à usage interne et aux échanges avec les pays à devise faible. Cet emprunt, que garantirait l'industrie allemande, serait remboursé en trente ans, par tranches annuelles égales à 3,5 % du total.

Dans le plan soumis par Adenauer, le milliard serait employé à la remise en marche de l'industrie allemande, notamment de l'industrie d'exportation, en recevant en contre-partie une autre aide

Washington charge Mac Cloy de préciser à Adenauer que le projet d'accord général contractuel avec la République de Bonn ne pourra être mis en vigueur sans que soient acceptées les cinq conventions d'application qui le conditionnent. Les U.S.A. insistent pour que cet accord total soit réalisé avant la réunion du Conseil atlantique, le 2 février, à Lisbonne, où doit être discutée la participation allemande à la défense européenne.

Truman conférera aujourd'hui, à Key West, avec le directeur de la Mobilisation industrielle Wilson sur la possibilité d'augmenter de 20 millions de tonnes les livraisons annuelles de charbon à l'Europe.

Les 287 industriels européens, qui, conduits par Georges Villiers, achèvent un voyage d'études aux U.S.A., ont entendu un important exposé de Wilson, directeur de l'Office de mobilisation, qui a déclaré notamment, après avoir exposé l'effort de production militaire américaine : "Cette puissance industrielle des U.S.A. n'est pas destinée à une guerre agressive ou préventive. Si j'avais le moindre doute que la puissance que je contribue à forger pût un jour être utilisée pour cela, je me démettrais de mes fonctions sans tarder".

Le conseiller de l'E.C.A. pour les questions ouvrières a insisté auprès des industriels pour l'amélioration des rapports entre les ouvriers et les patrons.

En Syrie, les trois ministres du cabinet Dawalibi, renversé par les militaires, qui n'avaient pas été arrêtés, démissionnent.

A Bagdad, le vice-régent d'Irak, ambassadeur à Londres, lira aujourd'hui, pour l'ouverture solennelle du Parlement, le discours du trône. Il annoncerait des modifications très libérales du traité anglo-irakien de 1930.

Mossadegh a reçu Warren, arrivé de New-York pour organiser l'aide américaine de 23 millions de dollars, en vertu du "Point IV".

Le gouvernement indien vient de conclure un accord avec la Standard Oil de New-York pour l'installation d'une raffinerie à proximité de Bombay. Un accord analogue est en préparation avec la Burma Oil, pour la construction d'une deuxième raffinerie.

Un traité de paix séparée va être adressé à Tokio par le Gouvernement indien qui s'était refusé à signer le traité de San-Francisco.

James Dunn quitterait l'ambassade des U.S.A. à Rome pour occuper celle de Tokio.

La Présidence des U.S.A. publie l'ordre donné le 27 novembre à la VIII<sup>e</sup> Armée de Corée : "Tout soldat des Nations Unies, des U.S.A. ou de la République de Corée doit savoir que les hostilités continueront jusqu'à la signature de l'accord d'armistice". Il n'y a pas eu d'ordre de cesser le feu.

Une grande bataille aérienne a eu lieu en Corée du Nord. Une dizaine d'appareils sino-coréens ont été abattus, sans pertes pour l'aviation des Nations Unies.

L'activité syndicale. - Les ouvriers des imprimeries de presse marseillaises, en grève depuis un mois, décident de reprendre le travail. Le Bureau F.O. demande de façon pressante au Gouvernement des mesures contre un nouvel avilissement du pouvoir d'achat.

De Nantes, la C.F.T.C., la C.G.T., les associations familiales demandent par lettre ouverte à Pleven que la Loire-Inférieure ne demeure pas le département où le prix du pain est le plus élevé (59 francs).

Soixante pour cent des ouvriers de l'arsenal de Toulon, répondant à l'appel des trois syndicats, ont procédé à un arrêt limité du travail pour réclamer la parité avec les métallurgistes parisiens.

A Rome, les députés socialistes du parti Saragat proposent une commission d'enquête de 15 députés pour enquêter sur le chômage contre le chômage qui atteint le dixième de la population.

(Condensé des principales nouvelles officielles de la soirée et de la nuit )

L'Assemblée Nationale a adopté le projet relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances. Elle a renvoyé au 13 décembre le débat sur le budget du ministère de la Justice.

Le Haut-Conseil de l'Union Française a établi un communiqué d'où il ressort que ses débats ne seront pas publiés, mais qui donne cependant quelques précisions, celles-ci notamment : la France appuiera, au moment opportun, l'admission des Etats associés à l'O.N.U. Préalablement à chaque réunion internationale, les représentants des différents Etats se consulteront sur les questions inscrites à l'ordre du jour. La situation et les perspectives militaires ont été exposées par de Lattre. Le Haut-Conseil a mis au point la procédure des négociations des accords commerciaux à passer avec les Etats étrangers. Des négociations seront engagées à Paris pour fixer le régime douanier applicable entre la France et l'union douanière consentie par le Cambodge, le Laos et le Vietnam, et pour procéder à un rajustement des accords économiques inter-Etats de Pau. Un cabinet restreint, relevant du Président de l'Union Française (c'est-à-dire le Président de la République), sera créé; il comportera un directeur de cabinet et des représentants de la Présidence du Conseil, du Quai d'Orsay, du ministère des Etats associés et de chacun des Etats associés.

oooooooo

Les quatre "Grands" se réunissent ce matin dans le bureau du Président de l'Assemblée, Padilla Nervo. Vychinski, Jessup, Selwyn Lloyd et Moch y représenteront respectivement l'U.R.S.S., les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France. C'est en effet à la suite des déclarations par lesquelles Vychinski s'était rallié, dans la matinée, à la création d'un sous-comité des quatre que, au cours de l'après-midi, la Commission politique a décidé par un vote unanime de constituer cet organisme, destiné à formuler des propositions concertées sur la question du désarmement, afin de les présenter à ladite Commission politique le 10 décembre au plus tard. Plusieurs amendements précisant le mandat du sous-comité, qu'avaient suggéré l'Irak, le Pakistan et la Syrie, ont été adoptés à l'unanimité également. Vychinski a déclaré : "J'ai bon espoir dans le succès des discussions qui vont commencer." De leur côté, les trois représentants occidentaux se sont réunis pour se concerter, en prévision de la réunion de ce matin. Les votes à l'unanimité ne font pas prévoir nécessairement un accord facile, des divergences très nettes s'étant manifestées entre Vychinski et Jessup sur la façon d'interpréter le rôle exact de cette sous-commission.

La Commission politique ne se réunira à nouveau que lundi, pour aborder le deuxième point de son ordre du jour (mesures collectives destinées, à la lumière de l'expérience de Corée, à renforcer l'organisation des Nations Unies contre l'agression). La Commission politique spéciale terminera aujourd'hui le débat poursuivi hier sur la plainte yougoslave contre l'U.R.S.S. Dimanche, 47 soldats, représentant les combattants de Corée, seront reçus officiellement au Palais de Chaillot par l'Assemblée générale réunie en séance extraordinaire.

Azzam Pacha, faisant au Palais de Chaillot une conférence de presse au nom de la Ligue arabe, a souligné que les négociations franco-tunisiennes atteignent un "stade très difficile". Il a promis l'appui des nations arabes aux Tunisiens, dans le cas où leurs négociations échoueraient. On croit que 14 pays arabes et asiatiques auraient décidé de former, au Palais de Chaillot, un front commun sur la question marocaine, afin d'appuyer l'Egypte qui demande l'inscription de cette question à l'ordre du jour, sans exclure la possibilité d'un compromis sous la forme de nouveaux délais.

A Rome, Gasperi offre aujourd'hui un déjeuner intime à Acheson.

Au Conseil quadripartite allié, à Vienne, les trois Occidentaux sont intervenus, une fois de plus, auprès de leur collègue soviétique pour la conclusion d'un accord de paix avec l'Allemagne. Pas de résultat.

.....

Les Travaux législatifs (2)

(n° 1.998)

Saïgon sont dotés chacun de deux pistes de plus de 1.600 mètres. Brazzaville dispose d'une piste de 2.000 mètres, dont l'allongement à 2.400 mètres vient d'être décidé, ce qui permettra l'atterrissage des avions à réaction du type "Comet" qu'utilisera une compagnie française, dès la fin de 1952. Pour la sécurité aérienne, le ministre a précisé qu'il s'agissait essentiellement d'un problème de réglementation, dont l'étude complète et approfondie a été depuis quinze mois entièrement reprise et est actuellement achevée au secrétariat général à l'aviation civile. Cette réglementation fixera de façon précise les obligations des transporteurs dans le domaine de l'exploitation technique. Il reste à définir les obligations respectives des services au sol et des pilotes. A cet effet, un ensemble de textes comportant un décret et plusieurs arrêtés d'application réglant la circulation aérienne ont déjà recueilli la signature de la plupart des départements ministériels intéressés. Ces textes seront suivis d'un projet de loi correctionnalisant les infractions aux règles de la sécurité ainsi posées.

PRESSE.- Roger Duchet a fait un exposé sur les conditions dans lesquelles un relèvement des tarifs postaux préférentiels applicables à la presse a été envisagé. Le ministre a donné à la commission l'assurance qu'il ne prendrait aucune décision définitive avant de prendre à nouveau l'avis de celle-ci et des organisations corporatives. La commission a ensuite entendu Robert Buron, dont l'audition avait débuté la semaine dernière. Le ministre, répondant aux interventions de nombreux commissaires, a passé en revue les principaux problèmes financiers qui se posent aux journaux : prix du papier, frais d'impression et de distribution notamment.

oooooooo

LES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les documents suivants, récemment déposés sur le Bureau de l'Assemblée :)

## PROPOSITIONS DE LOI :

- de Delachenal, tendant à modifier l'article 440 bis du Code de l'enregistrement. (n° 1506)
- de Médecin, tendant à interpréter la loi du 2-8-49, en ce qui concerne les contrats dits "de capital différé à prime unique". (n° 1551)
- de Baurens, tendant à l'institution d'un office national des engrais, amendements et pesticides. (n° 1563)
- de Baurens, relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole. (n° 1564)
- de Tanguy-Prigent, portant organisation de la recherche agronomique et création d'un institut national de la recherche agronomique. (n° 1567)
- de Radius, tendant à limiter l'obligation de la cotisation au fonds de la formation professionnelle de l'automobile et du cycle, prorogée par la loi n° 50-1619 du 31-12-50. (n° 1680)
- de Deixonne, tendant à créer une caisse autonome de constructions scolaires. (n° 1614)
- de Bouxom, tendant à exonérer de l'impôt de 5 % prévu par l'article 70 du décret du 9-12-48 la rémunération des apprentis. (n° 1588)
- de Delachenal, tendant à modifier la loi n° 51-640 du 24-5-51 sur le budget annexes des prestations familiales agricoles. (n° 1504)

## RAPPORT :

- par André Mancey sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1463 du 14-6-46, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14-2-46. (n° 1581)

oooooooo

DANS LES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

**AFFAIRES ETRANGERES.** - La commission a achevé l'étude du projet de ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier. André Philip a fait connaître l'avis du Conseil économique, adopté hier soir par cette assemblée. La commission a ensuite entendu René Mayer. Le ministre a apporté les précisions suivantes, au cours de son intervention : même dans le cas où certains crédits devraient être diminués, les investissements dans les charbonnages seront maintenus et l'industrie sidérurgique verra abaisser les charges des emprunts contractés par elle à court terme et au fonds de modernisation; le marché des territoires d'outre-mer ne sera pas ouvert aux produits des pays membres du pool, sinon à l'acier dont ils ont le plus grand besoin; la décartellisation de la Ruhr est devenue effective et les dispositions du traité empêchent toute reconcentration des industries allemandes. Le ministre a souligné que la France est, en valeur absolue, le plus grand importateur de charbon de l'Europe; qu'elle ne dispose et ne disposera pas, dans les années à venir, de tout le coke nécessaire à sa sidérurgie. La communauté prévue par le traité répond à une réalité géographique. Elle doit aboutir, par les moyens financiers dont elle disposera, à un abaissement sensible du prix du charbon en France, dont la baisse des prix industriels sera le corollaire. Le ministre a enfin fait observer qu'il voyait dans le pool charbon-acier la première étape de la libération d'un protectionnisme, cause des prix élevés. Il a contesté que le traité constituât une menace pour la sidérurgie française, si ce n'est dans des habitudes résultant d'un régime économique non ouvert à la compétition. Il s'est déclaré convaincu que la création d'une communauté d'une telle ampleur entraînera la consolidation de la situation économique de l'Europe, l'amélioration de sa balance des paiements et qu'elle constituera dès lors un facteur important de sa prospérité future.

La commission est ensuite passée immédiatement au vote sur le rapport, qui a été acquis, sans abstention, par 26 voix contre 18. Ont voté "pour" : 7 socialistes : Bouhey, Gouin, Jacquet, Daniel, Mayer, le Bail, Naegelen, Verdier - 7 M.R.P. : A. Coste-Floret, André Denis, Fonlupt-Esperaber, Hutin-Dosgrees, R. Laurent, Reille-Soult, Schneider - 5 radicaux-socialistes : Daladier, Delbos, Maurice Faure, Gaborit, Martinaud-Deplat - 3 républicains indépendants : de Beaumont, Chastellain, de Moustier - 2 Action Paysanne : Bardoux, Mutter - 1 U.D.S.R. : Bonnefous - 1 paysan Union sociale : Pupat. Ont voté "contre" : 9 R.P.F. : Barrès, Billotte, Fouchet, de Boislambert, Kuehn, Mondon, Léon Noël, G. Palewski, Vendroux - 6 communistes : Billoux, F. Bonte, Cachin, Giovoni, Rosenblatt, Mme Sportisse - 2 progressistes : de Chambrun, Pierre Cot - 1 républicain indépendant : Aumeran.

**VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION.** - Antoine Pinay a précisé le sens de sa politique aérienne. Le trafic des compagnies aériennes s'inscrit, a-t-il notamment déclaré, en tête de celui des compagnies européennes. Son accroissement même est continu. En 1950, le transport aérien a augmenté de 13 % dans le monde et, en France, de 20 %. Au total, de 1946 à 1950, le trafic français a triplé. Le ministre a, d'autre part, précisé que l'objet du statut de l'aviation marchande était d'éviter une dispersion des efforts et une concurrence qui deviendrait ruineuse. C'est le Conseil de l'aviation marchande qui doit élaborer l'avant-projet du texte à soumettre au Parlement. Après avoir rappelé que, de 1946 à 1950, le montant global des crédits affectés à l'amélioration de l'infrastructure dépassait 23 milliards, il a annoncé que, pour l'exercice 1952, plus de 6 milliards de fournitures et de travaux seraient réalisés. Un effort financier important, entrepris dès 1946, a permis de doter Orly de trois pistes, le Bourget de deux pistes et d'installer l'équipement nécessaire à l'exploitation d'aérodromes modernes. En ce qui concerne les aéroports de province, pour la création d'une nouvelle piste à Nice, qui s'inscrit après Marseille, en tête de ces aérodromes, 800 millions de travaux sont inscrits au programme établi en 1951. Dans l'Union Française, Dakar et

Notes sur l'économie brésilienne..... 2

Fabrication d'aluminium

La première fabrique d'aluminium au Brésil va être installée à Ouro Preto. Cette entreprise, montée par la Electro-Química Brasi Leira, permettra au Brésil d'effectuer des économies de près de 100 millions de cruzeiros par an. Les chiffres ci-dessous donneront une idée du rôle que jouera pour le Brésil cette nouvelle industrie où l'importation représente de 1947 à 1949 :

<u>Années</u>	<u>Tonnes</u>	<u>crz 1.000,00</u>
1947	6.411	53.544
1948	7.591	60.560
1949	9.802	93.216

Ces chiffres indiquent que la consommation d'aluminium au Brésil croît chaque année, s'accompagnant d'ailleurs du développement de l'industrie. D'après les renseignements fournis par M. Richard W. Herzer, ingénieur canadien, technicien de la Electro-Química Brasileira, l'usine de Ouro Preto serait très importante. Il s'agit d'une puissante organisation, composée de capitaux canadiens et brésiliens, provenant d'une entreprise ancienne montée par Americo Gianetti vers 1934, le capital actuel de 20 millions de cruzeiros ayant été souscrit par des actionnaires de tout le pays, particulièrement de Minas Geraes où sont situés le siège de la société, l'usine et les gisements. Neuf pour cent des actions ordinaires se trouvent aux mains des Brésiliens. M. Herzer a affirmé que l'investissement total de l'Usine est d'environ 100 millions de cruzeiros. La plus grande partie des actions a été achetée par la société "Aluminio do Brasil S.A." affiliée à "Aluminium Limited" du Canada, organisme centralisateur de plusieurs entreprises du genre, parmi lesquelles la "Aluminium Co of Canada", spécialisée dans la production.

La "Cia Electro-Química Brasileira" a importé pour la fabrication de l'aluminium près de 2.500 tonnes de matériel divers, pour une valeur de 10 millions de cruzeiros. Dix autres millions ont été dépensés jusqu'à présent pour le rééquipement de la fabrique de Ouro Preto. Il y a dix mois que l'on faisait des préparatifs, afin de commencer la production du mois d'août. Mais cette importante organisation industrielle produit déjà actuellement de l'acide sulfurique et de nombreux ferro-alliages, dans la proportion de 50 % de la consommation brésilienne. Pour la fabrication de l'aluminium, on utilisera la bauxite existant dans la région dont les gisements fourniront de la matière pendant au moins dix ans. La bauxite sera traitée par des procédés chimiques parmi lesquels le procédé alcalin Bayer. La fabrique de Ouro Preto sera la seule dans le monde entier à être installée près des gisements qui lui fourniront la matière première. Sa production annuelle atteindra deux mille tonnes métriques d'aluminium, ce qui représente 1/5 de la consommation du pays.



Exportations

A côté des exportations traditionnelles de café, de riz et de cuir, les importations de produits chimiques, principalement à destination des U.S.A., sont en extension constante. Les principaux produits exportés sont la naphthaline, la caféine, la théobromine, le menthol, la glycérine, les cériums et les nitrates. Par ailleurs, les importations de glandes animales, huiles de poisson et drogues végétales sont en net développement. L'Etat de Ceara active sa production d'huile d'oiticica, qui est très recherchée.

Industrie

Lors d'une visite à Sao-Paulo, M. Martini, ambassadeur d'Italie au Brésil, a rappelé l'intérêt croissant que les industriels italiens portent au Brésil. Des négociations seraient actuellement en cours en vue de l'installation à Americana d'une fabrique de rayonne et de projets de fabriques de glacières et de machines à coudre. Une société italo-brésilienne "Isobrasil S.A." vient d'ailleurs de se former avec la participation de Isothermos S.A. de Milan, pour établir au Brésil la première fabrique de motos et de camionnettes.

Une nouvelle usine sidérurgique est en cours d'installation à Bello Horizonte, dans l'Etat de Minas Geraes. Elle se nommera Manex. Fondée par des capitaux en grande majorité brésiliens, cette usine utilisera des machines, du personnel technique et des procédés brevetés du groupe sidérurgique allemand Mannesmann. La capacité de l'usine sera de 100.000 tonnes annuelles de tubes d'acier. La mise en service est prévue pour février 1952.

D'ailleurs, on assiste actuellement à une véritable prospection du marché brésilien par l'industrie allemande. Outre le projet de la société Mannesmann on prête au groupe Krupp l'intention de mettre sur pied une importante affaire industrielle dans l'Etat de Sao-Paulo. Il se serait déjà assuré l'appui d'importantes personnalités paulistes. La firme "Budens" chercherait également à transférer au Brésil une partie de ses installations industrielles. D'autres projets ont été établis concernant des cimenteries, des fabriques de téléphones, de produits pharmaceutiques et chimiques. Enfin, le courant d'immigration allemande tendrait à s'accroître. Actuellement, les Consulats accordent environ 1.000 visas par mois.

La société anglaise Dunlop est en train de créer au Brésil une filiale, "Dunlop do Brasil S.A. Industria de Borracha", au capital de Crz 50.000.000, qui fabriquera des pneumatiques et d'autres articles en caoutchouc. La société française nationalisée "Renault" installerait une fabrique de montage dans le Rio Grande do Sul. Elle aurait déjà obtenu les licences nécessaires à l'importation du matériel.

Les industriels nord-américains ne restent pas hors de la course. La "North American Beryllium Co" et la société financière "Finabras" viennent de conclure un accord pour la création d'une société "Proberll" qui traitera sur un plan industriel le minerai de beryl. Ce sera la première usine de ce genre en Amérique du sud. Elle sera mise en route en mars 1952. La "Monsanto Chemical Co" et différentes entreprises paulistes ont créé à Sao-Paulo la "S.A. Productos Quimicos E Plasticos" qui fabriquera des matières plastiques. L'usine, qui occupera une centaine d'ouvriers, pourra fonctionner à la fin de 1952. Enfin, la "Kaiser-Fraser Coy" chercherait à conclure des accords avec des industriels et des capitalistes brésiliens en vue de l'établissement d'une usine de montage d'automobiles. Par ailleurs, le "Cocksht Flow Co Ltd" aurait proposé à la Fabrica Nacional de Motores, appartenant au gouvernement brésilien, une association pour la fabrication de tracteurs et de matériel agricole.

Des travaux sont en cours dans l'Etat de Minas Geraes pour accroître la production d'étain et de bauxite. Malgré les considérables efforts entrepris par la St John del Rio Mining Co et la Cia Minas da Passagem, la production d'or, qui avait atteint 5.175 K° en 1944, ne cesse pas de décroître : 5.073 en 1945 ; 4.370 en 1946 ; 4.216 en 1948 ; 3.707 en 1949 ; elle est restée à 3.707 en 1950, mais il est à peu près certain qu'elle n'atteindra pas 4.000 K° cette année.



E N V R A C

(n° 1.998)

Dans les groupes. - Suite au schisme réalisé par Antier, le groupe du "Centre républicain d'action paysanne et sociale et des démocrates indépendants" ne comporte plus que 21 membres au lieu de 36. Ses apparentés ne sont plus que 4, au lieu de 6, et le groupe des Français indépendants cesse d'exister, donc de lui être apparenté. Par contre, on enregistre la constitution d'un "Groupe paysan et d'union sociale" de 15 membres, auquel 5 autres députés (Isorni, Liautey, Loustaunau-Lacau, Manceau et Valle) se sont apparentés. En définitive, l'ancien groupe, celui du "Centre Républicain d'action paysanne et sociale et des démocrates indépendants", ne comporte plus que 21 membres (les amis de Laurens). Le nouveau "Groupe paysan et d'union sociale" (les amis d'Antier et de Leroy-Ladurie) en comporte 15, plus 5 apparentés.

Subventions à la presse. - La presse demande une aide de 14 milliards, qui ramènerait le prix du papier au coefficient 30 (au lieu de 45), par rapport à l'avant-guerre. Buron ne peut évidemment pas soutenir cette revendication. Par contre, il propose : 1°) de reconduire la subvention réservée au papier de presse sur le fonds de régularisation des prix, soit, pour maintenir le prix du papier sur la base de 83 francs 75 le kilo, une subvention pour 1952 de 1 milliard 540.100.000 francs - 2) une seconde subvention de 560 millions, qui permettra l'entrée en application de la loi du 24 mai 1951, qui prévoyait que les journaux bénéficieraient, en ce qui concerne les tarifs téléphoniques, d'avantages analogues à ceux qui leur sont consentis pour le télégramme de presse (cette loi n'est pas encore entrée en application, faute d'avoir déterminé le montant de la subvention nécessaire) - 3) d'exempter la publicité donnée aux journaux des diverses taxes qui la frappent (1 % de taxe de transaction, 1,75 % pour Paris de taxe locale, 5,80 % de taxe de prestation de service, soit, au total, 8,55 %). La part de publicité consacrée à la presse étant de l'ordre de 23 milliards par an, cette troisième mesure correspondrait à une aide de 2 milliards, dont bénéficierait la presse par la voie de la détaxation. (Je tiens sur l'ensemble de ce sujet une note détaillée à votre disposition)

-----  
(Fin de la Lettre n° 1.998)

mois. Rien n'empêcherait des Français, officiels ou officieux, discrètement, mais dûment autorisés, de négocier à leur tour. Les Américains ou, tout au moins, certains d'entre eux connaissent ce projet, auquel Vincent Auriol paraît être acquis. Peut-être est-ce d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles ce dernier a tout particulièrement tenu à ce que le cabinet restreint de l'Union Française, dont la création vient d'être décidée, relevât du Président de l'Union Française, donc de lui-même.

paul dehème

plus particulièrement les radicaux et un peu les paysans. Elle a porté sur le plan gouvernemental la réflexion que faisait jeudi Barangé en séance, au cours du débat sur le budget du ministère des Anciens Combattants. C'était peut-être une invitation à Pleven d'être ferme quand, tout à l'heure, ce samedi matin, lors du conseil des ministres, Temple demandera à ses collègues de lui accorder quelques crédits supplémentaires, afin de financer la lettre rectificative que l'Assemblée l'a chargé d'établir au bénéfice des veuves et autres victimes de la guerre.

Ce conseil des ministres entendra également des communications de Pleven, sur les travaux parlementaires, de Bidault, Mayer, Schuman, sur la conférence de Rome, de Courant, sur les prestations familiales agricoles, de Ribeyre, sur la protection sanitaire de la population civile en temps de guerre --il se plaint de ce que la répartition n'ait pas été réalisée entre les ministères intéressés des trois milliards de crédit votés, en mai 1951, pour la défense civile et la mobilisation économique-- de Buron, sur le développement des émissions radiophoniques à l'étranger et sur la situation de la presse. En faveur de celle-ci, Buron réclame 2 milliards de subvention et 2 milliards de détaxation (voir mes "En vrac...").

Ainsi, les espoirs seront déçus de ceux qui croyaient que René Mayer exposerait dès aujourd'hui à ses collègues du cabinet les grandes lignes de sa loi de finances et plus particulièrement le détail des 200 milliards d'impôts supplémentaires, dont il a parlé dans son bilan économique et financier de l'autre jour. Cependant, le projet est, en principe, arrêté. Il comporte une élévation de 14,5 à 16 % de la taxe à la production, qui doit rapporter une centaine de milliards; une augmentation de l'impôt sur les sociétés, qui passerait de 34 à 38 % et qui fournirait ainsi 25 milliards de ressources supplémentaires; une majoration de 2 % de l'impôt sur les salaires, payé par le patronat, qui serait élevé ainsi de 5 à 7 % et qui procurerait 70 milliards de plus; enfin, quelques majorations d'impôts directs divers --une broutille, puisqu'il n'y en a que pour 5 milliards. Tous ces chiffres sont très approximatifs, encore que le total fasse les 200 milliards exigés. Au demeurant, le fait que Mayer n'en parle pas au conseil de ce matin paraît indiquer qu'il n'a pas encore complètement arrêté ses décisions. A moins qu'il se réserve de mettre ses collègues au courant, sans avoir porté sa communication officiellement à l'ordre du jour de la réunion.

Le Haut-Conseil de l'Union Française a clos sa première session. Les débats sont gardés secrets, mais un communiqué assez long, sinon très explicite, a été publié. Vous le lirez dans la presse ou son résumé dans ma "Journée en bref". Je tiens cependant à souligner le passage dans lequel il est dit que "le Haut-Conseil a examiné les conséquences politiques qui pourraient être tirées en Asie du Sud-Est du succès --qu'il souhaite ardemment-- des négociations engagées actuellement en Corée pour la conclusion d'un armistice". Et le communiqué poursuit que "le Haut-Conseil estime qu'il serait alors désirable d'examiner les possibilités que pourrait offrir la situation, pour provoquer une conférence internationale susceptible, dans cette partie de l'Asie du Sud-Est, de mettre fin à toute intervention étrangère".

Le lecteur non informé pourrait penser qu'il s'agit là d'un vœu pieux. A la vérité, le conflit d'Indochine étant avant tout une affaire chinoise, ce paragraphe du communiqué me paraît répondre aux préoccupations de quelques hommes, qui envisagent de négocier avant tout avec les Chinois. Ce serait, disent-ils, possible sans aller à Pékin, car chacun sait que la Suisse a déjà été le théâtre de bien des conversations avec les gens de Mao Tse Tung. Jusqu'à présent, ce furent surtout des Anglais qui furent leurs interlocuteurs et les négociations étaient plutôt d'ordre commercial. Je me suis fait l'écho de ces informations il y a bien des

.....

De Paris, à l'aube du samedi 1er décembre 1951  
Lettre n° 1.998

Monsieur,

L'audition de René Mayer par la commission des Affaires étrangères a fortement amélioré, dans les milieux parlementaires, la cote du pool charbon-acier. Il y paraît d'ailleurs dans le vote sur le rapport d'Alfred Coste-Floret, qui conclut à la ratification et contre lequel se sont prononcés seulement les communistes, les R.P.F. et l'indépendant Aumeran. Les autres indépendants, les socialistes, les M.R.P., les radicaux, l'U.D.S.R. et les paysans des deux obédiences (nous verrons tout à l'heure qu'il y a maintenant officiellement deux chapelles paysannes : celle d'Antier et celle de Laurens) se sont prononcés pour la ratification. Même Martinaud-Deplat qui disait, il y a trois jours, que s'il voulait rester en paix avec sa conscience, il lui faudrait voter contre. Mayer a donc été très persuasif, en dépit de son opinion personnelle, dont on sait qu'elle n'est pas favorable au pool. Attendons maintenant le rapport que Malloz doit rédiger, au nom de la Commission de la Production industrielle.

Dans l'hémicycle, les deux séances de la journée ont été surtout consacrées au budget du ministère de la Justice qui, en fin de compte, a été renvoyé au 13 décembre, pour permettre à Edgar Faure de le compléter en affectant quelque 215 millions à l'amélioration de la situation des magistrats. Mais les couloirs ont surtout discuté de la proposition de loi tendant à réglementer les arrhes, qui venait en seconde lecture devant l'Assemblée, mais dont le texte dut être retiré au dernier moment, une opposition ayant été formulée par Max Brusset, sur la suggestion, prétend-il, de Peytel. L'affaire a provoqué quelques remous. Les parlementaires ont voulu voir dans le geste Brusset-Peytel le désir de défendre les intérêts des constructeurs d'automobiles, au mépris de ceux des utilisateurs. Les deux hommes étant du R.P.F. se sont fait savonner la tête, Peytel par Barrachin et Brusset par Soustelle. La presse de ce matin en parlora.

Des événements parlementaires de la journée d'hier, il me faut encore évoquer la scission du groupe paysan, réalisée par Antier. Elle était prévue depuis plusieurs jours. On pensait généralement que ce serait Laurens qui, tenu de démissionner du groupe, aurait emmené une vingtaine de ses amis et formé une nouvelle chapelle. Rien de cela ne s'étant produit, c'est Antier qui s'est trouvé le plus gêné, est parti et a formé le "Groupe paysan et d'union sociale", qui comporte 15 membres et 5 apparentés. Le nom est une trouvaille. Le groupe devait d'abord s'appeler "Groupe paysan et de défense des classes moyennes". Il figure même sous ce titre dans le "feuilleton" d'hier de l'Assemblée Nationale. Mais ce nom n'était pas suffisamment général au gré des membres du nouveau groupe qui, somme toute, ne sont que des dissidents et qui, en dépit de cette fâcheuse attitude personnelle, s'en iront donc prêcher l'union sociale, après avoir rompu l'unité de leur parti. C'est un peu l'histoire du failli qui devient conseiller commercial d'une autre firme. Les paysans de stricte obédience ont élu leur bureau et c'est, en définitive, leur président, Sourbet, qui s'est entendu offrir par Pleven le demi-marouquin du secrétariat d'Etat à l'Agriculture. Il a réservé sa réponse. On ne dit pas ce qu'en pensent les trois ministrables du groupe : Monin, Ramarony et Marcellin. Il n'est d'ailleurs pas exclu que quelques-uns des vingt schismatiques reviennent, à bref délai, dans le giron de l'église mère. C'est, tout au moins, ce qu'espèrent Laurens et les siens.

Enfin, pour en terminer avec cette journée parlementaire, notons la démarche des républicains populaires auprès de Pleven. Démarche qui, dans l'esprit de ses auteurs, élève le M.R.P. au rang de groupe-charnière, voire de groupe leader de la majorité. Tanguy, Lecourt, Abelin et Moisan sont allés dénoncer au président du conseil l'attitude démagogique des autres groupes, réclamer des économies, mais ne se dé-  
cident jamais à les voter dans les cas particuliers. Cette homélie visait

La Conférence générale de la F.A.O., réunie à Rome en séance plénière, a élu Josué de Castro, chef de la délégation brésilienne, au poste de Président du Conseil de l'organisation, par 34 voix contre 30 au délégué de l'Inde.

La position de la Belgique sur l'Armée européenne est définie par "Le Soir" dans les termes suivants : "Van Zeeland a dit du Plan Schuman que c'était un saut dans l'inconnu. On peut en dire autant de l'Armée européenne. Celle-ci ne peut être le point de départ d'une recrudescence d'efforts pour l'unification de l'Europe que si elle se garde de brûler les étapes et évite de conférer à un pays, voire à deux, une hégémonie manifeste".

L'organe du Vatican, "l'Osservatore Romano", approuve les précautions des puissances occidentales dans la question du désarmement; "Il est nécessaire de se présenter à toute négociation, écrit-il, même en matière de désarmement, en état d'égalité ou, tout au moins, en état d'infériorité qui ne soit pas trop grande. Le désarmement traité entre un fort et un faible serait toujours à l'avantage du premier".

A l'Assemblée de Strasbourg, Chaban-Delmas a demandé la réunion d'une convention européenne susceptible de mettre sur pied une autorité politique pour une Fédération européenne continentale.

Périllier a conféré, à Tunis, avec le Bey. Dans la soirée, il a déclaré : "Je suis convaincu qu'il sera possible de concilier le développement d'un légitime sentiment national avec le maintien des intérêts permanents de notre patrie et de nos concitoyens de Tunisie".

Le secrétaire à l'Armée des U.S.A. Pace est arrivé à Rabat, où il a été reçu par le Sultan. D'autre part, on attend à Tanger quatre parlementaires américains qui cherchent à se documenter sur la question marocaine, auprès des milieux nationalistes.

L'Espagne a reconnu au roi Farouk le titre de "souverain d'Egypte et du Soudan".

Lors de sa visite à Washington, Churchill chercherait surtout à obtenir des U.S.A. une aide sous la forme d'un rétablissement de l'accord prêt-bail, c'est-à-dire de prêts en nature et d'échanges de produits. Une forte opposition, à la fois travailliste et conservatrice (lord Beaverbrook), s'affirme en effet contre toute demande d'un nouveau prêt dollars de type classique.

A Washington, Eric Johnston, qui passe ses fonctions de chef des services de stabilisation économique à Putman, a fourni un dernier rapport dans lequel il constate la montée de l'inflation aux Etats-Unis et conseille un contrôle rigoureux du taux de l'imposition, du crédit, de l'épargne et de la répartition des matières importantes.

Le Président Truman déclare : "Il ne saurait être question d'un cessez le feu en Corée, tant qu'un armistice n'aura pas été signé".

En Syrie, l'armée demande la dissolution du Parlement.

A Bangkok, le Comité exécutif qui a renversé le gouvernement du maréchal Pibul Songram, partisan de la politique des puissances occidentales, est composé de neuf généraux ou amiraux.

Mao Tse Toung et Staline, suivant certaines informations d'origine communiste, se rencontreraient prochainement.

L'activité syndicale. - La C.G.T. organise, pour les 8 et 9 décembre, à Paris, une conférence "pour la défense et l'amélioration de la Sécurité sociale".

A Lorient, les négociations pour résoudre le conflit de la pêche sont interrompues.

LA JOURNEE EN BREF

(30-11-51)

(Condensé des principales nouvelles officielles de la soirée et de la nuit)

L'Assemblée Nationale a adopté le budget du ministère de l'Intérieur, poursuivi l'examen du budget des Anciens Combattants, qu'elle reprendra mardi, et commencé celui du budget des Affaires économiques. En séance de nuit, l'Assemblée a adopté, en seconde lecture, la proposition de loi permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi. Elle a abordé la discussion sur l'invalidation de Rastel (Eure-et-Loir). Le vote n'interviendra que mardi.

Le Conseil de la République a adopté la proposition de loi permettant aux négociants en grains accrédités de bénéficier de l'aval de l'O.N.I.C. dans certaines conditions. Le texte adopté par les sénateurs diffère sensiblement de celui voté au Palais-Bourbon. Le Conseil a également adopté une proposition de résolution invitant le gouvernement à créer sans délai un Centre national de rééducation des mutilés. Enfin, il a fixé au 11 décembre la discussion publique de la proposition de loi relative à l'échelle mobile des salaires.

Le Conseil économique a adopté, par 111 voix contre 15 et 29 abstentions l'avis d'André Philip, qui recommande au Parlement d'autoriser -- avec certaines réserves -- la ratification du traité sur la communauté européenne du charbon et de l'acier. La C.G.T. a voté contre la ratification. Les abstentionnistes sont les conseillers du C.N.P.F., des Petites et Moyennes Entreprises, un représentant des Classes moyennes et celui des Charbonnages de France.

Le Haut-Conseil de l'Union Française, dont c'était la première réunion, a entendu l'allocution du Président Auriol. Il a arrêté ensuite un certain nombre de principes concernant les modalités de son fonctionnement, de sa composition et notamment de la permanence de ses services, qui relèveraient de l'Elysée. Il a abordé la question de la défense commune qui sera reprise aujourd'hui.

oooooooooooo

A la Commission politique de l'O.N.U., qui a poursuivi le débat sur le désarmement, c'est seulement aujourd'hui que Vychinski fera connaître s'il se rallie au projet d'une sous-commission des quatre "Grands", qui tenterait un rapprochement entre le projet occidental et le projet soviétique. Le délégué américain prendra également la parole.

On publie officiellement le texte des déclarations faites par Eisenhower, le 26 novembre, devant le Conseil Atlantique, à Rome. Après avoir expliqué que l'organisation atlantique cherchait seulement à assurer la paix et la liberté, Eisenhower a conclu : "Encore faut-il que les populations soient parfaitement conscientes des objectifs visés. Si elles ne l'étaient pas, nous risquerions d'être victimes de la propagande soviétique, qui prétendra que nous désirons lancer une invasion, alors que les Soviets savent parfaitement que les forces dont nous disposons n'ont pas assez de puissance pour prendre l'initiative en Europe".

La préparation de la réunion du Conseil Atlantique, le 2 février, à Lisbonne. -- Le Comité temporaire du traité de l'Atlantique Nord se réunira le 2 décembre, à Paris. Il sera procédé à une étude d'ensemble du rapport des "Sages", concernant l'adaptation des nécessités du réarmement aux possibilités économiques et financières.

D'autre part, on annonce de Bonn qu'Adenauer se rendra prochainement à Strasbourg à une conférence extraordinaire, réunissant notamment les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique et de Norvège, pour étudier la solution de certains problèmes que la Conférence de Rome a considérés comme essentiels pour l'organisation de la défense européenne.

Enfin, l'approfondissement du régime contractuel entre l'Allemagne et les Alliés aboutirait fin janvier.

Vue d'ensemble sur la situation économique ..... (4)

Qu'il s'agisse des textiles, des cuirs, des articles de ménage ou d'entretien, il est trop facile aux fabricants de prétendre que la demande reste faible et qu'il est inutile de développer la production. Seule en effet, la baisse des prix de détail par rapport aux revenus (salaires notamment) peut stimuler la demande et améliorer le niveau de vie de la population. Si l'on vise cet objectif, il convient sans doute de stimuler la productivité, mais il est encore plus important de faire en sorte que les progrès de productivité se traduisent par des baisses relatives de prix et que les moyens appropriés soient mis en oeuvre (interdiction des prix imposés par les fabricants aux détaillants, contrôle des ententes de prix, etc...).

L'attitude de malthusianisme économique de certains dirigeants est à mettre en parallèle avec la méfiance qui prévaut en de larges cercles à l'égard du franc. Si nos réserves de devises vont s'amenuisant, ce n'est que très partiellement pour des raisons tenant au commerce extérieur depuis le début d'octobre, il faut en chercher la cause principale, semble-t-il, dans les exportations de capitaux, dont les formes sont les plus diverses.

Les pouvoirs publics ont dû réagir en resserrant le contrôle des attributions de devises et en s'efforçant d'obtenir qu'une sélection sévère soit faite dans la distribution des crédits. Mais la tâche des banques est difficile et l'on ne luttera finalement contre la spéculation qu'en renchérissant, voire en restreignant les crédits dont la production a normalement besoin (taux de réescompte porté à 4% le 8 novembre).

Au fond, ce qu'il faudrait pouvoir changer, c'est le climat psychologique et le climat politique dans lesquels vit la société française actuelle, c'est-à-dire agir sur les données de base. Aussi intéressante soit-elle, il arrive un moment où l'action classique sur les crédits n'est qu'un remède très insuffisant, sans être cependant négligeable.

---

Vue d'ensemble sur la situation économique ..... (3)

visiblement la trace, les demi-produits étant en hausse plus forte que les matières premières nationales, tandis que les matières premières importées sont stables dans leur ensemble. Mais le complexe salaire prix n'est pas un élément isolé de la situation économique, il est en partie la résultante de la situation générale d'inflation et de production insuffisante - il est à la fois cause et effet - l'analyse de l'économie française dépasse largement le problème des rapports prix salaires auquel on se limite trop volontiers.

On pourrait donc craindre qu'une nouvelle course s'institue entre prix et salaires, course éventuellement accélérée par l'adoption de l'échelle mobile pour le salaire minimum. En fait, le coût de la vie n'a que des liens assez lâches avec les "prix de gros" enregistrés par la statistique. Il ne s'agit pas seulement d'un décalage dans le temps, mais d'une différence de concepts. Plus précisément, l'indice des prix à la consommation familiale ne comporte que 20% d'objets manufacturés, tandis que l'indice des prix de gros retient 45% de produits industriels (matières premières et demi-produits seulement). Pour les denrées alimentaires, les pourcentages respectifs sont de 58% contre 40% (ce dernier chiffre incluant les prix de gros des aliments du bétail). Enfin, tandis que l'indice des prix à la consommation familiale comporte 4% de chauffage-éclairage et 15% de "services", l'indice des prix de gros accorde 15% au poste "combustibles, énergie", contre 0 pour les services.

Pratiquement, l'indice des prix à la consommation familiale à Paris, s'il a marqué une certaine accélération depuis 3 mois, est loin des rythmes de hausse atteints en 1946 ou 47. Ce qui est grave, c'est que le public est persuadé, dans sa majorité, que la hausse moyenne est plus forte qu'elle n'est en réalité ; et cette erreur de l'opinion est favorisée par l'insistance de la presse à mettre en vedette certaines hausses effectivement importantes, sans faire état des nombreux éléments qui varient peu ou même baissent. Elle s'explique aussi par les hausses répétées constatées au cours des derniers mois, maintenant constamment dans l'opinion l'impression d'un gonflement régulier des prix.

Ainsi s'expliquent l'ampleur des demandes de relèvement de salaires présentées dernièrement par les syndicats, de même que les critiques adressées aux indices de l'I.N.S.E.E.

Sans doute peut-on affirmer que les salaires réels n'ont pas suivi les progrès de productivité accomplis, et notre dernière "situation économique" a accepté ce point de vue. Mais cette affirmation demanderait à être appuyée sur des preuves statistiques ; or celles-ci sont particulièrement difficiles à administrer. Nous avons approfondi la question en ce qui concerne le coût de la vie et les salaires des ouvriers dans la région parisienne depuis 1947. On trouvera ci-après les résultats de cette recherche partielle et l'on sera peut-être étonné de l'amélioration des salaires réels qu'ils font ressortir.

Quant à l'indice de la production industrielle, il paraît avoir retrouvé en octobre son niveau du printemps dernier, et va sans doute s'établir à 136 pour l'ensemble de l'année (base 100 en 1938, bâtiment inclus). Ce chiffre ne correspond qu'à un progrès de 8% par rapport à 1929 ; c'est peu en 22 ans, surtout par comparaison avec les pays étrangers.

Les perspectives actuelles de la production industrielle peuvent être considérées comme relativement bonnes, à moins que l'affaiblissement de nos réserves de devises nous oblige à réduire certaines importations nécessaires à l'industrie.

D'autre part, si le secteur "équipement" et celui de l'énergie sont effectivement bien pourvus de commandes, il faut s'attendre à ce que certains marchés extérieurs nous échappent de plus en plus, en raison de l'élévation de nos prix et de la concurrence croissante de certains pays. Quant aux industries de biens de consommation, leurs perspectives sont médiocres, à l'exception de quelques secteurs (ameublement, automobile, etc...).



PAYS-BAS .....	I26	ESPAGNE .....	I38
ALLEMAGNE OCCIDENTALE ...	I28	SUEDE .....	I38
BELGIQUE .....	I28	JAPON .....	I50

b) Indices du coût de la vie en août ou septembre 1951. (janvier - juin 1951 = 100). (entre parenthèses figure l'indice alimentation seule).

SUISSE .....	I06 (I05)	GRANDE BRETAGNE .....	II3 (III)
ALLEMAGNE OCCIDENTALE .	I08 (II0)	DANEMARK .....	II5 (II7)
ETATS-UNIS .....	III (II5)	JAPON .....	II6 (II3)
ESPAGNE .....	III (III)	CANADA .....	II6 (I23)
PAYS-BAS .....	II2 (III)	SUEDE .....	II9
BELGIQUE .....	II2 (I09)	NORVEGE .....	I22 (I29)
ITALIE .....	II3 (II0)	FRANCE .....	I24 (I20)

Notre pays est d'autant moins bien placé qu'il connaît depuis de longues années une constante pression inflationniste, et que la hausse du coût de la vie vient d'entraîner d'importants relèvements de salaires. La situation est donc plus grave que ne le fait paraître le tableau de l'évolution des prix de gros ayant pour base le premier semestre 1950.

Toutefois, il faut souligner que les divergences des indices de prix de gros peuvent aller assez loin sans qu'il en résulte de risque de dévaluation. En effet :

- bien des produits qui figurent dans les indices de prix de gros ne sont pas exportés ;
- les prix à l'exportation diffèrent généralement des prix intérieurs et comportent souvent une marge bénéficiaire plus grande ;
- la demande internationale est très forte en de nombreux secteurs, et l'acheteur n'est pas toujours arrêté par des prix élevés ;
- enfin, il faut compter avec les éléments "invisibles" de la balance des paiements et avec les mouvements de capitaux.

A ce propos, il semble bien que les mouvements spéculatifs de capitaux aient joué un rôle majeur dans l'évolution des comptes de l'Union européenne des paiements : pour octobre en effet, deux pays sont fortement débiteurs, la France et la Grande-Bretagne, tandis que presque tous les autres sont créditeurs.

En Grande-Bretagne, le nouveau gouvernement a pris diverses mesures pour améliorer les balances des paiements (réduction des importations notamment). Ces dispositions risquant d'avoir un effet inflationniste en réduisant l'offre sur le marché, d'autres mesures ont été prises sur le plan intérieur (relèvement du taux d'escompte de 2 à 2 1/2%, consolidation d'une partie de la dette flottante, impôt sur les superbénéfices à partir du 1er janvier, etc...). Depuis lors, la livre s'est sensiblement raffermie sur le marché libre de New-York.

Aux Etats-Unis, la demande de biens de consommation reste relativement déprimée, tandis que l'activité se développe dans les secteurs armement et équipement. Les prix varient peu, les exportations sont en progrès, et les réserves d'or s'accroissent.

Finalement, les conditions économiques générales régnant actuellement dans le monde sont assez différentes de celles qui prévalaient à la veille des dévaluations de septembre 1949. La conjoncture était alors fléchissante aux Etats-Unis, et la zone sterling voyait s'amenuiser ses exportations vers la zone dollar. L'affaiblissement des réserves or et dollars qui s'ensuivit obligea la Grande-Bretagne à dévaluer, donnant le signal d'un alignement général des monnaies. Ajoutons qu'à cette époque, aucun élément intérieur n'appelait la dévaluation du franc, qui a seulement suivi la livre.

En France, la conjoncture est toujours dominée par l'évolution des salaires et des prix. Le relèvement du salaire minimum garanti - 15 % au début de septembre - a entraîné une hausse des prix au moins égale des salaires réels. Et les prix de gros enregistrés fin octobre en portent .....



Paris, le 29 septembre 1951 -1996-

VUE D'ENSEMBLE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE AU DEBUTDE NOVEMBRE 1951 (d'après les services officiels)

Depuis un mois, les cours des grandes matières premières ont en général peu varié. L'indice américain Moody a évolué comme suit :

23 juin 1950 .....	395,5
26 mars 1951 .....	529 (maximum)
11 octobre 1951 .....	461
10 novembre .....	464

Cependant, la production de charbon et de diverses matières premières reste insuffisante comparée aux progrès de la production industrielle dans le monde :

Indices de production du 1er semestre 1951, monde sans l'U.R.S.S.  
(rythme annuel, base 100 en 1937).

a) énergie : électricité (hydraulique et thermique) .....	273
pétrole brut .....	207
houille .....	110
b) matières premières :	
acier brut .....	148
aluminium .....	295 (1)
moyenne cuivre, plomb, zinc, étain .....	105
caoutchouc de plantation .....	159
textiles, y compris fibres artificielles .....	105 (1)
c) ensemble de la production industrielle .....	160

La pénurie actuelle de certaines matières premières provient pour une part de l'attitude des producteurs, qui se souviennent de la crise de 1929-32 et hésitent à engager de gros investissements dans l'incertitude des débouchés futurs.

Quant à la répartition internationale des matières premières, elle s'est heurtée à de nombreuses difficultés, en dépit des travaux poursuivis depuis près d'un an par la Conférence de Washington. Rappelons d'abord que l'étain et le caoutchouc n'ont jamais figuré à l'ordre du jour de cette conférence ; le coton en a été exclu en raison de bonnes récoltes de 1951, et la laine en raison de l'opposition de l'Australie et de la Nouvelle Zélande à toute intervention sur le marché libre. Par contre, des plans de répartition ont été mis en œuvre pour le soufre, le tungstène, le molybdène, puis pour le cuivre, le zinc, le nickel, le cobalt. La pâte de cellulose a fait l'objet de répartitions d'urgence aux pays mal ravitaillés. En outre, la conférence a élaboré des propositions pratiques pour la meilleure utilisation ou le remplacement de matières rares.

L'évolution divergente des prix selon les pays attire de nouveau l'attention. Comme cette question est directement liée à celle d'éventuelles dévaluations, il semble opportun de suivre les variations des indices sur base 100 au premier semestre 1950 ; en effet, au cours de cette période de stabilité relative, les parités de prix ne paraissent pas avoir été très éloignées des parités de change.

a) Indices de prix de gros en août ou septembre 1951 (janvier-juin 1950 = 100)

SUISSE .....	114	GRANDE-BRETAGNE .....	131
ETATS-UNIS .....	115	FRANCE .....	132
ITALIE .....	116	NORVEGE .....	136
CANADA .....	119	DANEMARK .....	137

Les Travaux législatifs (2)

n° 1.997

Le vice-président a fait préciser au ministre le montant du déficit des chèques postaux qui est de 5 à 6 milliards et qui sera compensé par le Trésor disposant, grâce à ce service, d'une somme d'environ 300 milliards.

Abordant le problème de la modernisation de ses services, le ministre a insisté sur la nécessité d'opérer rapidement celle des Centres de Triage, de simplifier les distributions urbaines et rurales, grâce à l'automobile, et de faire appel au "rail" chaque fois que la distribution du courrier pourra être effectuée dans les conditions de rapidité et d'économie souhaitables. Duchet a examiné l'effort accompli par son administration pour moderniser sans cesse les télécommunications : développement de l'automatique urbain et rural, création de liaisons hertziennes, développement du système Telex, d'un béliogramme amélioré et de tous les procédés existants. Le ministre n'a pas manqué de souligner l'importance des crédits nécessités par cette modernisation et l'insuffisance des sommes qui y ont été affectées depuis la libération. Il a précisé que, en la matière, le Plan Monnet a dû être abandonné au profit d'un Plan quinquennal beaucoup plus modeste, prévoyant l'affectation de 40 milliards par an, alors que le ministère des P.T.T. ne dispose actuellement que de 15 milliards. Possibilité d'un nouvel emprunt ? Rétablissement des fonds de concours avec l'appui des collectivités locales ? Formules nouvelles pour développer l'abonnement téléphonique ? Le ministre a envisagé ces diverses éventualités et, en terminant, a souhaité d'être aidé par ses collègues dans la réalisation de ces différentes réformes et obtenir les crédits nécessaires, lorsque son budget sera discuté par le Conseil de la République.

#### Assemblée Nationale

**AFFAIRES ECONOMIQUES.** - La commission a entendu les explications de Pflimlin et de Hugues, sur le budget de leur département ministériel.

**JUSTICE.** - La commission a procédé à l'audition d'Edgar Faure sur le budget du ministère de la Justice et sur les revendications de la magistrature. Elle a adopté une motion préjudicielle, demandant le report de la discussion du budget du ministère de la Justice au 13 décembre 1951, pour permettre au Gouvernement le dépôt d'une lettre rectificative prévoyant l'ouverture de crédits destinés à satisfaire les demandes légitimes des magistrats.

**PRESSE.** - La commission a entendu M. Maurice Nègre, directeur général de l'Agence France-Presse, qui lui a apporté certaines précisions sur le fonctionnement et la gestion de l'agence. Par ailleurs, la commission a voté une motion s'élevant contre l'augmentation des tarifs postaux de presse et demandant le retrait immédiat d'une telle mesure. Elle a déclaré refuser de discuter et de voter les chapitres réservés du budget de la Présidence du Conseil (service juridique et technique), tant que satisfaction ne lui aurait pas été donnée.

oooooooooooo

Les Travaux législatifs

LES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE

(nL 1.997)

(Je tiens à votre disposition, en communication, les documents suivants, récemment déposés sur le Bureau de l'Assemblée :)

PROJET DE LOI :

- relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo. (n° 1620)

PROPOSITIONS DE LOI :

- de Razac et transmise par le Président du Conseil de la République, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo. (n° 891)

- de Minjoz, concernant les inéligibilités aux élections législatives, cantonales et municipales. (n° 1525)

- de Radius, relative à l'aménagement du fonds de péréquation de la taxe locale sur les ventes. (n° 1579)

- de Bernard Lafay, tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux. (n° 1594)

RAPPORTS :

- de Jean Moreau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, Transports et Tourisme - II Aviation civile et commerciale). (n° 1628)

- de Maurice Fredet, sur le projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 31-3-28 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 14-7-33, en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire. (n° 1565)

- de Gernez, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le Gouvernement belge une convention de réciprocité concernant les dommages mobiliers et immobiliers provoqués par la guerre aux ressortissants français habitant la Belgique et aux ressortissants belges habitant la France. (n° 1660)

- de Delbez, sur les propositions de loi tendant à modifier les articles 78 et 79 du Code du vin. (n° 1734)

PROPOSITIONS DE RESOLUTION :

- de Legendre, tendant à inviter le Gouvernement à passer, avec le Gouvernement belge, une convention de réciprocité réglant les problèmes des dommages de guerre subis par les ressortissants français en Belgique et belges en France. (n° 1501)

- de Wolff, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en "Reichsmarks" déposés dans une banque allemande ou caisse d'épargne allemande, en zone française d'occupation, et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck, pendant l'occupation allemande, ou astreints au S.T.O. (n° 1529)

- de Joseph Denais, tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'automatisme des pénalités pour retard dans le paiement des impôts. (n° 1540)

oooooo

DANS LES COMMISSIONS

Conseil de la République

MOYENS ET COMMUNICATIONS. - La commission a entendu Roger Duchet, ministre des P.T.T., sur le budget de son département ministériel pour l'exercice 1952. Le ministre a examiné, tout d'abord, les causes du déficit actuel du budget ordinaire, dû principalement à une augmentation de 15,2 milliards des traitements et retraites du personnel. Il a constaté que deux services étaient surtout déficitaires : celui du transport des journaux, qui coûte 5 milliards par an, et celui des "agents".

Pool charbon-acier. - Voici les grandes lignes de l'avis du Conseil Economique sur la plan Schuman, présenté par André PHILIP et amendé hier matin :

Avant d'autoriser la ratification du traité, le Parlement devra obtenir du Gouvernement deux séries d'engagements, d'une part engagement de soumettre aux autres membres de la communauté une déclaration interprétative destinée à améliorer le fonctionnement du pool; d'autre part engagement de faire en sorte que les industries françaises soient en état d'affronter à armes égales la concurrence commune. L'avis du Conseil précise ces deux points :

1° - la déclaration interprétative, prévue d'ailleurs implicitement par le traité, devrait tendre notamment : à assouplir la procédure d'amendement au traité; à prolonger la période préparatoire; à inviter le haute autorité à émettre un règlement d'administration publique précisant ses fonctions et celles du Comité consultatif.  
2° - le Gouvernement français devrait, de son côté, : obtenir définitivement la décartellisation et la déconcentration effectives de l'industrie lourde allemande : alléger les charges fiscales de la sidérurgie : exécuter les programmes d'investissements pour la modernisation des charbonnages et des moyens de transport

Si le Parlement devait cependant autoriser la ratification immédiatement, c'est-à-dire avant d'avoir obtenu du gouvernement les engagements précédents, ceux-ci devraient s'exprimer par un mandat précis liant l'exécutif: en particulier, les investissements nécessaires devraient prendre la forme d'une loi de programme adoptée en même temps que la ratification du plan.

Négociations commerciales. - Je tiens à votre disposition l'accord franco-espagnol récemment signé.

Un accord franco mexicain a été signé hier. Il définit un régime juridique stable, établit une série de privilèges pour les marchandises de chacun des deux pays et comporte la clause de la nation la plus favorisée.

La négociation avec l'Italie est prévue pour le 6 décembre

Avec la Hollande l'accord est expiré depuis le début novembre sans prorogation. Le nouvel accord est presque conclu mais nous attendons une réponse des hollandais au sujet des automobiles. L'Allemagne orientale nous propose des potasses. Or les potasses françaises ont des possibilités de vente en dollars. La question est à l'étude. La commission mixte franco hellénique se réunira à Athènes le 10 Décembre. Avec le Pakistan, la négociation n'a pas encore eu lieu. Nous avons proposé aux Pakistanaïes soit de venir négocier à Paris, soit de reculer de 3 mois la date de la négociation. Les Etats associés d'Indochine demandant l'ouverture d'un crédit de 1 million de dollars pour des achats de coton, ce crédit sera peut-être ouvert sur le Pakistan

Air-France réorganise sa direction. On parle du remplacement du directeur actuel, Ziegler, par Maroselli. Max Hymans serait également menacé.

Les banques anglaises vont intensifier leur effort, afin de limiter le crédit, a déclaré le président de la Chambre de compensation de la région londonienne. Les milieux financiers britanniques estiment que cette déclaration fait prévoir une prochaine augmentation du taux d'intérêt bancaire.

Le Réarmement Moral va tenir un grand meeting à Lille, le samedi 1er décembre.

Le rapport Duveau sur l'amnistie est achevé, mais il va subir des retouches et donner naissance à de nombreux amendements, qui sont d'ailleurs déjà en préparation, notamment en ce qui concerne l'inéligibilité et la fonction publique.

- 2 - n° 1.997

Sur le plan international, les coups d'Etat syrien et siamois sont trop récents pour qu'il soit possible de voir encore très clair. D'ailleurs, aux dernières nouvelles, le chef du gouvernement de Bagkok serait toujours au pouvoir. Mais il est une petite information qui risque fort de passer inaperçue : l'Espagne reconnaît à Farouk le titre de "souverain d'Egypte et du Soudan". C'est un geste que l'Angleterre n'appréciera certainement pas et qui marque combien la politique de Franco est personnelle, avec toutefois, très certainement, un accord tacite du Vatican. Cette reconnaissance va redorer le blason espagnol dans les pays arabes. C'est peut-être un moyen d'établir un lien entre ces derniers et l'Occident. Mais, en ce qui nous concerne, plus grand sera le prestige espagnol auprès des Arabes, plus il nous faudra surveiller de très près le comportement de Madrid à Tétouan.

paul dehème

-----

E N V R A C

La C.G.T. intrigue beaucoup au Conseil économique. Henri Raynaud, qui n'appartient plus à cette assemblée, en "fait" cependant les couloirs. Hier, il proposait à Vansieleghem, de la C.F.T.C., à Delamarre, de F.O., ainsi qu'à un représentant de la C.G.C. (pris à part l'un après l'autre, évidemment) une réunion commune au siège de la C.F.T.C. pour l'étude des salaires. La C.F.T.C. a accepté. L'U.N.A.F. sera probablement invitée. F.O. est très tentée. Seule, la C.G.C. marque une réticence hostile. Il s'agit de s'entendre pour faire ensuite pression sur Bacon, de qui la C.G.T. voudrait obtenir qu'il réunisse les deux sous-commissions des Conventions collectives chargées d'établir le budget-type, pour, finalement, exiger la réunion de la Commission supérieure. L'unité d'action reste le dada de la C.G.T., qui n'a pu l'obtenir à l'échelon supérieur des centrales syndicales et qui s'efforce de l'établir aux échelons plus modestes.

Parmi les livres économiques récemment parus, je crois devoir attirer votre attention sur :

Le Cercle infernal, de M. Louis Marlio, membre de l'Institut (Flammarion), qui part de cette idée que le progrès technique est une cause fondamentale de guerre, cependant que la guerre elle-même est une source capitale de progrès technique. Il s'agit, estime M. Marlio, de faire effectuer aux institutions sociales un exhaussement qui les mette au même niveau que la technique actuellement trop en avance. L'équilibre entre la science et les conditions de vie permettra seul un recul du danger de guerre. M. Marlio -- dont on connaît les attaches doctrinales avec le mouvement néo-libéral -- n'envisage pas une discipline sociale autoritaire, mais penche vers un "fédéralisme social" qui associerait employeur et employés dans le seul domaine de l'amélioration du standing de vie, notamment par le moyen d'une large participation aux bénéfices.

Problèmes théoriques et pratiques de la planification, de M. Charles Bettelheim, directeur à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes de la Sorbonne. L'auteur a fait, l'an passé, un important descriptif sur l'économie soviétique. Son nouvel ouvrage, publié aux Presses Universitaires de France, laisse apparaître qu'il est dominé par un sentiment de sympathie à l'égard des expériences socialistes. Mais l'analyse des méthodes et des systèmes russes, roumains, tchécoslovaques et polonais est intéressante.

oooooooo

De Paris, à l'aube du vendredi 30 novembre 1951  
Lettre n° 1.997

Monsieur,

Le pool charbon-acier poursuit cahin-caha sa route. Le Conseil économique a émis un avis qui recommande la ratification du traité, mais qui énonce un certain nombre de réserves. Moins que n'en émettant les adversaires du Plan Schuman, mais assez cependant pour démontrer que même ses partisans n'ont pas bonne conscience et qu'ils sont fort inquiets de la suite. Sur le plan politique, le pool, c'est l'Europe. Sur le plan économique, c'est encore l'inconnu.

La commission des Affaires étrangères a entendu Robert Schuman hier. Elle entendra aujourd'hui René Mayer. Schuman avait le beau rôle, puisqu'il restait sur le plan politique. Il a cependant évoqué l'éventualité dans laquelle le Parlement ne ratifierait pas le traité et ce fut pour estimer que "le désarroi pourrait alors être semé parmi nos Alliés". Ce qui signifie, à mon sens, que Truman et le parti démocrate américain, dont la politique européenne est fondée sur le pool, ont besoin de la ratification pour leur opinion publique.

Aujourd'hui, René Mayer abordera le côté technique. Sa tâche est plus ingrate. D'autant plus qu'il n'est pas lui-même favorable à la cause qu'il va défendre et que son potentiel de persuasion risque d'en être affecté. La commission des Affaires étrangères a cependant manifesté l'intention d'en terminer aujourd'hui et de passer au vote, dès après l'audition du ministre des Finances. Mais, d'autres ambitions se révèlent de la part d'autres commissions, qui paraissent soudain éprouver le désir de donner elles aussi leur avis sur la question. Celle de la Production industrielle a d'ailleurs nommé Mallez pour rapporter le projet. Or, Mallez est R.P.F. et les opinions qu'on lui prête sur le pool se rapprochent beaucoup plus de celles des professionnels que de celles des politiques. Bref, on attend de lui un rapport fort réticent, pour ne pas dire hostile. Je persiste à penser que la date du 6 décembre, arrêtée par l'Assemblée pour le débat en séance publique, n'est pas immuable.

Robert Schuman n'en a pas été quitte hier avec son exposé sur le pool; il lui a fallu "plancher" également sur la question tunisienne, et Martinaud-Deplat a réclamé du Gouvernement plus de fermeté et plus d'autorité. L'affaire n'est encore qu'accrochée. Elle ne se poursuivra qu'après que Robert Schuman aura reçu Martinaud-Deplat et aura discuté en tête-à-tête avec lui. Il y a donc actuellement une fâcheuse conjonction de trois problèmes, tous trois aussi délicats, à des titres divers, et qui sont tous trois propres à mettre le Gouvernement en danger : le traité de communauté, les rapports franco-tunisiens et l'arrêté scolaire. Pour les deux derniers, le Gouvernement donne l'impression de vouloir faire traîner les choses. Pour le traité de communauté, il n'a pas encore manifesté une pareille intention. On remarquera, toutefois, que plusieurs débats réputés secondaires prennent du retard. L'invalidation de Rastel, par exemple, que le R.P.F., les paysans, les indépendants et les communistes veulent obtenir et dont le vote n'interviendra que mardi. Mardi également se poursuivra le débat sur le budget des Anciens Combattants. Souvenez-vous que, l'an dernier, ledit budget n'a permis au Gouvernement de triompher qu'avec une voix de majorité. C'était, cependant, un Gouvernement plus solide que la formation actuelle. On pense toujours aux grands problèmes. Ce sont souvent les petits qui font capoter les cabinets. Au demeurant, ce ne serait pas un si mauvais terrain de chute que celui-là qui donnerait au ministère battu une apparence de rigidité dans la défense de la monnaie et qui, surtout, lui éviterait de tomber sur une question de politique étrangère (pool, armée européenne ou relations franco-tunisiennes), accident qu'un Président du Conseil intelligent évite toujours avec soin.

LA BOMBE A HYDROGENE sera fabriquée à Aiken (Caroline du Sud), dans une usine géante, à la construction de laquelle travaillent déjà 17.000 ouvriers et bientôt 50.000. 650 millions de dollars sont déjà investis dans cette entreprise.

A NEW-YORK a eu lieu hier le premier exercice d'alerte depuis la fin de la guerre. Toute la circulation a été interrompue.

CHURCHILL s'est refusé, aux Communes, à faire une déclaration sur la nature des requêtes qu'il présentera à Truman, lors de son voyage officiel à Washington.

DANS LA ZONE DU CANAL DE SUEZ, le commandant des forces britanniques et le gouverneur égyptien de la zone du Canal ont eu un entretien, à la suite duquel les Britanniques ont fait aux Egyptiens des concessions importantes. La police égyptienne a de nouveau le droit d'être armée, tandis que les troupes anglaises restreindront leur tâche de police, à Port-Saïd, à Suez et à Ismaïlia, dans la plus large mesure possible. D'autre part, au Caire, le Gouvernement égyptien a décidé de contrôler entièrement lui-même le recrutement et l'activité des "Phalanges de libération", dans les rangs desquelles s'étaient glissés des provocateurs dangereux.

A DAMAS, après une longue crise ministérielle, le chef du parti populiste a réussi à former un nouveau cabinet.

EN YOUGOSLAVIE, à l'occasion de la fête nationale, Tito a pris d'importantes mesures en faveur des prisonniers politiques. En outre, le métropolite Jos p, de l'Eglise orthodoxe serbe, qui était en résidence surveillée, est remis en liberté. On s'attend à la libération de Mgr. Stepinac, archevêque catholique de Zagreb.

EN COREE, d'informations contradictoires il semble résulter que les troupes des Nations Unies auraient reçu l'ordre du général Ridgway de se tenir sur la défensive, sans que le "cessez le feu" ait été proclamé. En ce qui concerne les négociations, une opposition s'est élevée entre les Sino-Coréens et les Alliés, ces derniers demandant, jusqu'à présent sans succès, des garanties immédiates pour la non augmentation des effectifs et du matériel de combat, dans le cas de la signature d'un armistice.

ooooo

A PARIS, une réception a prélué hier à la session du Haut-Conseil de l'Union Française qui s'ouvre aujourd'hui, sous la présidence de Vincent Auriol.

L'ACTIVITE SYNDICALE.- Le Comité interfédéral F.O. des fonctionnaires, la C.G.T., la Fédération C.F.T.C. s'étant émus de bruits concernant d'éventuelles restrictions au droit de grève des fonctionnaires, la présidence du conseil dément "les informations concernant certaines modalités de la réglementation du droit de grève dans les Services publics, et notamment les bruits selon lesquels le Gouvernement aurait l'intention de procéder, à cette occasion, à une modification des échelle de traitements".

A Marseille, on signale de nombreuses rentrées d'ouvriers dans les imprimeries.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a consacré ses deux séances à l'examen du budget du ministère de l'Intérieur. La subvention à la Préfecture de police et à la Ville de Paris a été fortement critiquée. Un abatement a été voté, contre l'avis du ministre, sur la subvention à la Ville. La discussion continuera aujourd'hui.

LE CONSEIL ECONOMIQUE a commencé la discussion du rapport d'André Philip, sur le projet de pool charbon-acier. Duret en a fait une vive critique, au nom de la C.G.T. Au nom du C.N.P.F., Mayolle a préconisé de profondes modifications et réclamé de nouveaux pourparlers avec les autres signataires du pool. Dans la soirée, le Conseil a repoussé, par 135 voix contre 5 le contre-projet cégétiste et par 73 voix contre 32 celui du C.N.P.F. Le vote sur le rapport d'André Philip interviendra aujourd'hui, après qu'il aura été modifié conformément aux amendements adoptés hier.

ooooo



(Condensé des principales nouvelles officielles de la soirée et de la nuit)

LA CONFERENCE ATLANTIQUE a tenu hier après-midi, à Rome, sa dernière réunion plénière et a fixé au 2 février, à Lisbonne, sa prochaine session. Le communiqué final exprime seulement l'espoir que les travaux de la conférence de Paris, auxquels participent six nations, aboutissent le plus tôt possible à l'établissement d'une communauté européenne. Un espoir analogue est formulé en ce qui concerne les pourparlers pour l'application du régime contractuel en Allemagne. Pour le reste, le communiqué, sans donner de précisions, déclare que le Conseil Atlantique a pris connaissance de tout ce qui a trait à la préparation des forces du N.A.T.O.

Robert Schuman a déclaré qu'aucune décision n'était au programme de la session qui vient de se terminer : "C'est à la prochaine session du Conseil Atlantique que nous serons à même de présenter un projet définitif d'armée européenne accepté par les Six".

ACHESON PASSERA LA FIN DE LA SEMAINE en Italie et s'embarquera à Gênes pour les Etats-Unis sans repasser par Paris.

PAS DE DEMISSION D'EISENHOWER comme commandant suprême allié en Europe, déclare un porte-parole du S.H.A.P.E., démentant le bruit du départ du général le 1er mars prochain.

BIDAULT a été reçu en audience privée par le Saint-Père.

A LA COMMISSION POLITIQUE DE L'O.N.U., le délégué britannique a déclaré, au nom de son pays, des U.S.A. et de la France, qu'il acceptait en principe la proposition de l'Irak, du Pakistan et de la Syrie, pour créer une sous-commission des quatre "Grands" qui, sous l'égide du Président de l'Assemblée, rechercherait un accord entre les propositions de désarmement occidentale et soviétique.

Vychinski prendra aujourd'hui la parole sur cette question.

A la Commission de tutelle, la résolution française demandant la participation entière de l'Italie a été votée par 50 voix contre 5. C'est le début d'une procédure qui pourrait amener l'Italie à être le 61ème membre de l'O.N.U., si le veto soviétique ne joue pas.

A la Commission de politique spéciale, le délégué soviétique a répondu très violemment à la plainte de la Yougoslavie contre l'ingérence de l'U.R.S.S. dans les affaires de son pays.

AU CONSEIL DE L'EUROPE à Strasbourg, sir David Maxwell Fyfe, dont les déclarations sur l'opposition britannique à une Fédération européenne, reproduites dans la presse d'hier soir, avaient provoqué un vif malaise, a tenu une conférence de presse, au cours de laquelle il a atténué légèrement ses déclarations du matin : "Nos réserves, a-t-il dit, ne signifient pas que nous avons claqué la porte". D'autre part, on précise, au Foreign Office, que l'envoi au siège du Plan Schuman d'une délégation permanente de liaison par l'Angleterre "doit être interprété comme signifiant que le gouvernement anglais prend un intérêt accru aux efforts de la France pour arriver à faire de l'Europe une entité économique, politique et militaire".

LE HAUT-COMMISSAIRE AMERICAIN A BONN évalue à 13 milliards de marks la contribution financière que la République fédérale allemande devra apporter à la défense de l'Europe.

UNE SOUS-COMMISSION PARLEMENTAIRE américaine publie un rapport, selon lequel la production américaine pour la Défense nationale est "dangerusement en retard sur les prévisions" : pour l'aviation, livraisons inférieures de 34 % aux prévisions; projectiles téléguidés : 70 %; tanks : 40 %; appareils électroniques : 30 %.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'ENERGIE ATOMIQUE, Gordon Dean, a déclaré à Washington que les dernières expériences effectuées dans le Nevada s'étaient révélées très utiles pour le développement des forces armées de la nation.

Dans les Commissions (2)

pommes, de poires, de cidres et de poirés sur les contingents des campagnes suivantes, dans le cas où ces contingents ne seraient pas entièrement absorbés au cours d'une campagne. Sur la proposition de Fabre, la commission a ensuite adopté une motion "invitant le Gouvernement à maintenir le chiffre de 16 milliards inscrit l'année dernière au compte d'avances de la Régie commerciale des alcools, ce maintien se justifiant par le fait que 4 millions d'hectolitres de vin sont bloqués dans les chais des viticulteurs, en vue d'une distillation éventuelle".

TRAVAIL.- La commission a adopté le rapport d'Henri Mock sur les propositions de loi tendant à revaloriser les pensions de la Sécurité sociale et celui de Titeux sur les propositions de résolution relatives au salaire de base des prestations familiales. Elle a adopté la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de Mme Estachy, relative au repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire, et le rapport favorable de Coutant. Elle a repoussé la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de Maurice Bokanowski, relative à l'amnistie en matière de cotisations de Sécurité sociale.

INTERIEUR.- La commission a entendu Courant et Colin, à propos de la question de la parité des traitements des fonctionnaires algériens et métropolitains. Courant a indiqué à la commission qu'il lui soumettrait dans la huitaine le projet de décret revalorisant les traitements des fonctionnaires algériens. La commission a ensuite adopté le projet de loi (n°1489) relatif à la police des audiences des mahakmas et commencé l'examen de la proposition de loi (n° 490) de Haumesser, relative à l'amélioration du recrutement des juges de paix d'Algérie. Enfin, la commission a accepté l'urgence pour la proposition de résolution de Soustelle, tendant à inviter le Gouvernement à ériger en "jour de fête nationale" le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945 et fête de Jeanne d'Arc.

Conseil de la République

AFFAIRES ECONOMIQUES.- La commission a achevé l'examen de la proposition de loi relative à l'échelle mobile des salaires. Elle a adopté l'ensemble du rapport de Villoutreys, qui aboutit dans l'ensemble aux mêmes conclusions que le rapport d'Abel Durand (adopté par la commission du Travail, saisie au fond), qui tend à éviter une répercussion automatique et intégrale de la hausse du coût de la vie sur les salaires et qui rend au Gouvernement ses prérogatives pour la fixation du salaire minimum garanti. La discussion publique de la proposition de loi est inscrite en principe à l'ordre du jour de la séance du mardi 4 décembre.

oooooooo

DANS LES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

**PRODUCTION INDUSTRIELLE.** - La commission a entendu un exposé de Monnet, sur le projet de traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier. Monnet a insisté sur le fait que ce traité lui apparaissait comme une nécessité vitale pour la France et pour l'Europe. Il a rappelé le très gros effort qui a été réalisé depuis 1946 par notre pays, effort qui se traduit par une dépense globale de 1.100 milliards d'investissements. Cette somme se répartit ainsi :

190 milliards pour le charbon (de 49 à 55 millions de tonnes aujourd'hui) - 80 milliards pour la fabrication du coke (de 5 à 8 millions de t.) et pour le gaz (de 2,7 à 3 milliards de m<sup>3</sup>) - 680 millions pour l'électricité (de 23 à 37 milliards de kwh) - 100 milliards pour le raffinage du pétrole. (de 3 à 18 millions de t.) - 50 milliards pour la recherche du pétrole.

Monnet a également souligné qu'il était indispensable de poursuivre le développement de la production française d'énergie, mais que cet accroissement avait des limites et que celui de la production charbonnière allemande était une nécessité pour l'Europe entière.

Dans une seconde séance, la commission a entendu un exposé de Maurice Schumann, qui a développé certains des articles du traité et a répondu aux nombreuses questions qui lui ont été posées par les commissaires.

**AFFAIRES ETRANGERES.** - La commission a achevé d'entendre Maurice Schumann, sur le projet de loi du charbon et de l'acier, ainsi que Monnet. Tous deux ont longuement répondu aux nouvelles et nombreuses questions que les commissaires leur ont posées. Ils ont apporté des précisions sur les modalités de fonctionnement des organismes du pool, ainsi que sur les perspectives économiques et sociales de la France dans le cadre de cette organisation. Ils ont notamment étudié le rôle de la Haute-Autorité et de la Cour, le problème des investissements nécessaires dans les industries houillères et sidérurgiques française, la question de la déconcentration de la Ruhr. La commission abordera ce matin la discussion du rapport d'Alfred Coste-Floret. Cet après-midi, elle entendra Robert Schuman. Enfin, elle tiendra vendredi une dernière réunion, consacrée au vote sur les conclusions du rapport de Coste-Floret.

**AGRICULTURE.** - La commission a repoussé le rapport de Becquet, concluant à l'adoption de la proposition de loi (n° 541) d'Oli, relative à la création de compagnies régionales d'experts agricoles et fonciers accrédités. Elle s'est prononcée en faveur de la discussion d'urgence de la proposition de loi (n° 1704) de Viatte, tendant à exonérer certains redevables de leurs cotisations aux allocations familiales agricoles. Elle a adopté le rapport de Kauffmann, sur sa proposition de résolution (n° 1390), tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures de protection qui s'imposent pour assainir, dans les plus brefs délais, le marché des houblons de la production nationale et sauvegarder les intérêts des planteurs français, gravement menacés par les difficultés d'écoulement de la récolte 1951.

Examinant le rapport de Tourtaud sur la proposition de loi (n° 259), de Waldeck-Rochet, tendant à établir la parité des prestations familiales des exploitants agricoles et des salariés, la commission s'est déclarée favorable au principe de la parité et a décidé d'entendre le Gouvernement avant l'établissement du budget des prestations familiales agricoles, en vue de rechercher le mode de financement. Elle a adopté le rapport de Billat sur la proposition de loi (n° 211) de Lambert, tendant à relever le montant des prêts d'installation consentis au profit des jeunes ménages.

**BOISSONS.** - La commission a adopté les conclusions du rapport de Delbez, sur sa proposition de loi (n° 514), tendant à modifier l'article 79 du Code du vin, et la proposition de loi (n° 581) de Paul Coste-Floret, tendant à modifier les articles 78 et 79 du Code du vin. Elle a également adopté les conclusions du rapport de Henault, sur la proposition de résolution (n° 947) de Monin et Henault, tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur l'article 367 du Code général des impôts, permettant le report des contingents d'alcool de

Evolution du coût de la vie à Paris depuis 1947

Les éléments statistiques manquent pour suivre correctement le coût de la vie à Paris depuis 1945. En limitant l'étude aux années 1947 à 51, cet inconvénient s'atténue. En faisant appel à différentes sources, il est relativement facile d'établir rétrospectivement l'indice des prix à la consommation familiale pour 1947 et 1948. Si l'on se borne à des moyennes annuelles, il est même possible d'inclure dans les calculs les fruits et légumes frais, et de se faire une idée approximative des variations du coût de la vie à Paris pour un ménage modeste :

Hausse effective	( de 1947 à 1948	45 %
du coût de la vie	( de 1948 à 1949	15 %
	( de 1949 à 1950	9 %
	( de 1950 à 1951 (1)	18 %

Ce qu'il faut remarquer, c'est la régularité de la hausse de l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale depuis juin 1950. A partir de cette date, en effet, la hausse mensuelle est toujours comprise entre 1,5 et 2 %, si l'on fait abstraction de la pointe saisonnière de mai (pommes de terre nouvelles). Ainsi, depuis trois mois, la hausse du coût de la vie à Paris peut être estimée à moins de 6 %; et, cependant, l'homme de la rue est persuadé que la hausse est deux ou trois fois plus forte. Une telle divergence entre la réalité et l'opinion n'est pas nouvelle, mais elle se trouve renforcée, semble-t-il, par les modalités de la hausse des prix. En effet, tous les 2 ou 3 jours, il est question d'un relèvement effectivement important, (15 ou 20 %), mais d'incidence limitée. Et l'occasion est fournie à la presse de revenir à plusieurs reprises sur la même hausse (éventualité, démenti, projet, confirmation, décision, application). On ne saurait trouver de meilleur moyen pour amplifier l'impression de hausse dans les esprits.

Perspectives du coût de la vie à Paris.

Il est difficile de savoir si l'accélération du coût de la vie qui a prévalu ces derniers mois va se poursuivre en raison notamment de la forte hausse des prix de gros ? Ce n'est pas certain, car cette hausse ne se répercutera que partiellement et lentement sur le coût de la vie. Ainsi le relèvement de 22 % des produits sidérurgiques interviendra surtout par l'intermédiaire de l'équipement des industries de consommation, transports et autres services ; son incidence immédiate sera donc très faible. Par contre, le relèvement des salaires va sans doute épuiser assez rapidement son action dans le sens de la hausse des denrées alimentaires. Enfin, les hausses saisonnières se poursuivront vraisemblablement sur certains produits (œufs jusqu'en novembre, beurre jusqu'en décembre etc...), tandis que la baisse de la viande pourrait devenir une réalité. Finalement, il faut s'attendre à une hausse continue du "coût de la vie" pendant de longs mois, même en l'absence de tout nouveau relèvement des salaires. Car c'est en ce moment même que se préparent les hausses futures de nombreux produits et services. Or, une hausse de 2 % par mois (soit 27 % par an) ne tarderait pas à déclencher de nouvelles demandes salariales.

(1) on admettant des hausses mensuelles de 2 % pour novembre et décembre 1951

Evolution des salaires dans la région parisienne depuis 1947 (fin)

La comparaison finale entre salaires et coût de la vie comporte sans doute une marge d'erreur. Il est néanmoins possible d'en dégager quelques conclusions : a) Le pouvoir d'achat des salaires horaires et hebdomadaires a peu varié de 1948 à 1950 ; pour les familles chargées d'enfants, il y a même régression ; b) En 1947-48 comme en 1950-51, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté notablement ; c) De 1947 à 1951, le pouvoir d'achat des salaires horaires, prestations familiales exclues, aurait augmenté d'environ 30 %, pourcentage correspondant aux progrès de productivité réels dans l'ensemble de l'économie nationale.

Toutefois, étant donnée l'insuffisance des statistiques, ces conclusions n'ont qu'une valeur partielle et incertaine ; elles ne peuvent être étendues aux employés de la région parisienne, ni aux salariés de province en général ; par contre, un bon recoupement est fourni par la statistique des salaires du groupe des industries mécaniques de la région parisienne.

N°1.996

EVOLUTION DES SALAIRES DANS LA REGION PARISIENNE DEPUIS 1947

(Etude établie par des services officiels)

Nous avons pris comme base de ce travail les salaires horaires bruts enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du Travail pour la zone O, c'est-à-dire pratiquement pour la région parisienne (1). Et nous avons admis que ces salaires moyens sont également valables pour les petits établissements, qui échappent à l'enquête. Les salaires horaires masculins et féminins ont été pondérés suivant les effectifs moyens de chaque catégorie professionnelle (des manoeuvres ordinaires aux ouvriers hautement qualifiés). Le 1er échelon, seul considéré par l'enquête, paraît suffisamment représentatif de chaque catégorie.

Voici d'autre part les corrections apportées aux chiffres bruts :

- a) La suppression de l'impôt cédulaire, le 1er septembre 1948, a été compensée par une réduction de 2,5 % des salaires enregistrés antérieurement à cette date.
- b) La prime fixe de 2.500 frs accordée en septembre 1948 a été ajoutée aux salaires de 1948 sous forme de pourcentage variable selon catégories.
- c) Il en a été de même pour la prime de transport (500 frs le 1er octobre 1948, 800 frs à partir du 1er février 1951).
- d) Les salaires bruts antérieurs à l'année 1950 ont été majorés de 4 % (sur bases fragiles) pour tenir compte de la suppression progressive des "salaires noirs" (la loi du 11 février 1950 consacrant le retour à la liberté des conventions).

Dans ces conditions, une première série d'indices a été établie ; ils se réfèrent aux salaires horaires bruts, sans aucune prime ni allocation, et sans déduction. Sur ces bases ont été calculés des indices de salaires hebdomadaires, tenant compte de la durée moyenne du travail (2) et, en principe, des primes de rendement et avantages divers (à l'exception des indemnités de frais réels) ; faute de renseignements, il a fallu admettre que ces primes et avantages sont restées proportionnels au salaire horaire brut. Enfin, une dernière série d'indices se réfère aux prestations familiales, calculées d'après le "salaire moyen départemental" qui leur sert de base, plus les majorations appliquées sous forme de pourcentages. Il n'a pas été tenu compte des assurances sociales, les prestations correspondantes ayant d'ailleurs peu varié depuis 1947. Ont été négligés les salaires perdus par grèves et les changements touchant l'impôt général sur le revenu (ou la surtaxe progressive), ces facteurs jouant ici un rôle relativement très faible.

Voici les résultats obtenus :

Pourcentages de hausse dans la région parisienne

	: du coût	: des salai-	: des salai-	: des presta-
	: de la vie	: res horaires	: res hebdo-	: tions fami-
		: bruts	: madares	: liales
	: -----	: -----	: -----	: -----
: de 1947 à 1948 .....	: 45 %	: 54 %	: 54 %	: 67 %
: de 1948 à 1949 .....	: 15 %	: 16 %	: 15 %	: 9 %
: de 1949 à 1950 .....	: 9 %	: 9 %	: 10 %	: 2 %
: de 1950 à 1951 (3) .....	: 18 %	: 29 %	: 30 %	: 28 %
: de 1947 à 1951 (3) .....	: 115 %	: 161 %	: 154 %	: 139 %

(1) Marseille fait partie de la même zone depuis 1946, mais son importance est relativement faible (la correction ne porterait d'ailleurs que sur les divergences entre les hausses de salaires à Paris et à Marseille).

(2) En admettant que les données enregistrées pour la France entière s'appliquent à la région parisienne ; les heures supplémentaires sont majorées de 25 % à partir de 40 heures, de 50 % à partir de 48 heures.

(3) Estimation pour les derniers mois de 1951

que Georges Bidault n'est pas pris sans vert et qu'il pense réussir aussi bien sur sa gauche que sur sa droite.

Voilà donc un son de cloche. Il en est un autre, celui qui suppose que, en cas de crise, Auriol appellerait Paul Reynaud. Après quelques jours de négociations, celui-ci refuserait de tenter l'investiture et conseillerait au Président de s'adresser à de Gaulle. Pressenti, ce dernier répondrait : "Pas moi, Soustelle". Et Soustelle réussirait, à la faveur de la lassitude générale, à former un gouvernement bénéficiant au besoin de l'usage des décrets-lois. Cet autre son de cloche n'est pas sans racines profondes dans certains milieux politiques. Je crois, toutefois, qu'on le fait tinter un peu prématurément. J'ajouterai, d'ailleurs, qu'il y a une troisième combinaison : celle que j'évoquais l'autre jour et qui prévoit le retour de Queuille. Un Queuille qui rassure. Au reste, nous n'en sommes pas encore là et c'est peut-être vendre la peau de l'ours que de parler de la chute de Plevon. Quelques semaines peuvent encore s'écouler avant qu'elle se produise. Il me faut cependant bien constater que sont de plus en plus nombreux ceux qui ne parlent plus de quelques semaines, mais de quelques jours.

Pour terminer, quelques mots qui compléteront ce que je vous écrivais hier de Temple qui, à grand'peine, défendait son budget et qui se laissait manger la laine sur le dos par les démagogues. La preuve est faite maintenant de ce que j'avais dit, puisque le gouvernement majore la retraite des combattants de plus de 60 ans et les allocations de certains invalides. La commission des Finances a évidemment approuvé la lettre rectificative qui lui apportait ces bonnes nouvelles; puis, mise en appétit, elle a réclamé d'autres mesures en faveur des veuves de guerre.

Nous sommes loin de l'époque où Poincaré savait répondre "non".

paul dehème

# E N V R A C

Au conseil des ministres. - Pinay va reprendre à son compte et proposer au conseil des ministres de maintenir, sur le Bureau de l'Assemblée Nationale, le projet de loi n° 12.591 de la précédente législature, relatif à u régime administratif et financier des aerodromes ouverts à la circulation aérienne publique.

Bacon prépare un décret tendant à modifier et à compléter le décret du 27-11-46, portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines.

Jacquinet va présenter au conseil des ministres un projet de décret, portant application aux territoires relevant de la F.O.M. des articles 1er et 2 du décret-loi du 30-10-35, relatif aux formalités de publicité des sociétés.

René Mayer maintient et propose au conseil le projet de loi n°11.030 de la précédente législature, modifiant les conditions de fonctionnement du Fonds commun institué par l'article 2 de la loi du 24-12-43, relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage.

(Je tiens ces différents textes à votre disposition)

Une délégation de la C.G.C. s'est rendue chez Bacon pour discuter avec le ministre d'un projet d'arbitrage obligatoire différé que la C.G.C. met actuellement au point.

Elections de délégués titulaires. - Chez Citroën collège ouvriers et employés. Inscrits : 18.685 - suffrages exprimés : 11.219 - ont obtenu : C.G.T. : 8.062 voix (41 sièges), F.O. : 1.229 (6 sièges), C.F.T.C. : 1.112 (5 sièges), C.G.S.I. : 810 (4 sièges). La Confédération générale des Syndicats indépendants tombe donc de la seconde place qu'elle occupait lors des dernières élections à la quatrième. Il y a plus d'abstentions. Les indépendants expliquent leur échec par le fait que leur actuel secrétaire de section serait moins actif que le précédent. En réalité, il se serait bien débrouillé avec la C.G.T. dans la métallurgie, les indépendants aient en partie perdu leur raison d'être.

Dans ces conditions, personne ne s'étonnera que le communiqué de la Conférence de Rome ait reçu à Londres un accueil à la fois sévère et ironique. Les commentaires britanniques sont en effet sévères pour Truman qui, soulignent-ils, a fait perdre leur temps aux ministres des Affaires étrangères, de la Défense nationale et des Finances de douze pays, et ironiques pour Gasperi, "organisateur trop pointilleux qui a voulu essentiellement que les réunions se tinssent, non seulement à l'heure prévue, mais encore au lieu fixé".

Libéré de cette sujétion de Rome, nos ministres nous sont donc rendus. Mayer est arrivé hier au soir; Robert Schuman et Georges Bidault arrivent ce matin. C'est d'ailleurs pour se plonger dans une atmosphère débilite. A l'euphorie qui régnait la veille, au sujet des prochains débats parlementaires sur le pool charbon-acier --vous me rendrez cette justice qu'elle n'était pas mienne-- a succédé hier un certain pessimisme. Tous les partis, sauf le parti communiste, sont d'accord sur le principe du traité de communauté. Seul, le M.R.P. est partisan du traité dans son actuelle rédaction. Au sortir de la commission des Affaires étrangères, après avoir écouté les savantes mais creuses explications techniques de Jean Monnet et les brillantes mais creuses déclarations politiques de Maurice Schumann, les commissaires étaient perplexes. Martinaud-Deplat déploraient que le traité fût rédigé avec une légèreté inconcevable et avouait que s'il voulait rester en paix avec sa conscience, il lui faudrait voter contre la ratification, car, disait-il, nous nous engageons dans une aventure dont nous ne pouvons pas prévoir le déroulement et qui ne nous ménage aucune position de repli. Cela dit, nous verrons bien comment il votera, si le débat vient en séance publique. S'il vote "pour" ou s'il s'abstient, ce sera tant pis pour sa conscience. Quoi qu'il en soit, le projet de pool a beaucoup perdu hier et Robert Schuman aura fort à faire, cet après-midi, pour remonter la pente, lorsqu'il viendra une fois encore défendre son enfant devant la commission.

Pour le problème scolaire, la solution adoptée par Plevin, qui a conversé avec André Marie dès son retour de Saint-Brieuc, est celle que j'évoquais hier. Le gouvernement ne publie pas encore son texte. Il demande au Conseil d'Etat de se prononcer sur l'ensemble des 17 articles, avant de discuter du différend qui s'est élevé sur l'article premier. André Marie estime que l'extension du texte aux écoles maternelles et aux cours complémentaires coûterait un milliard supplémentaire. M.R.P. et modérés prétendent que ce milliard est inclus dans les 15 déjà votés. D'ailleurs, si la signature doit intervenir dans quelques jours, ce ne sera pas André Marie qui apposera sa griffe, car il va bientôt partir pour assister, en Grèce, à je ne sais plus quelle manifestation culturelle. A moins que Plevin ne lui fasse le même coup que lors du vote de la loi Barangé, quand il le pria de rester à Paris et de se faire remplacer par Edgar Faure, dans le voyage qu'il devait effectuer en Amérique du Sud.

Débat sur le pool, perspectives de l'Armée européenne, arrêté d'application de la loi Barangé, sans compter les très grandes difficultés franco-tunisiennes, qui vont motiver le rappel de Périllier et l'envoi de Naegelen en mission d'information, les préoccupations les plus graves assaillent le gouvernement Plevin. Et les milieux politiques exhalaient dès hier un lourd parfum de pré-crise. Il est indéniable qu'on commence à comploter. On chuchote que l'éventuel candidat serait Georges Bidault. Un Bidault qui, depuis des semaines, s'est gardé de toute intervention spectaculaire, de toute déclaration tapageuse et qui, manifestement, se réservait. Le M.R.P. estime qu'il doit être leader de la majorité et son chef a, dit-on, deux idées dans la tête. L'une qui le fait loucher du côté du R.P.F. et qui lui donne l'espoir d'associer Soustelle à un éventuel gouvernement. L'autre qui lui fait dire qu'il est le seul à pouvoir obtenir la rentrée des socialistes dans la combinaison ministérielle, car il est le seul à pouvoir faire admettre au M.R.P. et aux modérés la mise en sommeil pendant six mois de l'arrêté d'application de la loi Barangé. Pendant six mois, un gouvernement Bidault réaliserait donc le plan Mayer. On voit



1951

Monsieur,

25X1

Ce qui vint par Eden s'en va par Maxwell Fyfe. Le chef du Foreign Office avait, ces jours derniers, parlé du pool charbon-acier et de l'Armée européenne en des termes qui avaient empli d'espoir les coeurs occidentaux. Le secrétaire britannique à l'Intérieur s'est, hier, chargé de souffler sur cet enthousiasme, et même Paul Reynaud, dont l'anglomanie ne fait de doute pour personne -- sans remonter à 1940, souvenons-nous que samedi dernier il disait à un représentant britannique : "Nous sommes prêts à nous faire annexer par vous, pour avoir un pouvoir public politique supranational" -- même Paul Reynaud a manifesté sa déception. Comme une vieille coquette qui se jette au cou d'un godelureau, crève de dépit de se voir dédaigner.

Cela dit, l'Europe continentale n'est pas une vieille coquette, mais les Anglais sont toujours les Anglais et la politique d'Eden est toujours la politique d'Eden. Un pas en avant, deux pas en arrière : c'est là sa méthode favorite. Un homme d'Etat de l'avant-guerre -- de ceux que la quatrième République a mis momentanément "sur la touche" -- n'avait-il pas accoutumé de dire qu'Eden était le plus grand coquin diplomatique de l'époque ? Il nous faut donc en prendre notre parti et, quand Londres risque une mise au point en soulignant que sa prudence est la preuve de sa sincérité, cela ressemble furieusement à la boutade du vieux garçon endurci qui prétend que le mariage est chose si sérieuse que, avant de convoler, il faut y penser toute sa vie. Car lui aussi se réfugie dans son splendide isolement et, pas plus que l'Angleterre, ne veut abandonner la plus petite parcelle de sa souveraineté.

Leur caractère suffit donc à expliquer la réserve des Britanniques à l'égard du pool et de l'Armée européenne. Rien ne prouve, d'ailleurs, qu'ils aient tort. Ce qui peut leur être reproché, ce n'est pas leur attitude, c'est d'avoir fait mine de se convertir aux thèses européennes et de s'être repris quelques jours plus tard. Car, lorsque Londres nous parle d'un délégué permanent à l'organisme du fer et de l'acier, c'est à un observateur, et non à un collaborateur, qu'il faut penser.

Au demeurant, les Anglais ont une raison secrète et majeure de ne pas se départir de leur réserve. Puis-je, à ce sujet, vous rappeler ce que je vous ai souvent écrit des contacts officieux anglo-soviétiques, des accords tacites entre le gouvernement Attlee et celui de Staline et, tout récemment encore, des conversations privées, dans les couloirs de l'O.N.U. (ma Lettre n° 1.985), d'Anthony Nutting et de Sobolev, pour la poursuite de ces contacts et la reconduction de ces accords, maintenant que les conservateurs ont succédé aux travaillistes ? Pour Moscou, le problème international numéro 1 est celui de l'Allemagne, celui du réarmement allemand. C'était folie de croire que Londres suivrait Washington dans une voie que les Anglais savent être dangereuse. Et lorsqu'on apprend que les importations anglaises en provenance d'Europe centrale et orientale ont atteint, au cours des neuf premiers mois de l'année, 40 millions de livres pour la Russie, 16,5 millions de livres pour la Pologne, 2 pour l'Allemagne Orientale, 8 pour la Tchécoslovaquie, etc., que tout laisse supposer que les exportations anglaises vers ces pays ont contre-balancé ces achats, on peut s'expliquer l'attitude de Londres et penser que Staline n'a pas tort quand il attache la plus grande importance aux échanges Est-Ouest. Quant aux véritables relations anglo-américaines, qu'on a déjà pu juger tout au long de l'affaire anglo-irakienne, elles sont encore mises en lumière par cette petite information, qui date d'hier et selon laquelle Joseph Dodge, conseiller financier du S.C.A.P. à Tokio, fait des remontrances aux Japonais, parce qu'ils ont tendance à trop exporter vers la zone sterling. Il leur recommande d'équilibrer leurs échanges avec cette zone et les menace, s'ils ne se soumettent pas à ses avis, de réduire le rythme des importations américaines.

ainsi que des notes sur :

- 6) les statistiques françaises et sarroises de production, de consommation, de stock et de commerce extérieur des principaux produits industriels pour les mois de juillet 1951, août 1951 et, dans certains cas, de septembre 1951, avec référence aux moyennes mensuelles de 1938, 1949 et 1950;
  - 7) la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer (déjà proposée dans un "En Vrac" de ma lettre n° 1990 du 22 novembre).
-

Paris, le 27 novembre 1951

-1994-

JE TIENS A VOTRE DISPOSITION, EN COMMUNICATION, des notes sur :

- 1) l'accord commercial franco suédois récemment signé (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre N° 1988 du 20 novembre) ;
- 2) l'accroissement de la production des cuirs et peaux bruts ;
- 3) le programme d'exportation des cuirs et peaux bruts et tannés (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre n° 1985 du 15 novembre) ;
- 4) l'intégration de l'industrie de l'aluminium dans les pays de l'O.E.C.E. ;
- 5) le tunnel routier sous le Mont-Blanc (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre n° 1990 du 22 novembre) ;

.....

art. 15 Création d'un fonds de garantie pour la réparation des accidents corporels causés par les automobiles. Voici le texte de cet article :

Il est institué un Fonds de garantie dans le cas où le responsable des dommages demeure inconnu ou se révèle totalement ou partiellement insolvable, ainsi qu'éventuellement son assureur, de payer les indemnités allouées aux victimes d'accidents corporels ou à leurs ayants droit, lorsque ces accidents, ouvrant droit à réparation, ont été causés par des véhicules automobiles circulant sur le sol, y compris les cycles à moteur, mais à l'exclusion des chemins de fer et des tramways.

Les indemnités doivent résulter, soit d'une décision judiciaire exécutoire, soit d'une transaction ayant reçu l'assentiment du Fonds de garantie.

Ce Fonds est doté de la personnalité civile. Il groupe obligatoirement toutes les sociétés ou assureurs autorisés à couvrir les risques de toute nature résultant de l'emploi des véhicules tels que définis au premier alinéa du présent article. Ses opérations financières feront l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le Fonds de garantie est subrogé dans les droits que possède le créancier de l'indemnité contre la personne responsable de l'accident ou son assureur. Il aura droit, en outre, à des intérêts calculés au taux légal, en matière civile et à des frais de recouvrement.

Il sera alimenté par des contributions des sociétés d'assurances ou assureurs, des automobilistes assurés et des responsables d'accidents corporels d'automobiles non bénéficiaires d'une assurance. Cette dernière contribution fera, dans le cas d'une instance judiciaire, l'objet d'une condamnation expresse conjointement à la condamnation principale d'indemnisation de la victime.

Toute transaction ayant pour objet de fixer ou de régler les indemnités dues par les responsables d'accidents corporels d'automobiles doit être notifiée au Fonds de garantie par le débiteur de l'indemnité dans un délai de deux mois par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sous peine d'une amende de 1.000 à 6.000 frs. Le greffier ou le secrétaire de la juridiction compétente avise le fonds dans le même délai de toute introduction d'instance.

Tout auteur d'un accident corporel d'automobile doit faire connaître à l'agent de la force publique qui dresse le procès-verbal ou le rapport de l'accident, si les dommages qu'il a causés sont couverts par une assurance et, dans l'affirmative, préciser le nom et l'adresse de la société d'assurance et le numéro de la police. Toute omission volontaire de déclaration ou fausse déclaration faite de mauvaise foi sera punie d'une amende de 1.000 à 6.000 frs.

Un règlement d'administration publique pris après avis du Conseil national des assurances fixera les conditions d'application du présent article et notamment les bases et modalités juridiques de détermination des indemnités pouvant être dues par le Fonds de garantie, les personnes exclues du bénéfice du Fonds, les obligations et droits respectifs ou réciproques du Fonds de garantie, de l'assureur, du responsable de l'accident, de la victime ou de ses ayants droit, les délais assignés pour l'exercice de ces droits ou la mise en jeu de ces obligations, les conditions de fonctionnement, d'intervention en justice du Fonds de garantie, les conditions dans lesquelles ils peuvent être exceptionnellement mis en cause, les modalités du contrôle exercé sur l'ensemble de la gestion du Fonds par le ministre des Finances qui désignera à cet effet un commissaire du gouvernement, les taux et assiette des contributions prévues ci-dessus.

Les dispositions du présent article ne sont applicables qu'à l'occasion des accidents survenus postérieurement à la date de publication du règlement d'administration publique visé à l'alinéa précédent.

Dans ce projet de loi distribué hier au Palais Bourbon je relève notamment :

art. 1er § 5 Réception et vente des marchandises de l'aide américaine.

Pour l'année 1952 l'aide économique va être transformée en aide économique et militaire par la fusion du programme de relèvement européen et du plan d'assistance militaire. La contrevalour en francs de l'aide totale à attendre peut être estimée à 55 milliards de francs.

art. 2 § 3 Financement des diverses dépenses d'intérêt militaire.

Ce compte retrace les dépenses entraînées par la création et le fonctionnement d'une ligne de communication à travers la France, l'aménagement de bases aériennes et navales en Afrique du Nord, l'installation d'un entrepôt de matériel aéronautique etc... Il est alimenté par des crédits budgétaires (6 milliards en 1952) et par une contribution des nations signataires du pacte atlantique (essentiellement les U.S.A.) pour le surplus. Les dépenses sont évaluées pour 1952 à 84 milliards de francs.

art. 2 § 4 Allocations aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré.

Ce compte alimenté par une cotisation additionnelle aux tarifs de la taxe à la production prévoit en recettes comme en dépenses une somme de 20 milliards.

art. 2 § 5 Equipement des théâtres privés de Paris

Les subventions pour 1952 atteindront 110 millions de francs.

art. 2 § 6 Taxe d'encouragement textile.

Cette taxe frappant les ventes et importations de produits textiles au taux de 0,50 % du chiffre d'affaires est maintenue. Le gouvernement devait déposer un projet de loi portant clôture du compte spécial dont il s'agit et fixant les modalités de l'aide à apporter à la production des textiles nationaux, mais ce projet ne pourra vraisemblablement pas être examiné par le Parlement avant le 1er janvier 1952. Les évaluations portent donc sur l'année 1952 entière et sont chiffrées à 4.200 millions pour les recettes et à 5.280 millions pour les dépenses.

art. 2 § 7 Fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France.

Ce compte, destiné à assurer la couverture des risques résultant de la validation des titres néerlandais régulièrement déclarés circulant en France et admis à la cote d'un marché de bourse en France, est alimenté par une taxe de validation et une taxe de participation dont le taux a été fixé à 3 % pour l'une comme pour l'autre. Les récoltes escomptées s'élèvent à 41 millions de francs.

art. 2 § 10 Service financier de la Loterie Nationale.

Le produit net est évalué pour 1952 à 8.358.950.000 frs. Sur ce montant 7.700 millions seront versés au budget général.

art. 2 § 13 Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés.

Ce compte est destiné aux subventions allouées aux carburants nationaux et au supercarburant. Les recettes et les dépenses sont évaluées en 1952 à 11 milliards de francs. En dépenses, une somme de un milliard a été prévue pour permettre de verser des subventions à de nouvelles productions (nouveaux gisements, production d'essence avion actuellement à l'étude).

art. 3 II § 4 Pertes et bénéfices de changes.

Les dépenses de ce compte sont constituées par la couverture des pertes nettes du Fonds de stabilisation des changes (3,5 milliards) et l'indemnisation des porteurs de nationalité étrangère de titres d'entreprises françaises nationalisées (trois milliards). Diverses autres dépenses (quatre milliards porteront le débit de ce compte à 11 milliards.

art. 4 - Avances du Trésor. Aucune nouvelle avance n'est prévue pour le budget annexe des prestations familiales agricoles ni pour la Caisse nationale de Sécurité sociale ni pour la Caisse autonome de Sécurité sociale dans les mines. Les dépenses afférentes à ces comptes du Trésor étant reprises en 1952 par le Budget social.

Les Travaux législatifs

(N° 1.995)

LES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les documents suivants, récemment déposés sur le Bureau de l'Assemblée :)

PROJETS DE LOI :

- autorisant le Président de la République à ratifier un échange de lettres, intervenu le 25-5-51, entre les Présidents des délégations française et italienne à la commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 29-5-48, relativement à l'application de l'article 7 de cet accord. (n° 1622)

- relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952. (n° 1657)

PROPOSITIONS DE LOI :

- de Meck, tendant à alléger le régime fiscal des successions et des donations. (n° 847)

- de Barrot, tendant à refondre la loi du 14-6-34 sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique, le décret-loi du 20-5-40 relatif au même projet et la loi du 8-2-42 relative à la fabrication et à la vente des produits organiques destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des animaux, afin d'harmoniser les dispositions de ces différents textes. (n° 1442)

- de Meck, tendant à relever la fraction de chaque part du revenu, considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive. (n° 1225)

- de Minjoz, tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyer modéré et à constituer des offices publics d'aménagement des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation. (n° 1469)

- de Viatte, tendant à exonérer certains redevables de leurs cotisations aux allocations familiales agricoles. (n° 1704)

RAPPORTS :

- de Charret, sur la proposition de loi tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut. (n° 1560)

- de Guthmuller, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la passation des marchés par les communes. (n° 1566)

PROPOSITION DE RESOLUTION :

- de Mme Estachy, tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'une année le décret n° 51-28 du 6-1-51, portant fixation des modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire. (n° 1705)

ooooo

LE CALENDRIER DE L'ASSEMBLEE NATIONALE (n° 1.995)

1°) Mercredi 28 (deux séances), jeudi 29 et vendredi 30 (trois séances) : suite de la discussion budgétaire qui sera reprise le mardi 4 décembre et continuée jusqu'au jeudi 6.

2°) Jeudi 6 décembre et vendredi 7 : débat sur les affaires étrangères, qui commencera par l'étude du projet de ratification du pool charbon-acier, conformément aux propositions faites hier par la commission.

3°) En ce qui concerne les urgences, l'Assemblée serait appelée à se prononcer jeudi prochain sur la proposition relative aux expulsions de locataires. Ce même jour, elle aurait à valider les opérations électorales d'Eure-et-Loir.

L'arbitrage sur la demande d'urgence pour la discussion des textes abrogeant le décret d'augmentation du prix de l'essence demeure fixé au vendredi 7 décembre (matin).

Au cours de cette même séance, l'Assemblée devra s'occuper également de la proposition Desson sur le papier de presse et de diverses résolutions concernant la fermeture des Usines Salomon (il s'agit là également d'arbitrage).

4°) Enfin, vendredi prochain 30 novembre, est prévu le vote du projet de loi sur les assemblées locales en Nouvelle-Calédonie, qui doit compléter le texte d'une portée plus générale adopté en première lecture, le 23 novembre.

DANS LES COMMISSIONSAssemblée Nationale

AFFAIRES ETRANGERES.- A la suite des décisions prises mardi par la commission, son président, Edouard Bonnefous, a fait la déclaration suivante :

"A la suite de la séance qu'elle a tenue le 26 novembre, la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale a décidé, à l'unanimité, de demander que le débat sur la ratification du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier fût reporté de quelques jours. Elle a d'ailleurs décidé d'émettre, dès la fin de cette semaine, un vote sur l'ensemble du projet. La discussion s'engagera donc devant l'Assemblée dès le jeudi 6 décembre.

"En prenant une telle décision, la commission des Affaires étrangères, consciente de l'ampleur prise par l'étude de la question, a obéi à une double préoccupation : elle a voulu disposer d'un temps suffisant pour procéder à un certain nombre d'auditions et examiner, avec le plus grand soin, le projet de loi qui lui était soumis. Elle a, d'autre part, estimé indispensable qu'un certain délai fût accordé aux députés pour étudier, avant l'ouverture de la discussion publique, l'important rapport que M. Alfred Coste-Floret déposera en son nom.

"Demain mercredi, la commission poursuivra l'audition de M. Maurice Schumann, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et de M. Jean Monnet, commissaire général au Plan. Elle entendra jeudi le président Robert Schuman, dès son arrivée à Paris, retour de la Conférence de Rome. La journée de vendredi sera consacrée à la suite et à la fin de la discussion devant la commission."

FINANCES.- La commission a désigné Pierre Abelin comme délégué au sein de la commission chargée de proposer les modalités selon lesquelles seront indemnisés les organismes qui, au cours de l'année 1946, ont pratiqué en France métropolitaine l'assurance des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les professions non agricoles (art. 2 du décret n° 51-1236 du 2-11-51). Elle a procédé, sur le rapport de Mazier, à une seconde lecture du projet de loi (n° 986) --budget des Affaires Economiques; l'ensemble du cahier de crédit a ensuite été adopté par 23 voix contre 21. Elle a adopté, sur le rapport de Lecourt, la lettre rectificative (n° 1706) au projet de loi (n° 989) --budget de l'Intérieur.

ooooooo



déclare décidé à refuser. On ne sait encore si c'est parce qu'il espère mieux ou parce qu'il estime que les jours du gouvernement sont comptés.

Au demeurant, les difficultés commencent à s'accumuler. La Fédération C.F.T.C. des fonctionnaires entre en transes en apprenant que la présidence du conseil prépare un texte tendant à réglementer le droit de grève pour les fonctionnaires d'autorité et de sécurité (réglementation qui, d'ailleurs, s'assortirait d'avantages particuliers). Et, surtout, André Marie n'est pas d'accord avec le Conseil d'Etat au sujet de l'extension aux écoles maternelles et aux cours complémentaires de son arrêté d'application de la loi Barangé. Deux méthodes se présentent : l'une tient le texte en suspens, jusqu'à ce que le différend soit tranché; l'autre consisterait à publier le texte, tel qu'il a été rédigé, et à discuter ensuite d'un texte complémentaire qui réaliserait l'extension. Après réflexion, le M.R.P. paraît se prononcer pour la seconde méthode --il vaut mieux tenir que courir. Par contre, les radicaux semblent favorables à la première, car, en cas de crise ministérielle, l'extension du texte Marie pourrait --pour peu qu'il fût radical-- être mis dans la corbeille du nouveau président du conseil.

Le Haut-Conseil de l'Union Française doit se réunir demain. Mais, déjà, on l'a évoqué à l'assemblée de Versailles et cette évocation vaut la peine d'être notée, car elle inflige un nouveau démenti aux fâcheux propos prêtés, ces jours derniers, au Président du Conseil vietnamien, Tran Van Huu. Vous savez qu'une agence de presse américaine avait, samedi dernier, diffusé quelques phrases prétendument prononcées par lui, avant de monter dans l'avion qui devait l'amener à Paris, phrases d'où il ressortait que la délégation vietnamienne apportait dans ses bagages tout un lot de revendications, dont le faisceau revenait à nier l'Union Française et à remettre en cause les accords franco-vietnamiens. A Paris, on se souvint immédiatement d'une autre interview prêtée à Tran Van Huu, lors de son passage à Bangkok, l'an dernier, au retour de la Conférence de Pau. Un démenti avait suivi la déclaration; le journaliste avait compris de travers. Il paraissait cependant difficile d'admettre que le Président vietnamien eût ainsi la malchance d'être régulièrement mal interprété par la presse. C'est pourquoi on chercha, pendant quarante-huit heures, les raisons de sa prise de position. On se demanda si Tran Van Huu ne voulait pas jouer le Mossadegh vietnamien. Parvenu à Paris, l'intéressé a fait justice des propos qui lui étaient prêtés. Et voici que son démenti est renforcé par la déclaration que faisait hier, devant l'assemblée de l'Union Française, le ministre de l'Economie vietnamienne, Tran Van Kha, qui, venu assister à la conférence du Haut-Conseil, a souligné qu'il avait été désigné pour participer à cette conférence, non seulement en sa qualité de ministre vietnamien, mais surtout parce qu'il est également vice-président de l'assemblée de l'Union Française. Et puisque c'est Tran Van Huu qui a désigné Tran Van Kha, cette attitude montre bien que les propos à lui prêtés sont fort éloignés de sa pensée. Tout est bien qui finit bien.

Dans le domaine international, aucun fait d'importance n'a marqué la journée d'hier. La déclaration faite par Robert Schuman, à la Conférence de Rome, montre combien l'armée européenne, telle qu'elle est actuellement conçue, diffère, au moins quant aux effectifs de l'unité de base nationale, du projet primitif de René Plevin. Eisenhower a fait des déclarations officieuses, desquelles il ressort qu'il désire de 97 à 105 divisions. Au passage, je rectifie une erreur de frappe de ma lettre d'hier qui m'a fait écrire "17" au lieu de 97. De Rome, le correspondant de la N.B.C. américaine fait savoir qu'Eisenhower annoncera, en janvier prochain, son intention de quitter, dès février, le commandement des forces atlantiques, pour se présenter à la présidence de la République, comme candidat du parti républicain.

paul dehemo

De Paris, à l'aube du mercredi 28 novembre 1951

Lettre n° 1.995

Monsieur,

En l'absence des principaux ténors --René Pleven "bretonne" à Saint-Brieuc, Robert Schuman, Georges Bidault et René Mayer "atlantissent" à Rome-- la politique intérieure française piétine. Au Palais-Bourbon, Temple défend péniblement son budget du ministère des Anciens Combattants. Il se laisse manger la laine sur le dos par les démagogues, et Dieu sait si l'Assemblée en compte et dans tous les partis, lorsqu'il s'agit des anciens combattants, des prisonniers, déportés, veuves et autres victimes de la guerre, qui sont aussi des électeurs et des électorices.

Le M.R.P. s'occupe beaucoup de la fiscalité. Il propose de relever l'abattement à la base pour le calcul de la surtaxe progressive. Il manifeste sa volonté de subordonner son attitude, lors des débats budgétaires et financiers, à la prise en considération des propositions de loi déposées par ses membres et tendant, notamment, à favoriser l'éclosion de conventions qui fassent participer les salariés aux progrès de l'entreprise (textes Lecourt et Dumas), ainsi qu'à alléger et à simplifier les droits de succession en ligne directe et entre époux (textes Bichet, Doréy et Charpentier). Le M.R.P. réclame également une réforme administrative.

Bref, il commence à prendre position pour le débat budgétaire et les gaullistes se font un malin plaisir de souligner que le M.R.P. reparle de productivité et d'intéressement des salariés, quarante-huit heures après que le R.P.F. ait lui-même affirmé de nouveau ses théories en matière sociale. Il est possible que le M.R.P. ait voulu ne pas se laisser déborder par le R.P.F. dans ce domaine. Il est beaucoup plus probable qu'il se prépare une porte de sortie, pour le jour où, le débat financier tournant mal à son gré, il éprouverait le désir de quitter le Gouvernement.

D'ailleurs, ce débat budgétaire n'inquiète pas que les républicains populaires. Au Conseil de la République, l'exposé de Berthoin laisse prévoir un contrôle sévère et une critique acérée. Sa commission des Finances a décidé de bloquer momentanément, jusqu'à la fin du débat, 5 % sur chaque chapitre des différents budgets. Les sénateurs suivent leur commission; ils ont, hier au soir, bloqué lesdits 5 % sur le budget de la France d'outre-mer. Pellenc et ses amis, rassemblés au sein du Groupement républicain d'action formatrice (sic), vont plus loin et proclament leur volonté de n'accepter aucune charge fiscale nouvelle, tant que n'aura pas été réalisé l'assainissement des secteurs administratif et industriel de l'Etat. René Mayer ayant déclaré incompressibles les dépenses de fonctionnement des services civils, cette décision promet des débats animés.

Je ne reviendrai pas sur les bagarres internes du parti paysan. Antier poursuit Laurens de sa hargne. Le secrétaire général du parti a écrit au ministre de l'Agriculture pour lui demander de donner sa démission. Laurens conteste la valeur de cette injonction. S'il doit être exclu, ce sera la scission. Il est facile de discerner qu'Antier désire constituer un groupe agraire de paysans "authentiquement ruraux" et rejeter les citadins de l'actuel parti paysan. En liaison avec cette affaire Antier-Laurens, vous souvenez que deux postes de secrétaire d'Etat restent à pourvoir. Il est toujours question de Ramarony pour celui de l'Agriculture (avec Monin en second plan) et de Marcellin pour le Tourisme. Mais il me revient que le second fait la petite bouche, qu'il se

.....

La Journée en bref (2)

SLANSKY, récemment encore secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, semble bien avoir été arrêté sous l'inculpation d'espionnage au profit des puissances occidentales. Il militait depuis 1922 et était le collaborateur intime de Gottwald, actuellement président de la République tchécoslovaque, sur l'ordre duquel il paraît avoir été arrêté. D'origine israélite, il avait collaboré récemment à la liquidation de Clementis, ministre des Affaires étrangères, et de certains militants communistes notoires d'origine juive, tel que Sling, l'un des doctrinaires les plus connus du parti à Prague, et de Mme Smermova. Il y a quelques jours encore, malgré des mutations significatives, il était vice-Premier ministre et directeur de la Coordination des activités économiques. Il se trouve que l'information officielle de Moscou a annoncé, ces derniers temps, que l'on avait constaté des insuffisances flagrantes dans le rendement économique de la Tchécoslovaquie, où des grèves s'étaient même produites. On annonce même que "le nombre des ennemis du régime, dont Slansky aurait favorisé l'infiltration, leur aurait permis récemment, dans une conférence nationale du parti communiste tchécoslovaque, d'obtenir la majorité et de réaliser leurs plans consistant à faire de la Tchécoslovaquie un pays marxialisé".

SUIVANT LA CROIX-ROUGE ALLEMANDE, 4 millions et demi d'Allemands ont disparu au cours de la dernière guerre. Parmi ces disparus, on compterait 3 millions de civils, dirigés sur la Russie.

REPONDANT A UNE QUESTION du journaliste américain Pearson, Tito déclare : "Nous trouverons une solution au cas de l'archevêque Stepinac au plus tard dans un mois, même sans l'accord du Vatican. Mais il est clair que Stepinac ne pourra plus exercer dans notre pays les fonctions d'un haut dignitaire de l'Eglise".

DE MADRID, on annonce l'arrivée d'un nouveau groupe de quatre parlementaires américains par avion spécial des forces américaines.

AU PARLEMENT

L'Assemblée Nationale a enregistré la démission de Colonna d'Istria. Elle a ensuite examiné le budget du ministère des Anciens Combattants. Le Conseil de la République a commencé l'étude du budget du ministère de la F.O.M. Auparavant, Berthoin, rapporteur général de la commission des Finances, avait exposé les méthodes suivies par la commission dans l'examen du budget général. Le Conseil Economique étudie à huis-clos le rapport d'André Philip, qui recommande la ratification --avec des réserves-- du projet de communauté européenne du charbon et de l'acier.

oooooooo

(Condensé des principales nouvelles officielles de la soirée et de la nuit)

25X1

AU CONSEIL ATLANTIQUE, à Rome, Robert Schuman a fait un long exposé technique sur l'Armée européenne. Après avoir rappelé en vertu de quelles négociations internationales il avait été décidé de préparer l'organisation d'une armée européenne. Le ministre français a évoqué notamment la résolution de Bruxelles (18 décembre 1950), par laquelle le Conseil atlantique décidait la participation de l'Allemagne à la sécurité commune, tout en évitant la renaissance du militarisme allemand. D'après Schuman, le corps d'armée comprendrait 80.000 hommes et, seules, les unités de base (13.000 hommes environ) auraient une composition nationale homogène que viendraient renforcer, en temps de guerre, quelques milliers de réservistes. Schuman, après avoir indiqué qu'une armée ainsi constituée dépendrait du commandement atlantique, n'a pas dissimulé que de nombreux points d'organisation n'étaient pas encore réglés et que tout, en définitive, serait subordonné à une entente profonde sur le projet d'organisation et d'armée européennes. Le document déposé par Schuman à l'appui de son discours comporte 45 pages. Il est considéré comme un élément essentiel des discussions du Conseil Atlantique.

On ne peut cependant passer sous silence l'importance des déclarations de Pearson, délégué du Canada, selon lequel le financement du réarmement constituait pour chaque nation adhérente au Pacte atlantique "un gouffre" qu'il s'agissait de combler. D'autant plus que le délégué canadien a souligné également les contradictions latentes entre la préservation nécessaire de certains droits de souveraineté nationale et les nécessités pratiques d'une standardisation des productions de guerre.

Eisenhower (suivant des informations non officielles) estimerait les effectifs nécessaires à la défense du continent européen à un total de 97 à 105 divisions. Or, en mettant les choses au mieux, il y aurait actuellement 26 divisions prêtes (10 pour la France, promises mais dont la préparation n'est pas achevée, 6 américaines en Allemagne, 5 britanniques, 4 italiennes, 1 belge, 1 hollandaise). Pour la fin de 1952, on prévoit 40 divisions (15 pour la France). C'est seulement en 1954 que le chiffre de 105 divisions serait atteint, dont 28 françaises, 22 britanniques, 12 allemandes, 12 italiennes, 4 belges, 3 hollandaises.

A FONTAINEBLEAU, le Quartier général Centre-Europe a donné le premier coup de pioche symbolique marquant le début des travaux de construction d'un groupe de logements destinés à héberger les familles des militaires affectés à ce centre. Le "Village Centre-Europe" sera achevé en mai 1952. Il sera habité par des ressortissants de tous les pays adhérant au Pacte atlantique.

AU CONSEIL DE L'EUROPE, à Strasbourg, le général Koenig a prononcé un discours, par lequel il s'est efforcé, sans le dire expressément, de préciser la portée des déclarations de de Gaulle aux assises du R.P.F., à Nancy, concernant la politique militaire européenne : "Il y a à peine trois jours, à Nancy, j'ai eu l'occasion de combattre les projets de l'Armée européenne. Puis-je me permettre de dire à tous ceux qui me l'ont reproché qu'ils ont été mal informés. Une armée européenne, d'accord, mais pas avant qu'une autorité politique en disposant ait été créée. Nous voulons créer l'Europe en commençant par le commencement, faute de quoi l'édifice s'écroulera. Pour franchir ce premier pas, l'Allemagne et la France devront, au préalable, se mettre d'accord sur les modalités d'une politique européenne".

LA PUISSANCE D'UNE AGRESSION SOVIETIQUE possible est affirmée par une déclaration de John Foster Dulles, conseiller du Département d'Etat : "Deux cents divisions soviétiques, totalisant 3 millions d'hommes et appuyées par des organismes communistes locaux peuvent, à n'importe quel moment, frapper le monde libre en un point quelconque du globe. Seule, la création d'une force de choc des nations libres peut faire échec à ces 200 divisions et à ces cinquièmes colonnes intérieures. Comme il est évidemment impossible de préparer une riposte efficace en chaque point d'attaque éventuelle, les nations libres doivent compter : 1°) sur le potentiel de destruction qui s'abattrait sur l'O.N.S.S., en cas d'attaque; 2°) sur une force de choc extrêmement puissante créée en commun".

(Condensé des principales informations officielles de la soirée et de la nuit)

DE GAULLE A PRONONCE LE DISCOURS DE CLOTURE des assises nationales du R.P.F., à Nancy. Il a préconisé :

- la réforme constitutionnelle du régime (gouvernement dépendant du chef de l'Etat, Parlement votant les lois et contrôlant seulement l'exécutif, équilibre entre le Sénat et la Chambre, nouvelle composition du Sénat, droit de référendum et de dissolution pour l'exécutif, système électoral majoritaire avec listes restreintes);

- redressement de l'économie ("c'est un fait que, à force de négligence, de faiblesse, de confusion, dans la conduite de ses affaires, le peuple se trouve devant le déficit, l'inflation et l'injustice sociale");

Pour cela : compression considérable des dépenses dites "ordinaires" de l'Etat (volume et fonctionnement des administrations); plus de financement par l'Etat des entreprises nationalisées, mais gestion autonome de ces entreprises (exception faite pour les mines et les chemins de fer); maintien des assurances sociales, mais profonde réforme de façon qu'elles s'équilibrent elles-mêmes; grand effort de productivité ("dans l'industrie, l'association contractuelle des travailleurs à la marche des entreprises, dans l'agriculture l'équipement favorisé par ristournes d'impôts ou de taxes").

- organisation de la défense occidentale, sans abandonner rien de la souveraineté nationale : conclusion d'un accord contractuel qui amènera le Pacte atlantique, pas d'absorption de l'armée française dans une armée européenne prématurée.

Conclusion : "Nous n'inclinons pas à repousser les mains qui se tendent. Nous prétendons servir le pays, non détenir le monopole des bonnes idées et des bonnes actions. A tout instant, nous sommes prêts à étudier avec d'autres les moyens à prendre en commun pour tirer la patrie d'affaire."

ROGER DUCHET a déclaré à Talence : "Le Parlement doit lui-même réformer ses méthodes de travail, changer son règlement, rétablir ses sessions, donner des prérogatives nouvelles au Sénat, préparer la réforme de la Constitution. La majorité doit être mise en garde contre les périls que lui font courir l'immobilisme comme les luttes stériles des partis."

DUCLOS A PERIGUEUX a déclaré qu'entre 1892 et 1946, 45 % des propriétaires exploitants ont dû abandonner leurs terres, au bénéfice de la concentration capitaliste. Il a violemment attaqué "l'acceptation du Pacte atlantique et l'occupation de la France par l'armée américaine".

ELECTIONS MUNICIPALES COMPLEMENTAIRES à Trouville. Abstentions 50 %. Elus : les membres de la liste d'union municipale (1330 voix). Liste communiste : 535 voix (683 en 1947).

LE MINISTRE DE LA JUSTICE TUNISIEN s'est rendu de Paris à Tunis, afin de mettre au courant le Boy des difficultés des conversations franco-tunisiennes de Paris. Il sera de retour aujourd'hui.

LE GENERAL GUILLAUME est arrivé à Paris.

A L'ASSEMBLEE DE L'O.N.U., Commission Politique, le délégué américain Jessup répondra aujourd'hui à Vychinski. Le délégué de l'Inde interviendra également.

MOSSADEGH, retour des Etats-Unis et d'Egypte, a obtenu la confiance à Téhéran (90 voix sur 107). Elections le 18 décembre. Ghavam Sultaneh, successeur éventuel de Mossadegh, a pris un visa pour la France.

MONTGOMMERY sera peut-être nommé Haut-Commissaire britannique en Malaisie.

A PAN MUN JOM, les deux parties sont tombées d'accord sur le tracé de la ligne de contact dans la proportion de 75 % (230 kilomètres). Les fractions en l'objet de vifs combats de part et d'autre, d'où un retard à la conclusion de l'accord attendu.

- 2 - n° 1.993

Du point de vue de la propagande, les paroles prononcées par de Gaulle à la louange de l'armée française, pour sa défense et pour la défense de tous les intérêts français, vont certainement assurer au R.P.F. une accélération de son recrutement. Reprendre le Pacte atlantique sur une base contractuelle "vaudra mieux que de céder peu à peu et de passer petit à petit dans la poche des Américains" est une phrase qui lui vaudra des milliers d'adhésions. Je sais bien qu'il y a beaucoup à redire, mais mon rôle n'est pas de polémiquer; il est de constater les faits politiques importants et d'essayer de prévoir leurs éventuelles conséquences. J'ai rarement commenté les discours de Gaulle qui, jusqu'à présent, m'étaient apparus comme tout juste bons à chauffer l'enthousiasme des troupes du R.P.F. Ceux d'hier et d'avant-hier iront plus loin. Ils recruteront, et pour ceux qui ne pousseront pas jusqu'à l'adhésion, ils leur donneront, dans le domaine international, une assurance qu'ils n'avaient pas. Le fait est d'autant plus remarquable que, depuis longtemps, l'opinion publique anglaise est dans des dispositions analogues, des dispositions que le gouvernement, travailliste hier, conservateur aujourd'hui, ne fait rien pour contrecarrer.

A Rome, où les conversations sérieuses vont commencer aujourd'hui, les propos de de Gaulle auront également leur répercussion. Ils donneront à Robert Schuman le prétexte dont il avait peut-être besoin pour résister plus efficacement aux pressions dont il sera l'objet. Plus que jamais, il est certain que rien de décisif ne sortira de cette conférence, dont on a dit qu'elle se tient surtout sur l'insistance de Gasperi, soucieux de donner aux Romains la satisfaction d'être les hôtes de grandes assises internationales. Les exigences des Allemands, les réticences des Britanniques, les tergiversations des Français, le mécontentement des Belges, qui estiment trop lourde la charge financière qui leur est proposée, tous ces facteurs se conjuguèrent pour faire de la conférence une parlote qu'on aura bien du mal à camoufler sous un communiqué officiel victorieux.

A l'O.N.U., Vychinski a parlé, mais ce n'est pas son discours qui est le fait diplomatique important de cette fin de semaine. Ce fait important, c'est la note soviétique relative au Moyen-Orient. Elle est des plus habiles et Washington s'inquiète des effets qu'elle aura sur les milieux arabes. Azzam Pacha déclarait hier que des millions d'hommes étaient en train de se laisser entraîner dans le camp des ennemis du monde occidental. C'est exact et l'on ne voit pas comment il pourraient être autrement dans l'immédiat, car, pour que cela fût, il faudrait consentir aux Arabes des concessions impossibles à admettre du côté occidental. Il n'empêche que cette note soviétique est une fort mauvaise affaire et qu'il ne suffira pas de la rejeter pour en éviter les conséquences. Les Américains s'en rendent parfaitement compte et ce que nous pouvons craindre de leurs réactions, c'est qu'elles se traduisent par une pression en faveur des revendications marocaines, voire tunisiennes. Des abandons français en Afrique du Nord n'arrangeraient certes pas les choses, mais ce ne serait pas la première fois que, pour rétablir une situation qui leur paraît dangereuse, les Américains feraient bon marché des intérêts de leurs associés, sans déceler que les solutions de facilité sont, à longue échéance, pires que le mal qu'elles sont sensées guérir.

paul dehème

De Paris, à l'aube du lundi 26 novembre 1951

Lettre n° 1.993

Monsieur,

Ces militaires sont décidément impossibles. Un homme politique n'aurait pas risqué le quart des déclarations faites, hier et avant-hier, par le général de Gaulle, aux assises nationales du R.P.F. Je ne parle pas des propos qu'il a tenus concernant la politique intérieure française. Ceux-là ne nous ont pas appris grand'chose et les commentateurs qui veulent voir en eux une indication que le chef du R.P.F. assouplit son intransigeance, ou bien sollicitent les textes, ou bien se sont fait jusqu'à présent une idée fausse de la position du Rassemblement. Jamais celui-ci n'a rejeté a priori la collaboration d'hommes qui ne seraient pas R.P.F. Mais, à aucun moment, durant ces dernières quarante-huit heures, il n'a donné à entendre qu'il collaborerait à un gouvernement qu'il ne dirigerait pas. Naguère, on parlait des "hommes capables" qui, éventuellement, rejoindraient le R.P.F. Hier, on a parlé des "autres". Le mot peut désigner des hommes ou des partis. Il laisse donc la porte ouverte à toutes sortes de négociations. C'est là le pas risqué en avant. Mais il s'agit toujours d'accepter la collaboration des autres, non de leur proposer celle du R.P.F.

Ce ne sont pas ces propos de politique intérieure qui me paraissent les plus importants. Par contre, ceux de politique internationale sont explosifs et risquent fort de ne pas être commentés comme il le faudrait dans la grande presse. Ils marquent, à l'encontre des Américains, une méfiance qui gît au fond du cœur de beaucoup de Français. Cette crainte d'un assujettissement, cette peur que des concessions politiques soient exigées de nous, en contre-partie d'une aide pour notre réarmement, cette hantise d'être entraînés sur des terrains où l'intérêt français n'aurait aucune part sont des sentiments que nombre de nos compatriotes éprouvent, sans oser les exprimer. Jusqu'à présent, seuls, les hommes d'extrême-gauche les ont consignés dans leurs écrits et dans leurs discours. Cette exclusivité les rendait donc suspects et les Français moyens n'osaient en faire état, dans la crainte d'être taxés de communisme ou de progressisme. Maintenant, je conçois très bien un de ces Français moyens, libéré de son complexe, commencer une phrase, dans laquelle les Etats-Unis ne seraient pas ménagés, par ces mots : "Comme le disait l'autre jour le général de Gaulle ...."

Il serait outrancier de parler d'anti-américanisme, mais il est certain que le désir de ne pas être ballottés sans avoir notre mot à dire par le flux et le reflux d'une politique internationale dirigée exclusivement par les Américains, ce désir grandit de jour en jour et les discours de de Gaulle vont lui fournir une caution qui ne fera que l'exacerber. La semaine dernière, j'ai attiré votre attention sur l'importance des propos habilement antisémites tenus par Loustaunau-Lacau, à la tribune de l'Assemblée. Je vous ai écrit qu'ils étaient de nature à aider certains parlementaires à prendre conscience des sentiments qu'ils n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes et que --à plus forte raison-- ils se refusaient à exprimer. C'est en cela, et non dans les bons mots qui l'ont émaillé, que le discours de Loustaunau-Lacau était important, et même grave. Il en est de même, sur un plan supérieur, des opinions exprimées par de Gaulle.

En parlant de la sorte, le chef du R.P.F. a, tout à la fois, aidé le gouvernement Pleven et augmenté ses difficultés. Il l'a aidé en ceci que, si certains Américains pensaient jouer un jour ou l'autre la carte de Gaulle et favoriser le R.P.F., ces intentions vont s'effacer et la majorité actuelle sera considérée, outre-Atlantique, comme la seule capable de mener en France le jeu occidental. Il a augmenté ses difficultés, du fait que la méfiance que les Etats-Unis marquent parfois à l'encontre de l'opinion publique française, en général, se trouvera renforcée et, avec elle, les réticences qui freinent l'aide que nous est consentie.



" paul dehenne

25, Rue Jean-Dolent  
PARIS XIV\*

PORT-ROYAL 61-46

Paris, le 24 novembre 1951

Monsieur,

Vous savez que mon intention n'a jamais été de remplacer la presse mais de la compléter.

Certains jours, cependant, vous n'avez pas le temps de lire les journaux avant ma lettre.

Il est donc nécessaire que vous trouviez dans ma correspondance outre la documentation personnelle que je vous fournis, un résumé succinct des nouvelles officielles.

Ma "Journée en Bref" répondra à ce besoin. Elle sera chaque matin jointe à ma lettre et sera ronéotypée sur papier de couleur. Elle commencera là où se sera arrêté le journal "Le Monde" et couvrira la soirée et la nuit.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma parfaite considération.

*paul dehenne*

ANKARA NE CROIT PAS AUX PROJETS DE MOSSADEGH.- A propos des déclarations faites au Caire par Mossadegh, qui vient de regagner Téhéran, où il a eu, dès son arrivée, six heures d'entretien avec le Shah, la presse officieuse d'Ankara accueille avec scepticisme le projet d'un bloc oriental arabe. "Tout d'abord, fait-elle remarquer, une importante partie de l'Afrique du Nord, étant administrée par la France, fait partie du N.A.T.O. Si l'Egypte refuse de collaborer avec l'Occident, le Liban le désire manifestement. En Syrie, l'opinion des dirigeants est partagée. La Jordanie et l'Irak se refusent à prendre réellement position contre la Grande-Bretagne. L'Iran est limitrophe de l'U.R.S.S. et son conflit avec la Grande-Bretagne est économique, tandis que l'Egypte a un différend à la fois économique et militaire. Quant à l'Afghanistan et au Pakistan, leur concours n'est pas certain." La presse turque estime, en définitive, que tout dans cette affaire est dominé par une campagne soviétique, dont le but est d'empêcher l'organisation de la défense du Moyen-Orient et de faire passer cette zone sous l'influence soviétique.

LA GRANDE-BRETAGNE PRECISE QUE LES IMPORTATIONS ANGLAISES de denrées alimentaires de toutes provenances seront réduites de 8 % en valeur.

UN AVION AMERICAIN DISPARAIT aux abords de la Sibérie, telle est la nouvelle donnée par le département américain de la Marine. Il s'agirait d'un bimoteur de reconnaissance météorologique. Les Soviets, de leur côté, ont protesté contre une violation de frontière aérienne, en Sibérie, par un appareil américain que les chasseurs soviétiques auraient attaqué.

L'AVIATION BRITANNIQUE SURCLASSEE PAR DU MATERIEL BRITANNIQUE.- Le "Times" précise que les Russes et les Chinois ont doté leur aviation de chasseurs à réaction à moteur Nene (britannique), bien longtemps avant l'aviation anglaise. Ces moteurs d'avion à réaction ont été vendus par le gouvernement de Londres à l'U.R.S.S. en 1946 et 1947.

CRISE POLITIQUE AUX PHILIPPINES.- Le parti gouvernemental (libéral) ayant été battu par le parti nationaliste, lors des derniers renouvellements électoraux, le cabinet philippin démissionne pour permettre au président Quirino de former un nouveau gouvernement.

ooooooo

LE NOUVEAU CONTINGENT FRANCAIS pour la Corée, comprenant près de 600 volontaires, a été embarqué hier soir à Marseille, avec 1.600 militaires pour l'Indochine.

Une délégation de combattants de l'armée des Nations Unies en Corée arrivera le 2 décembre à Paris, où elle sera reçue successivement par Eisenhower et Juin, par l'Assemblée générale de l'O.N.U., par le Président de la République et par le Conseil municipal de Paris.

L'ACTIVITE SYNDICALE.- La Fédération des fonctionnaires C.F.T.C. a exposé à Gaillard ses revendications pour le statut de la Fonction publique et la Sécurité sociale.

Le syndicat F.O. de l'Assistance publique (ouvriers) exige que la Commission d'inspection dépose son rapport avant le 25 décembre.

Le Cartel intersyndical des fonctionnaires d'Algérie menace le gouverneur général Léonard d'une grève d'avertissement de 24 heures, si la récente revalorisation intervenue en France n'est pas appliquée.

Le Congrès de l'Internationale syndicale chrétienne, en terminant sa session à Vienne, a repoussé l'offre de communauté d'action faite par la F.S.M.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté, en seconde lecture, la proposition de loi relative à la procédure devant les juges de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués aux comités d'entreprise. Elle a adopté, en première lecture : la proposition de résolution de Lalle, invitant le gouvernement à tenir compte des besoins de l'agriculture dans l'organisation des périodes d'entraînement. Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050031-8 formation des assemblées locales dans les T.O.M., ainsi que différents fascicules budgétaires.

(Condensé des principales informations officielles de la soirée du 23 et de la nuit du 23 au 24)

VYCHINSKI EXPOSERA CE MATIN, devant la Commission politique de l'Assemblée des Nations Unies, la position de l'U.R.S.S. à l'égard du plan de désarmement des U.S.A., de la France et de la Grande-Bretagne. Il s'agira, croit-on, d'une critique sévère de ce plan, l'U.R.S.S. persistant à demander l'interdiction de l'arme atomique et la réduction effective des armements classiques avant le contrôle.

Le délégué américain a fait savoir que son gouvernement ne s'opposerait pas à l'inscription à l'ordre du jour de la plainte soviétique sur le financement par les Etats-Unis d'organisations subversives à l'intérieur de l'U.R.S.S. ou des Républiques populaires.

La délégation française, qui avait quitté dans la matinée la Commission de tutelle, pour protester contre la discussion de la question marocaine, sera présente à l'ouverture de la prochaine séance, lundi matin. Sur le fond de cette discussion que la France estime ne pas se situer dans le cadre légitime des attributions de la commission, nos représentants sont prêts à prouver que tous les chiffres et indications précises concernant l'administration française au Maroc, qui ont été présentés par les délégués irakiens et égyptiens, sont faux.

LA DEFENSE DU MOYEN-ORIENT.- Le délégué égyptien à l'Assemblée de l'O.N.U. a déclaré, à propos de la prise de position de son pays au sujet du plan des Occidentaux pour la défense du Moyen-Orient : "Il est curieux que ni la Grèce, qui revendique Chypre, ni l'Espagne, qui réclame Gibraltar, ni l'Italie, qui se comporte amicalement à l'égard de l'Egypte au lendemain de l'abrogation du traité anglo-égyptien, qu'aucune de ces trois puissances, qui sont pourtant des puissances méditerranéennes, ne fassent partie des promoteurs du projet occidental".

REPONSE DE LA CHINE NATIONALISTE aux déclarations du porte-parole de l'Inde.- Le délégué de la Chine nationaliste à l'O.N.U. a tenu une conférence de presse, afin de répondre aux déclarations du délégué de l'Inde, ambassadeur à Pékin, sur la nécessité de reconnaître la Chine communiste : "M. Panikkar vient poursuivre à Paris sa propagande en faveur de la Chine communiste. Mais la vérité, c'est que le standard de vie en Chine décroît progressivement. L'extermination de 3 à 5 millions de Chinois de 1949 à 1951 indique le degré de popularité du nouveau régime".

CRISE FRANCO-TUNISIENNE ? - Tandis que, du côté français, on considère que les entretiens menés à Paris par le Premier ministre de Tunisie constituent des contacts d'information et non de négociation, du côté tunisien on estime, au contraire, que ces conversations ne devraient pas être interrompues (or, elles le sont par suite du départ de Robert Schuman pour la Conférence atlantique de Rome) tant qu'une réponse des autorités compétentes françaises à la note tunisienne du 31 octobre ne serait pas communiquée. Des organes de la presse tunisienne publient d'ailleurs aujourd'hui le texte de cette note.

OUVERTURE DE LA CONFERENCE DE ROME.- A midi s'ouvre dans la capitale italienne la huitième session du Conseil atlantique. Séance de pure forme. Les réunions de travail commenceront lundi pour se terminer mercredi soir ou jeudi. Dans les milieux du N.A.T.O., on ne prévoit pas de décisions définitives sur les points les plus importants. Cependant, Pearson (Canadien), président du Conseil atlantique, a déclaré à la presse : "On a exprimé l'avis que notre réunion était prématurée. Personnellement, je pense qu'elle sera très utile".

Le Pape a reçu hier en audience les membres de la délégation militaire française à la Conférence du N.A.T.O.

MISSION AMERICAINE EN YUGOSLAVIE.- Arrivent aujourd'hui à Belgrade quatre parlementaires américains de la commission des Finances et deux fonctionnaires de la Banque Export-Import.

LES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les textes suivants, récemment déposés sur le Bureau de l'Assemblée Nationale :)

PROPOSITIONS DE LOI :

- d'André Bardon, tendant à abroger la loi n° 2657 du 24-6-41, portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires. (n° 1401)
- de Cordonnier, portant revision des indemnités de fonctions des maires et adjoints. (n° 1459)

PROPOSITION DE RESOLUTION :

- de Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées. (n° 1389)

RAPPORTS :

- de Defos du Rau, sur le projet de loi intégrant dans le Code d'instruction criminelle l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative à la perception d'amendes de composition. (n° 1550)
- d'André Mancoy, sur la proposition de loi tendant à étendre, en matière de sécurité et d'hygiène des ouvriers mineurs et similaires, les pouvoirs des délégués mineurs. (n° 1580)
- de J.-P. Palewski, sur la proposition de loi et les propositions de résolution relatives aux taxes sur les produits pétroliers. (n° 1644)
- fait au cours de la précédente législature sur les propositions de loi : 1°) tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi du 21-10-46 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction - 2°) sur l'indemnisation du chômage intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment - 3°) relative à la non application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21-10-46, instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries. (n° 1646)
- fait au cours de la précédente législature sur la proposition de loi tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur, lors des élections prud'homales, et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible. (n° 1647)
- fait au cours de la précédente législature par Patinaud, sur la proposition de loi tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires. (n° 1649)
- fait au cours de la précédente législature par Mme Francine Lefebvre, sur la proposition de loi tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail. (n° 1650)
- par Besset, sur les propositions de loi : 1°) tendant à compléter la loi du 30-10-46 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles - 2°) tendant à modifier l'ordonnance du 2-8-45 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose, considérée comme maladie professionnelle. (n° 1663)

-:-:-:-

DANS LES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

FINANCES.- La commission a, sur le rapport de Mazier, adopté la lettre rectificative n° 1675 au projet de loi (n° 991) --budget de la Marine marchande-- relative au financement des pensions des marins de commerce.

Réunie en une seconde séance, la commission a reçu d'Abel Gardey une communication complémentaire sur la lettre rectificative n° 1609 au projet (n° 985) --finances, services financiers-- relative à certains frais de Trésorerie, notamment aux commissions bancaires pour placement de fonds publics. La commission a décidé de demander de nouvelles précisions. Elle a ensuite reçu notification de décrets tendant à opérer certains transferts de crédits. (n° 1663) --budget de la Défense nationale.

-:-:-:-

doux ont été échangés entre lui et le ministre Pinay. La ligne du budget consacrée à la couverture du déficit d'Air-France est d'ailleurs également dure à passer. Il s'agit, en effet, de 2.410 millions. Aussi, l'Assemblée a-t-elle en définitive renvoyé à la commission le fascicule de l'Aviation civile.

Dans le problème scolaire, un incident vient de se produire. André Marie se faisait une joie de promulguer ce matin son arrêté d'application de la loi Barangé, coupant ainsi sous le pied de Soustelle la menace d'interpellation qu'agitait ce dernier. Il lui fallait, toutefois, obtenir l'accord du Conseil d'Etat. Ne voilà-t-il pas que celui-ci estime que le ministre n'a pas vu assez large. Il faut donc que Marie revoie la question et qu'il la revoie vite, car certains députés, qui n'ont soutenu le gouvernement que pour éviter une crise génératrice de retard dans la promulgation de l'arrêté, commencent à se demander s'ils n'ont pas fait un marché de dupes.

Ainsi, la politique intérieure va son petit bonhomme de chemin, animée par de petites difficultés, portée par de petits appétits, conduite par de petits esprits vers de petites destinées. Elle va d'ailleurs devenir plus facile, si les espoirs manifestés par Jean Monnet, en ce qui concerne l'aide américaine, se réalisent. Il est question de 240 millions de dollars qui permettraient de renvoyer rapidement le plan de détresse de Mayer au magasin des accessoires. C'est-à-dire exactement ce que je vous ai écrit au lendemain de la déclaration du ministre à la tribune de l'Assemblée. On parle même de faire passer le pétrole dans les importations militaires. Il est vraisemblable que des décalages se produiront entre la manifestation de nos besoins et la mise à notre disposition des dollars nécessaires. Mais c'est peu de chose. Tout cela est évidemment subordonné --comme écrit plus haut-- à la réalisation des espoirs de Monnet. Celui-ci est, m'affirme-t-on, très optimiste. D'ailleurs, les 44 millions de dollars réclamés l'autre jour pour nous par l'administration en France de l'E.C.A. viennent d'être débloqués. C'est un pas, encore timide, mais qui est de bon augure. En tout cas, nous savons maintenant chez qui frapper, puisque Truman a fait savoir que Harriman était seul juge en la matière. Cela vaut mieux que d'avoir à s'adresser à une administration, dont les décisions restent anonymes.

Sur le plan international, le monde attend la Conférence de Rome sans se faire beaucoup d'illusions sur ses résultats, et tous les grands problèmes restent au cran d'arrêt. C'est d'ailleurs le scepticisme qui règne dans tous les domaines. A celui dans lequel va se dérouler la huitième session du Conseil atlantique, il faut ajouter celui qui va accueillir les déclarations de Vychinski, à l'O.N.U., celui que manifeste l'Egypte à l'encontre du plan de défense du Moyen-Orient et celui qu'Ankara croit devoir professer à propos des projets de bloc oriental de Nahas Pacha et de Mossadegh.

Quant à la crise franco-tunisienne, que la personnalité de Périllier ne semble pas du tout en mesure de dominer, il nous faut constater qu'elle ne tourne pas aussi bien que nos milieux officiels le prétendent. Elle ne saurait être qu'envenimée par l'incident qui a obligé la délégation française à quitter la séance de la Commission de tutelle de l'O.N.U. Les délégations latino-américaines ont voté avec les pays arabes, contre nous. Cela nous apprendra à persister dans une politique hostile à l'Espagne.

paul dehème

oooooooo

-- Le député d'Alger Colonna d'Istria va démissionner. Son remplacement soulèvera de sérieuses difficultés, car les deux "grands" d'Alger ne paraissent pas d'accord sur le nom de son successeur.

oooooooo

De Paris, à l'aube du samedi 24 novembre 1951  
Lettre n°1.992

Monsieur,

Par 33 voix contre 19, les groupes parlementaires paysans maintiennent leurs ministres au Gouvernement. A l'unanimité, le Comité directeur du parti interdit à Laurens d'accepter la charge de ministre de l'Agriculture. Voilà, exprimés avec brutalité, sans périphrase, les résultats contradictoires des réunions tenues hier par les deux organismes du parti paysan, le premier exclusivement parlementaire, le second bipartite, avec cette particularité que les parlementaires qui y siègent, concurremment avec des cadres militants, sont eux aussi des professionnels, généralement des dirigeants de fédérations agricoles.

Nous assistons donc, chez les paysans, à un phénomène identique à celui que nous avons naguère constaté chez les socialistes. Les militants sont beaucoup plus intransigeants que les parlementaires. Il leur restera, s'ils veulent aller jusqu'au bout, à demander à Laurens de démissionner du parti, à moins que Laurens ne le fasse lui-même auparavant, car sa décision paraît bien prise : il s'installera ce matin dans le fauteuil d'Antier. Il le fera d'autant plus volontiers qu'il est furieux de la méthode employée contre lui. Le dernier paragraphe du communiqué -- celui qui déclare que, dans l'état actuel des choses, la charge de ministre de l'Agriculture ne peut être assumée par un ministre paysan -- le Comité directeur l'a rédigé hors de sa présence, après qu'il se fût retiré, tout paraissant réglé auparavant. J'ai d'ailleurs l'impression que le différend sera réduit, mais dût-il ne pas l'être, Laurens prendra possession de son poste. Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture sera nommé après le retour à Paris de Bidault et de Schuman, actuellement à Rome. C'est Ramarony qui tient la corde. Monin remplacera Marcellin à la délégation française à l'O.N.U., si Marcellin obtient le secrétariat d'Etat au Tourisme. Eventualité probable, mais non certaine, car il faut compter avec l'hostilité du M.R.P. que son ennemi intime, Hutin-Desgrées, excite contre lui. Une démarche a même été faite hier auprès de Pleven, pour barrer la candidature Marcellin.

L'affaire Antier-Laurens provoquera-t-elle une scission au sein du parti paysan ? Hier, on pouvait se poser la question. Aujourd'hui, on ne le peut plus que si le désir de panser les blessures d'amour-propre d'Antier l'emporte chez ses amis sur les intérêts généraux du parti. Hier, en effet, certains pouvaient garder l'espoir d'une collaboration avec le R.P.F. Aujourd'hui, aux assises du Rassemblement, le secrétaire général Terrenoire s'est chargé de souffler sur ces illusions, en rejetant dédaigneusement toute éventualité d'alliance avec la droite et en signifiant sans ambiguïté que le "R.P.F. ne serait nulle part où ne serait pas le général de Gaulle".

A l'Assemblée, où s'est poursuivie la discussion des différents fascicules budgétaires, les séances n'ont été animées qu'à deux reprises. D'abord, lorsque, pour porter de 7,1 à 8,4 milliards la subvention à l'établissement des invalides de la marine, les députés ont passé outre au désir du ministre de la Marine marchande André Morice et décidé de remplacer l'augmentation des cotisations proposée par le Gouvernement par le doublement du droit de timbre sur les connaissements. Les intéressés n'auraient d'ailleurs rien perdu pour attendre, car ce doublement du droit de timbre, René Mayer l'avait inclus dans ses projets, mais il le réservait pour boucher un autre trou. Le voilà gagné de vitesse. Il faudra trouver autre chose.

La seconde occasion à laquelle les débats parlementaires se sont animés, ce fut pour le fascicule budgétaire de l'aviation civile, et plus particulièrement lorsque Moynet développa son rapport. Des propos aigres-

JE TIENS A VOTRE DISPOSITION, EN COMMUNICATION, des notes sur :

- 1) le nouvel accord commercial franco-espagnol (déjà proposé dans un "En Vrac" de ma lettre N° 1997 du 30 novembre) ;
- 2) la liste des producteurs européens de "man-made fibres" ;
- 3) l'effort d'exportation de l'Italie vers la zone dollar ;

ainsi que des notes sur :

- 4) une étude du problème de l'équilibre financier de la Sécurité Sociale ;
- 5) une étude des propositions de loi relatives à l'aménagement des droits de mutation à titre gratuit ;
- 6) la situation de la presse (déjà proposée dans un "En Vrac" de ma lettre N° 1998 du 1er décembre) ;
- 7) les émissions radiophoniques vers l'étranger (déjà proposées dans un "En Vrac" de ma lettre N° 1999 du 3 décembre).